

Troisième partie
Textes sélectionnés



Introduction

Six textes, certains inédits, d'autres extraits de livres déjà publiés, forment la troisième partie du livre

Dans *La trajectoire du capitalisme historique : la vocation tricontinentale du marxisme*, Samir Amin analyse les origines et le développement du capitalisme, qui a connu trois phases successives : une longue période de gestation, correspondant à la transition incarnée par le mode tributaire ; une phase courte, le XIXe siècle, marquée par la domination de « l'Occident » ; enfin, la phase du long déclin provoqué par l'éveil du Sud. Il souligne que les éléments constitutifs de la « modernité » capitaliste ont leurs racines dans la Chine impériale, donnant ainsi à celle-ci une avance sur l'Occident jusqu'au XIXe siècle.

La dernière vague de cette « modernité » s'amorce dans l'Europe atlantique à partir de la conquête des Amériques au XVe siècle, pour se déployer au cours de la période mercantiliste (1500-1800). Cette vague a produit le capitalisme historique qui s'imposera progressivement au reste du monde. Son mode d'accumulation est basé sur la dépossession, qui est la source de la polarisation Centres/Périphéries. Une polarisation qui donne une dimension destructrice au capitalisme et sera un des facteurs qui le conduiront à sa perte. Les deux grandes Révolutions du XXe siècle, en Russie et en Chine, ont confirmé l'accélération du déclin inéluctable du capitalisme et son caractère obsolète.

Ces deux Révolutions, tout comme d'autres conduites sous la bannière du marxisme, ont montré la vocation tricontinentale du marxisme. Elles ont montré la voie à suivre par les peuples opprimés du Sud contre la domination impérialiste. Mais pour parachever leur libération, ces peuples doivent sortir de la logique d'accumulation capitaliste et lui substituer un autre mode de développement, d'une rationalité supérieure, c'est-à-dire le socialisme.

Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ? est extrait du livre du même nom, publié en 2009. Samir Amin montre que la crise actuelle, qui a éclaté à partir de septembre 2008, est un autre jalon dans la longue crise du capitalisme vieillissant, amorcée dans les années 1970. Il souligne les similitudes entre la crise actuelle et celles qui l'ont précédée tout au long du XXe siècle, notamment celle de 1929. Toutefois, il note que la crise en cours est celle du capitalisme impérialiste des oligopoles, et surtout la crise de l'hégémonie des Etats-Unis et de sa militarisation de la planète. Donc, ce sont les fondements de l'ensemble du système qui sont cette fois remis en cause.

Les tentatives des tenants du système de restaurer la situation d'avant la crise – ce qui est tout à fait possible – se heurteront aux luttes des classes populaires du Nord et à celles des peuples et nations du Sud. Le vrai défi est donc de savoir si toutes ces luttes parviendront à converger pour ouvrir la voie – ou les voies – vers la longue transition au socialisme mondial. Perspective qui ne sera possible que par la défaite des pouvoirs des oligarchies et de leurs alliés et serviteurs, à la fois dans les pays du Nord et dans ceux du Sud.

Présentation du livre *Du capitalisme à la civilisation*. Dans cette préface, Samir Amin analyse un livre qui offre des réflexions profondes sur le socialisme et aborde des questions au cœur de l'élaboration d'une conception crédible du socialisme du XXI^e siècle et d'une stratégie de lutte capable de produire des avancées dans la direction de sa réalisation. Il commence par revisiter les prétentions du capitalisme historique, qui se présente comme le « seul horizon envisageable » pour l'Humanité, mais dont l'histoire est jalonnée de conquêtes, de génocides et de pillage. Une réalité centrale qui impose qu'on conçoive une autre perspective humaine – une perspective socialiste – qui abolirait l'héritage tragique de la conquête historique du capitalisme.

Ensuite, il compare le livre à certains de ses propres livres et constate une affinité idéologique certaine entre l'auteur et lui-même. A savoir la critique sans concession du capitalisme historique et un vibrant plaidoyer pour le socialisme, comme seul horizon acceptable pour l'Humanité.

Pour une histoire authentiquement universelle : Introduction à *Global History*. En introduisant ce livre, Samir Amin examine les différences d'interprétation de la modernité capitaliste par les représentants de l'école dite de « l'Histoire Globale ». Pour lui, l'analyse marxiste, à laquelle il adhère entièrement, a introduit un caractère révolutionnaire et novateur dans l'analyse des sociétés humaines. Néanmoins, le marxisme historique n'a pas apporté d'explication satisfaisante aux retards accusés par les sociétés non européennes. C'est en partie pour combler ce « vide » qu'il a décidé de consacrer la majeure partie de son œuvre à chercher les causes véritables de ce « retard ».

Ensuite, il souligne que son analyse sur la nature de l'accumulation capitaliste le différencie des autres représentants de l'Histoire Globale. Par exemple, Immanuel Wallerstein admet que la modernité capitaliste a créé une civilisation qualitativement différente de celle qui la précédait, mais sa définition du capitalisme ignore l'aliénation marchande, qui est centrale dans l'analyse de Samir Amin. D'autres représentants de cette école nient carrément la transformation qualitative opérée par le capitalisme historique. C'est le cas, entre autres, d'André Gunder Frank. Toutefois, la diversité des analyses, voire les divergences, n'excluaient pas des convergences sur les questions essentielles entre les membres de la « Bande des Quatre » -Samir, André G. Frank, Arghiri Emmanuel, Immanuel Wallerstein-.

Dans *Le conflit capitalisme/ socialisme et le conflit Nord/ Sud : deux conflits indissociables*, Samir Amin affirme que le conflit Nord/Sud, entre les Centres et les Périphéries du système, est une donnée permanente de l'histoire du capitalisme, dont la

conquête du monde est inscrite en lettres de sang – génocide des premiers habitants des Amériques, esclavage des Africains et la colonisation des peuples non européens. Mais la période de l'hégémonie de la civilisation fondée sur les valeurs du capitalisme a commencé à prendre fin avec l'éveil des peuples du Sud, illustré par le triomphe des révolutions chinoise et vietnamienne ; des mouvements de libération nationale et les indépendances des pays sous domination coloniale.

Selon Samir Amin, le conflit Nord/Sud et le conflit capitalisme/socialisme restent intimement liés, car la libération des peuples du Sud reste indissociable de la construction d'une perspective socialiste. Voilà qui explique que les luttes des peuples du Sud aient été la force décisive dans les transformations intervenues dans le monde, comme l'a montré l'histoire du XXe siècle. Cependant, les limites des révolutions russe et chinoise, d'une part, et l'essoufflement du projet de Bandoeng, d'autre part, ont permis la contre-offensive de l'impérialisme contre les avancées obtenues par le Sud, à partir de la fin des années 1970. Mais les réponses des peuples du Sud à cette contre-offensive ne se sont pas fait attendre, comme en témoigne le renforcement des résistances dans les pays du Sud, réussissant ainsi à créer les conditions d'un changement du rapport de forces. Au point que le Sud est en mesure de remettre en cause les monopoles de la Triade impérialiste dans plusieurs domaines, y compris dans celui des armes de destruction massive.

Dans *Pour des initiatives indépendantes des pays du Sud*, Samir Amin soutient que la période actuelle est favorable à de nouvelles initiatives indépendantes du Sud, pour contribuer à la lutte contre le capitalisme et à mettre en échec les projets de la Triade impérialiste. Il fait un détour sur la première vague d'initiatives du Sud, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, initiatives illustrées surtout par le succès de la Conférence de Bandoeng en 1955.

Mais le conflit sino-soviétique et l'évaporation du potentiel de Bandoeng avaient favorisé la contre-offensive de l'impérialisme dans les pays du Sud. Toutefois, la crise du capitalisme a ouvert de nouvelles perspectives pour ces pays. L'Amérique latine, qui était absente à Bandoeng, semble avoir pris une longueur d'avance cette fois sur les autres régions du Sud. Les peuples du Sud doivent s'engager dans des constructions nationales autocentrées et déconnectées du système impérialiste. Ils ne pourront avancer dans cette voie qu'en se débarrassant des illusions du « rattrapage » au sein du système et en inscrivant leurs luttes dans une perspective socialiste.



12

La trajectoire du capitalisme historique : la vocation tricontinentale du marxisme

La trajectoire du capitalisme historique

L'histoire longue du capitalisme est constituée de trois phases successives distinctes : (i) une longue préparation – la transition du mode tributaire, forme générale d'organisation des sociétés de classes pré-modernes – qui occupe les huit siècles de l'an 1000 à 1800 ; (ii) une phase courte de maturité (le XIXe siècle) au cours de laquelle s'affirme la domination de « l'Occident » ; (iii) la phase du long « déclin » provoqué par « l'éveil du Sud » (pour reprendre le titre de mon ouvrage, *Le Temps des Cerises*, Paris 2007), dont les peuples et les Etats ont reconquis l'initiative majeure dans la transformation du monde, et dont la première vague s'est déployée au XXIe siècle. Ce combat contre l'ordre impérialiste, indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme, est par lui-même porteur potentiel d'un engagement sur la longue route de la transition, au-delà du capitalisme, vers le socialisme. Avec le XXIe siècle, s'amorce une seconde vague d'initiatives indépendantes des peuples et des Etats du Sud.

1. Les contradictions internes propres à toutes les sociétés avancées du monde pré-moderne - et non pas seulement celles qui sont particulières à l'Europe « féodale » - rendent compte des vagues successives d'invention graduelle des éléments constitutifs de la modernité capitaliste.

La vague la plus ancienne concerne la Chine où s'amorcent ces transformations dès l'époque Sung (XIe siècle) pour s'amplifier aux époques Ming et Qing, donnant à la Chine une avance marquée en termes d'inventivité technologique, de productivité du travail social et de richesse, qui ne sera pas dépassée par l'Europe avant le XIXe siècle. Cette vague « chinoise » sera suivie par une vague « moyen-orientale » qui se déploie dans le Califat arabo-persan et, par la suite (à partir des Croisades), dans les villes italiennes.

La dernière vague concernant cette longue transition du monde tributaire ancien au monde capitaliste moderne s'amorce dans l'Europe atlantique à partir de la conquête des Amériques, pour se déployer au cours des trois siècles du mercantilisme (1500-1800). Le capitalisme historique qui s'imposera progressivement à l'échelle mondiale est le produit de cette dernière vague. La forme « européenne » (« occidentale ») du capitalisme historique, construite par l'Europe atlantique et centrale, son rejeton étasunien, puis plus tardivement le Japon, est indissociable de quelques-uns de ses caractères propres, en particulier de son mode d'accumulation fondé sur la dépossession (d'abord de ses paysans, puis des peuples des périphéries intégrés dans son système global). Cette forme historique est donc indissociable du contraste centres/périphéries qu'elle construit, reproduit et approfondit sans fin.

2. Le capitalisme historique prend sa forme achevée à la fin du XVIIIe siècle, avec la révolution industrielle anglaise qui invente la nouvelle « machino-facture » (et avec elle le statut du nouveau prolétariat industriel) et la révolution française qui invente la politique moderne.

Le capitalisme mature se déploie dans un temps court, qui marque l'apogée de ce système – le XIXe siècle. L'accumulation du capital s'impose alors dans sa forme définitive, et devient la loi fondamentale qui commande le devenir social.

Dès l'origine, cette forme d'accumulation est simultanément constructive (elle permet l'accélération prodigieuse et continue du progrès de la productivité du travail social), mais également destructive. Marx en fait l'observation précoce : l'accumulation détruit les deux fondements de la richesse – l'être humain (victime de l'aliénation marchande) et la nature.

Dans les analyses du capitalisme historique que j'ai proposées, j'ai placé un accent particulier sur le troisième aspect de cette dimension destructive de l'accumulation : la dépossession matérielle et culturelle des peuples dominés des périphéries, dont Marx a peut-être quelque peu négligé l'importance. Sans doute parce que dans le court moment où se situent les travaux de Marx l'Europe paraît se consacrer presque exclusivement aux exigences de l'accumulation interne. Marx relègue de ce fait la dépossession aux temps de « l'accumulation primitive », que, par contre, j'ai qualifiée de permanente.

Il reste que dans sa période courte de maturité, le capitalisme remplit des fonctions historiques progressistes indéniables : il crée les conditions qui rendent possible et nécessaire son dépassement socialiste/communiste, tant au plan matériel qu'à celui de la conscience politique et culturelle nouvelle qui l'accompagne. Le socialisme (mieux, le communisme) n'est pas un « mode de production » supérieur, parce que capable d'accélérer le développement des forces productives et d'y associer une répartition « équitable » des revenus. Il est tout autre chose : une étape supérieure de développement de la civilisation humaine. Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement ouvrier et socialiste amorce son enracinement dans les nouvelles classes populaires et engage son combat pour le socialisme dès le

XIXe siècle européen (avec le Manifeste communiste, dès 1848). Ce n'est pas davantage un hasard si cette remise en question prend la forme de la première révolution socialiste de l'histoire : la Commune de Paris (1871).

3. Le capitalisme historique entre, à partir de la fin du XIXe siècle, dans le temps – long – de son déclin. J'entends par là que les dimensions destructives de l'accumulation l'emportent désormais, à un rythme croissant, sur sa dimension historique constructive progressiste.

Cette transformation qualitative du capitalisme prend corps avec la constitution des nouveaux monopoles de production (et non plus seulement de domination des échanges et de conquête coloniale comme aux temps du mercantilisme) à la fin du XIXe (Hobson, Hilferding, Lénine), en réponse à la première longue crise structurelle du capitalisme amorcée dès les années 1870 (peu de temps après la défaite de la Commune de Paris). L'émergence du capitalisme des monopoles démontre que le capitalisme a désormais « fait son temps », est devenu « obsolète ». L'heure de l'expropriation nécessaire et possible des expropriateurs a sonné. Ce déclin se traduit par une première vague de guerres et de révolutions qui ont fait l'histoire du XXe siècle.

Lénine n'avait donc pas tort de qualifier le capitalisme des monopoles de « phase suprême du capitalisme ». Mais Lénine – optimiste – pensait que cette première longue crise serait la dernière, ayant mis à l'ordre du jour la révolution socialiste. L'histoire ultérieure a prouvé que le capitalisme a été capable de surmonter cette crise (au prix de deux guerres mondiales et en s'ajustant aux reculs que lui imposaient les révolutions socialistes russe et chinoise et la libération nationale de l'Asie et de l'Afrique). Mais au temps court du renouveau du déploiement du capitalisme des monopoles (de 1945 à 1975) a succédé une seconde longue crise structurelle du système, amorcée à partir des années 1970. Le capital a répondu à ce défi renouvelé par une nouvelle transformation qualitative qui a pris la forme de ce que j'ai qualifié de « capitalisme des monopoles généralisé ».

Un ensemble de questions majeures émerge de cette lecture du « long déclin » du capitalisme, qui concerne la nature de la « révolution » à l'ordre du jour. Le « long déclin » du capitalisme historique des monopoles peut-il devenir synonyme de la « longue transition » au socialisme/communisme ? A quelles conditions ?

4. De 1500 (amorce de la forme mercantiliste atlantique historique de la transition au capitalisme mature) à 1900 (amorce de la remise en question de la logique unilatérale de l'accumulation), les « Occidentaux » (Européens, puis Nord-Américains et plus tardivement Japonais) restent les maîtres du jeu. Ce sont eux qui façonnent, seuls, les structures du monde nouveau du capitalisme historique. Les peuples et les nations des périphéries conquises et dominées résistent certes à leur manière, mais ils sont toujours finalement défaits et contraints de s'ajuster aux exigences de leur statut de subordonnés.

La domination du monde euro-atlantique s'accompagne de son explosion démographique : les Européens qui constituaient 18 pour cent de la population de la planète en 1500 se retrouvent en représenter 36 pour cent en 1900, augmentés de leur descendance émigrée vers les Amériques et l'Australie. Sans cette émigration massive, le modèle d'accumulation du capitalisme historique, fondé sur la dissolution accélérée du monde paysan, eût été simplement impossible. C'est la raison pour laquelle ce modèle ne peut être reproduit dans les périphéries du système, qui ne disposent pas « d'Amériques » à conquérir. Le « rattrapage » dans le système étant impossible, l'option pour une voie de développement différente s'impose, sans alternative.

5. Le XXe siècle amorce un renversement des rôles : l'initiative passe aux peuples et aux nations des périphéries.

La Commune de Paris (1871) qui avait été la première révolution socialiste sera en même temps la dernière à se dérouler dans un pays du centre capitaliste. Le XXe siècle inaugure – avec « l'éveil des peuples des périphéries » – un chapitre nouveau de l'histoire : la révolution iranienne de 1907, celle du Mexique (1910-1920), de la Chine (1911), 1905 dans la Russie « semi-périphérique » qui annonce 1917, la Nahda arabo-musulmane, la constitution du Mouvement des Jeunes Turcs, la révolution égyptienne de 1919, la formation du Congrès indien en constituent les premières manifestations.

En réaction à la première longue crise du capitalisme historique (1875-1950), les peuples des périphéries amorcent leur libération à partir de 1914-1917, et se mobilisent sous les drapeaux du socialisme (Russie, Chine, Vietnam, Cuba), ou sous ceux de la libération nationale associée à des degrés divers à des réformes sociales progressistes. Ils s'engagent dans la voie de l'industrialisation jusqu'alors interdite par la domination de l'impérialisme « classique » (ancien), contraignant celui-ci à « s'ajuster » à cette première vague d'initiatives indépendantes des peuples, des nations et des Etats de la périphérie. De 1917 à l'essoufflement du « projet de Bandoeng » (1955-1980) et à l'effondrement du soviétisme (1990), ce sont ces initiatives qui occupent le devant de la scène. Je ne lis pas les deux longues crises du capitalisme vieillissant des monopoles dans les termes suggérés par la théorie des cycles longs de Kondratieff, mais comme deux étapes à la fois du déclin du capitalisme historique mondialisé et de la transition possible au socialisme. Je ne lis pas davantage la période 1914-1945 comme exclusivement « la guerre de trente ans pour la succession à l'hégémonie britannique », mais tout également comme la longue guerre conduite par les centres impérialistes contre le premier éveil des périphéries (l'Est et le Sud).

Cette première vague d'éveil des peuples des périphéries s'épuise pour des raisons multiples et combinées, tenant à la fois à ses propres limites et contradictions internes et au succès de l'impérialisme qui parvient à inventer de nouveaux modes de contrôle du système mondial (en renforçant ses moyens de contrôle de l'invention technologique, de l'accès aux ressources de la planète, de maîtrise du système financier mondialisé, des communications et de l'information, des armements de destruction massive).

Néanmoins, une seconde longue crise du capitalisme s'amorce dans les années 1970, un siècle exactement après la première. Les réponses du capital à cette crise sont analogues à celles qu'il avait données à la première : concentration renforcée (à l'origine de l'émergence du capitalisme des monopoles généralisés), mondialisation (« libérale ») et financiarisation. Mais le moment du triomphe du nouvel impérialisme collectif de la triade (la seconde « belle époque » – 1990-2008 – faisant écho à la première – 1890-1914) est bref. Une nouvelle époque de chaos, de guerres et de révolutions est ouverte. Dans ce cadre, la seconde vague d'éveil des nations des périphéries, déjà amorcée, interdit désormais à l'impérialisme collectif de la triade d'envisager la possibilité de maintenir ses positions dominantes autrement que par le contrôle militaire de la planète. L'establishment de Washington, en désignant cet objectif stratégique comme prioritaire, fait preuve d'une conscience parfaite de l'enjeu des luttes et des conflits décisifs de notre époque, qui fait contraste avec la vision naïve des courants majoritaires de « l'altermondialisme » occidental.

Le capitalisme des monopoles généralisés, phase ultime du capitalisme ?

Lénine avait qualifié l'impérialisme des monopoles de « phase suprême du capitalisme ». J'ai qualifié l'impérialisme de « phase permanente du capitalisme », en ce sens que le capitalisme historique mondialisé s'est constitué et n'a cessé de reproduire et d'approfondir la polarisation centres/périphéries. La première vague de constitution des monopoles à la fin du XIXe siècle a certainement marqué une transformation qualitative des structures fondamentales du mode de production capitaliste. Lénine en déduisait que la révolution socialiste était de ce fait à l'ordre du jour et Rosa Luxemburg que l'alternative se définissait désormais dans les termes de « socialisme ou barbarie ». Lénine a sans doute été un peu trop optimiste, n'ayant pas estimé à sa juste mesure les effets dévastateurs de la rente impérialiste et le transfert qui lui est associé de la révolution de l'Occident (les centres) à l'Orient (les périphéries).

La seconde vague de centralisation du capital, qui s'est déployée au cours du dernier tiers du siècle passé, a constitué une seconde transformation qualitative du système, que je qualifie de ce fait de « monopoles généralisés ». Désormais, les monopoles ne constituent plus seulement les hauteurs dominantes de l'économie moderne; ils sont parvenus à imposer leur contrôle direct sur tout le système productif. Les petites et moyennes entreprises (et même les grandes hors monopoles), comme les agriculteurs, sont véritablement dépossédés, réduits à des statuts de sous-traitants, soumis en amont et en aval au contrôle serré des monopoles.

A ce stade suprême de centralisation du capital, le lien qui associait le capital à son support organique vivant – la bourgeoisie – est brisé. Cette transformation est d'une portée immense : la bourgeoisie historique, constituée de familles ancrées dans le paysage local, cède la place à une oligarchie/ploutocratie anonyme qui contrôle les monopoles, en dépit de la dispersion des titres de propriété de leurs capitaux. L'éventail des opérations financières inventées au cours des dernières

décennies témoigne de cette forme suprême de l'aliénation : le spéculateur peut désormais vendre ce qu'il ne possède même pas, réduisant le principe de propriété à un statut dérisoire. La fonction du travail social productif disparaît. Déjà l'aliénation au carré attribuait à l'argent une vertu productive (« l'argent fait des petits »). Désormais l'aliénation est portée au carré de son carré : c'est le temps (« time is money ») qui, par sa seule vertu, « produit le profit ». La nouvelle classe bourgeoise qui répond aux exigences de la reproduction de ce système est réduite au statut de « serviteurs salariés » (eux-mêmes précarisés), quand bien même constitueraient-ils, en leur qualité de membres des segments supérieurs des classes moyennes, des privilégiés fort bien rémunérés pour leur « travail ».

Dans ces conditions ne doit-on pas conclure que le capitalisme a fait son temps ? Il n'y a pas d'autre réponse possible au défi : les monopoles doivent être nationalisés. Cette étatisation incontournable constitue le premier pas en direction d'une socialisation possible de leur gestion par les travailleurs et les citoyens. Elle seule permet d'avancer sur la longue route au socialisme. Simultanément elle seule permet de développer une nouvelle macroéconomie qui restaure un espace réel pour la gestion privée des petites et moyennes entreprises. A défaut, la logique de la domination du capital abstrait ne peut rien produire d'autre que le déclin de la démocratie et de la civilisation, à l'échelle mondiale, « l'apartheid généralisé ».

La vocation tricontinentale du marxisme

La lecture de la trajectoire du capitalisme historique que j'ai proposée et la mise en relief dans cette trajectoire de la polarisation mondiale (le contraste centre/périphérie) produite par la forme historique de l'accumulation du capital interpellent les visions de la « révolution socialiste » (et plus largement de la transition au socialisme) que les marxismes historiques ont développées, la « révolution » (ou la transition) à l'ordre du jour n'étant pas nécessairement celle sur la base de laquelle ces visions (et donc les stratégies de lutte pour le dépassement du capitalisme) ont été formulées.

Force est de reconnaître que ce que les luttes sociales et politiques majeures du XXe siècle ont tenté de remettre en question n'est pas tant le capitalisme en tant que tel que la dimension impérialiste permanente du capitalisme réellement existant. La question est alors de savoir si ce transfert du centre de gravité des luttes porte en lui, sinon nécessairement (et encore moins « automatiquement »), du moins potentiellement, la remise en question du capitalisme tout court.

1. La pensée de Marx associe la lucidité (« scientifique ») dans l'analyse de la réalité à l'action sociale et politique (la lutte des classes prise dans son sens le plus ample) qui se propose de « changer le monde ».

Sur l'essentiel – c'est-à-dire la découverte de la source réelle de la plus-value produite par l'exploitation du travail social par le capital – Marx est incontournable. Abandonner cet apport lucide et fondamental de Marx condamne à un double échec inévitable.

Cet abandon réduit l'analyse de la réalité à celle des seules apparences que peut saisir une pensée limitée par les effets de sa soumission aux exigences de l'aliénation marchande, engendrée elle-même par le système. Par là même, elle annihile l'efficacité des stratégies de lutte pour changer le monde, conçues dans ce cadre aliéné, dont les prétentions « scientifiques » éventuelles sont alors sans fondement.

Néanmoins, s'en tenir à l'analyse lucide formulée par Marx ne peut pas suffire. Non seulement parce que la « réalité » est elle-même en mouvement et qu'il y a toujours du « nouveau » qui doit être pris en considération dans le développement – à partir de Marx – de la critique du monde réel, mais plus fondamentalement encore parce que l'analyse que Marx nous a proposée dans *le Capital* est restée inachevée, comme on le sait. Marx se proposait dans un livre 6 de cette œuvre – qui n'a pas vu le jour – de traiter de la question de la mondialisation du capitalisme. Il fallait le faire à sa place ; ce que j'ai osé proposer par la formulation d'une « loi de la valeur mondialisée » qui restitue toute sa place au développement inégal (à la polarisation centres/périphéries) indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme historique. Dans cette formulation, la « rente impérialiste » est intégrée au procès d'ensemble de production et de circulation du capital et à la répartition de la plus-value. Cette rente est à l'origine du défi ; elle rend compte à la fois des raisons de l'effacement des luttes pour le socialisme dans les centres impérialistes et de la mise en relief de la dimension anti-impérialiste des luttes engagées dans les périphéries contre le système de la mondialisation capitaliste/impérialiste.

Je ne reviens pas ici sur ce qu'une exégèse des textes de Marx sur cette question pourrait suggérer. Marx, qui n'était pas moins qu'un géant, lucide et de la plus grande finesse qu'on puisse connaître, a certainement eu au moins l'intuition qu'il se heurtait là à une question sérieuse. Ses commentaires sur les effets désastreux de l'alignement de la classe ouvrière anglaise sur le chauvinisme associé à l'exploitation coloniale de l'Irlande en témoignent. Marx n'a donc pas été surpris que ce soit en France – moins développée que l'Angleterre au plan économique, mais en avance sur le plan de la conscience politique – que la première révolution socialiste se soit produite. Il espérait aussi, avec Engels, que le « retard » de l'Allemagne permettrait une forme inédite d'avancée, fusionnant les deux temps de la révolution bourgeoise et de la révolution socialiste.

Lénine est allé plus loin. Il a mis en relief la transformation qualitative que le passage au capitalisme des monopoles impliquait et en a tiré les conclusions qui s'imposaient : que le capitalisme avait cessé d'être une étape progressiste nécessaire dans l'histoire, qu'il était entré « en putréfaction » (terme de Lénine lui-même), c'est-à-dire qu'il était devenu « obsolète », « sénile » (mes termes), mettant à l'ordre du jour le passage au socialisme, à la fois désormais nécessaire et possible. Il a pensé et mis en œuvre dans ce cadre une révolution amorcée à partir de sa périphérie (la Russie, « maillon faible »). Puis, constatant l'échec de ses espoirs placés dans une révolution européenne prenant le relais, il a conçu le transfert de

la « révolution » vers l'Est, et a vu qu'ici une fusion des objectifs de la libération anti-impérialiste et de la lutte contre le capitalisme était devenue possible.

Mais il appartenait à Mao de formaliser plus tard d'une manière rigoureuse la nature complexe et contradictoire des objectifs de la transition au socialisme engagée dans ces conditions.

2. Le « marxisme » (ou plus exactement les marxismes historiques) s'est trouvé confronté à un défi nouveau, absent dans la conscience politique la plus lucide du XIXe siècle, mais désormais imposé dans les faits par le transfert de l'initiative de la transformation du monde aux peuples, nations et Etats de la périphérie.

La rente impérialiste ne bénéficie pas « seulement » aux monopoles du centre dominant (sous la forme de sur profits) ; car elle constitue tout également le fondement de la reproduction de la société dans son ensemble, en dépit de sa structure de classes évidente et l'exploitation de ses travailleurs. Ce que Perry Anderson a analysé avec lucidité – le « marxisme occidental » qu'il qualifie de « produit de la défaite » (l'abandon de la perspective socialiste) – trouve sa place ici. Ce « marxisme » était alors condamné, en renonçant à « changer le monde », à s'engager dans la voie de la réflexion « académique » sans portée politique. La dérive libérale de la social-démocratie et son ralliement double à l'idéologie étasunienne du « consensus » et à l'atlantisme au service de la domination impérialiste du monde en ont été la conséquence.

Un « autre monde » (phrase bien vague pour désigner un monde engagé sur la longue route conduisant au socialisme) n'est évidemment pensable que si l'on donne leur solution aux problèmes des peuples de la périphérie (80 % seulement de la population mondiale !). « Changer le monde », c'est donc d'abord changer les conditions de vie de cette majorité. Le marxisme, qui analyse la réalité du monde pour donner aux forces qui agissent pour son changement leur pleine efficacité, acquiert par la force des choses une vocation tricontinentale (Asie, Afrique, Amérique latine) décisive, voire dominante. Comment donc ce marxisme à vocation tricontinentale propose-t-il d'analyser la réalité et de formuler des stratégies d'action efficaces ?

3. Pour répondre à la question posée ici, il nous faut d'abord partir de l'analyser de la réalité.

La réflexion que je propose à cet effet est centrée sur la mise en relief de ce qui m'apparaît être la transformation du capitalisme impérialiste des monopoles (« sénile ») en capitalisme des monopoles généralisés (encore davantage sénile de ce fait), une transformation qualitative en réponse à la seconde longue crise du système, amorcée dans les années 1970 et qui n'a toujours pas trouvé de solution. J'ai tiré de cette analyse deux conclusions majeures : (i) la transformation du système impérialiste en impérialisme collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) en réponse à l'industrialisation des périphéries, imposée par les victoires de la première vague de leur « éveil », et, avec elle, la mise en œuvre par le nouvel impérialisme de moyens nouveaux de contrôle du système mondial, fondés

sur le contrôle militaire de la Planète et de ses ressources, la surprotection de l'appropriation exclusive des technologies par les oligopoles, la main mise sur le système financier mondialisé ; (ii) la transformation des structures de classes du capitalisme contemporain qui lui est associée par l'émergence d'une oligarchie dominante exclusive.

Le « marxisme occidental » ignore la transformation décisive que l'émergence du capitalisme des monopoles généralisés représente. Les intellectuels de la nouvelle gauche radicale occidentale refusent de prendre la mesure des effets décisifs de la concentration des oligopoles qui dominent désormais le système productif dans son ensemble comme ils dominent toute la vie politique, sociale, culturelle et idéologique. Éliminant de leur langage les termes de « socialisme » (et a fortiori de « communisme »), ils n'envisagent plus l'expropriation nécessaire des expropriateurs, mais seulement un impossible « autre capitalisme », dit à visage humain. La dérive des discours « post » (post-modernistes, post-marxistes et autres) en est le produit inévitable. Negri, par exemple, ne dit pas un mot qui concerne la transformation décisive que je place au cœur des questions de notre temps.

La nov. langue de ces véritables délires doit être entendue au sens littéral du terme, comme imaginaire, illusoire, détaché de toute réalité. En français, le *peuple* (et mieux, *les classes populaires*, comme en espagnol (*el pueblo, las clases populares*) n'est pas synonyme de « tout le monde », mais fait référence aux classes dominées et exploitées, et, de ce fait, place l'accent simultanément sur leur diversité (celle des formes de leurs rapports au capital), permettant de la sorte de construire des stratégies concrètes efficaces qui peuvent en faire des sujets actifs du changement. Par contre, l'équivalent anglais apparent (*the people*) ne veut rien dire, étant synonyme des « gens » (tout le monde), en espagnol *la gente*. La nov. langue ignore les concepts (marqués par le marxisme) formulés en français (ou en espagnol) et leur substitue le terme vague dont la *multitude* chez Negri constitue un exemple. Donner à ce mot, qui n'ajoute rien mais retranche beaucoup, une puissance analytique prétendue, en invoquant son usage par Spinoza, à une époque et dans des conditions sans rapports avec les nôtres, relève du « délire philosophique ».

La pensée politique des nouvelles gauches radicales occidentales ignore tout autant le caractère impérialiste de la domination des monopoles généralisés, pour lui substituer le terme vide de contenu « *d'Empire* » (Negri). Cet occidentalocentrisme poussé à l'extrême écarte de la réflexion la prise en compte de la rente impérialiste sans laquelle on ne peut comprendre ni les mécanismes de la reproduction sociale, ni les défis que celle-ci constitue de ce fait.

4. Mao a développé en contrepoint une réflexion à la fois profondément révolutionnaire et « réaliste » (scientifique, lucide) portant sur les termes dans lesquels le défi doit être analysé et permettant d'en déduire des stratégies efficaces d'avancées successives sur la longue route de la transition au socialisme. Pour cela, il distingue et connecte les trois instances de la réalité : peuples, nations, Etats.

Le peuple (les classes populaires) « veut la révolution ». Entendre : il est possible de construire un bloc hégémonique associant les différentes classes dominées et

exploitées, alternatif à celui qui permet la reproduction du système de la domination du capitalisme impérialiste, exercée à travers le bloc hégémonique comprador et l'Etat dépendant à son service.

La mention des nations fait référence au fait que la domination impérialiste nie la dignité des « nations » (appelez-les comme vous voudrez) forgées par l'histoire des sociétés des périphéries. Elle en détruit systématiquement les composantes qui leur donnent leur originalité, au profit d'une « occidentalisation » de pacotille. La libération des peuples est alors indissociable de celle des nations qu'ils sont. Et c'est pourquoi le maoïsme a substitué à la devise courte « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » une phrase plus riche : « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous ». Les « nations veulent leur libération », entendue dans un sens complémentaire au combat des peuples et non conflictuel avec celui-ci. La libération en question n'est donc pas la restauration du passé – l'illusion du passéisme culturaliste – mais l'invention de l'avenir à partir de la transformation radicale de l'héritage historique, en lieu et place de l'importation artificielle d'une fausse « modernité ». La culture héritée et soumise à l'épreuve de la transformation est ici à entendre comme la culture politique, en évitant soigneusement le terme vague de « culture » (« religions » et autres) qui ne veut rien dire, parce que celle-ci n'est pas un invariant historique.

La référence à l'Etat est fondée sur la reconnaissance nécessaire de l'autonomie du pouvoir dans ses relations avec le bloc hégémonique qui fonde sa légitimité, même si celui-ci est populaire et national. Cette autonomie ne peut être ignorée tant que l'Etat existera, c'est-à-dire au moins pour tout le temps de la longue transition au communisme. C'est après seulement qu'on pourra penser une « société sans Etat ». Pas avant. Non pas seulement parce que les avancées populaires et nationales doivent être protégées de l'agression permanente de l'impérialisme toujours dominant à l'échelle mondiale, mais aussi – et peut-être surtout – parce que « avancer dans la longue transition » exige à son tour « développer les forces productives », c'est-à-dire réaliser ce que l'impérialisme interdit aux pays concernés des périphéries : gommer l'héritage de la polarisation mondiale qui est indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme historique. Le programme n'est pas synonyme de « rattrapage » par imitation des modèles du capitalisme central ; un rattrapage au demeurant impossible et de surcroît non souhaitable. Il impose une conception différente de la « modernisation/industrialisation », fondée sur la participation effective des classes populaires à sa réalisation et à leur bénéfice immédiat à chaque étape de la progression. On refusera donc le raisonnement dominant qui voudrait qu'on attende indéfiniment que le développement des forces productives ait enfin créé les conditions d'un passage « nécessaire » au socialisme. Il est nécessaire de développer celles-ci dès le départ dans la perspective de la construction du socialisme. Le pouvoir d'Etat est évidemment au cœur des conflits entre ces exigences contradictoires du « développement » et du « socialisme ».

« Les Etats veulent l'indépendance ». Il faut l'entendre comme un objectif double : indépendance (forme extrême de l'autonomie) à l'égard des classes populaires, indépendance à l'égard des pressions du système mondial capitaliste. La « bourgeoisie » (plus largement la classe dirigeante aux postes de commande de l'Etat, dont les ambitions tirent toujours en direction d'une évolution bourgeoise) est simultanément nationale et compradore. Si les circonstances lui permettent d'élargir sa marge d'autonomie vis-à-vis de l'impérialisme dominant, elle choisit la voie de la « défense des intérêts nationaux ». Mais si elles ne le lui permettent pas, elle s'inscrit dans une soumission « compradore » aux exigences de celui-ci. La « nouvelle classe dirigeante » (ou « groupe dirigeant ») est encore sur ce plan en position ambiguë même lorsqu'elle est assise sur un bloc populaire, du fait de la tendance « bourgeoise » qui l'anime au moins partiellement.

L'articulation correcte de ces trois instances de la réalité conditionne le succès des avancées sur la longue route de la transition. Il s'agit de renforcer le caractère complémentaire possible des avancées du peuple, de la libération de la nation et des réalisations du pouvoir d'Etat. Si par contre on laisse se développer la contradiction entre l'instance populaire et l'Etat, les avancées en question risquent d'être mises en déroute.

La considération de l'une quelconque des instances sans souci de son articulation aux autres enferme dans l'impasse. Celle du « peuple » qui compterait seul – la thèse du « mouvement » capable de transformer le monde sans souci de prendre le pouvoir – est simplement naïve. Celle de la libération nationale « coûte que coûte », c'est-à-dire conçue comme indépendante du contenu social du bloc hégémonique, conduit à l'illusion culturaliste passéiste (l'islam, l'hindouisme ou le bouddhisme politique en sont des exemples), impuissante en fait. Celle du pouvoir conçu comme capable de « réaliser » pour le peuple, mais sans lui, conduit à la dérive autocratique et à la cristallisation d'une nouvelle bourgeoisie. La dérive du soviétisme – évoluant du « capitalisme sans capitalistes » (un capitalisme d'Etat) au « capitalisme avec capitalistes » - en constitue l'exemple le plus tragique.

Parce que ni les peuples, ni les nations, ni les Etats des périphéries ne sont à l'aise dans le système impérialiste, le « Sud » est la « zone des tempêtes », celle des soulèvements et des révoltes permanentes. Et depuis 1917, l'histoire a été principalement celle de ces révoltes et des initiatives indépendantes (au sens d'indépendantes des tendances qui dominent à l'échelle du système capitaliste impérialiste en place) des peuples, des nations et des Etats des périphéries. Ce sont ces initiatives – en dépit de leurs limites et contradictions – qui ont façonné les transformations les plus décisives du monde contemporain, bien davantage que les progrès des forces productives et que les ajustements sociaux relativement faciles qui les ont accompagnés dans les centres du système.

La seconde vague d'initiatives indépendantes des pays du Sud est amorcée. Des pays « émergents », et d'autres, comme leurs peuples, combattent les moyens par lesquels l'impérialisme collectif de la triade tente de perpétuer sa domination. Les interventions militaires de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN

sont mises en échec. Le système financier mondialisé s'effondre et à sa place des systèmes régionaux autonomes sont en voie de se constituer. Les monopoles technologiques des oligopoles sont battus en brèche. La récupération du contrôle des ressources naturelles est à l'ordre du jour. Les nations andines, victimes du colonialisme interne qui avait succédé à la colonisation étrangère, s'imposent sur la scène politique. Les organisations populaires et les partis de la gauche radicale en lutte ont parfois déjà mis en déroute les programmes libéraux (en Amérique latine) ou sont sur la voie qui y conduit. Ces initiatives, d'abord fondamentalement anti-impérialistes, portent en elles un potentiel qui leur permet de s'engager sur la longue route de la transition socialiste.

Le long déclin du capitalisme/impérialisme obsolète et la longue transition au socialisme constituent ainsi les deux pôles antagonistes du défi. Le déclin par lui-même ne produit pas d'avancées sur la route du socialisme ; tout au contraire la logique des réponses que le capital donne à ce défi s'inscrit sur la pente glissante de la barbarie – « l'apartheid à l'échelle mondiale », ai-je écrit. Néanmoins ce déclin crée simultanément des conditions favorables à un engagement sur la route de la longue transition socialiste.

Comment se sont enchevêtrés ces deux avenir possibles ? « L'autre monde » en construction est toujours ambivalent ; il porte en lui le pire et le meilleur, tous deux « possibles » (il n'y a pas de lois de l'histoire antérieures à l'histoire elle-même, ai-je écrit). Une première vague d'initiatives des peuples, des nations et des Etats de la périphérie s'est déployée au XXe siècle jusque vers 1980. L'analyse qu'on doit faire de ses composantes ne prend de sens qu'à la lumière de la réflexion sur les complémentarités et les conflits dans leur mode d'articulation des trois instances concernées. Une seconde vague d'initiatives est d'ores et déjà amorcée. Sera-t-elle plus efficace ? Permettra-t-elle d'aller plus loin que la précédente ?

Sortir de la crise du capitalisme ?

Les oligarchies au pouvoir dans le système du capitalisme contemporain s'emploient à rétablir le système tel qu'il était avant la crise financière de 2008. Elles ont besoin, à cette fin, de convaincre les peuples autour d'un « consensus » qui ne remet pas en question leur pouvoir suprême et sont disposées pour y parvenir à faire des concessions rhétoriques en ce qui concerne les défis écologiques (en particulier sur la question du climat), à repeindre en vert leur domination et même à laisser entendre qu'elles s'engagent dans des réformes sociales (la « lutte contre la pauvreté ») et politiques (la « bonne gouvernance »).

Entrer dans ce jeu et tenter de convaincre qu'un consensus – même défini en termes franchement meilleurs –, c'est se condamner à l'échec et – plus grave – entretenir des illusions fatales. Car la réponse au défi exige d'abord la transformation des rapports de force au bénéfice des travailleurs comme des rapports internationaux au bénéfice des peuples des périphéries. La liste est longue

des conférences globales organisées par les Nations Unies et d'autres qui n'ont rien donné, comme il fallait s'y attendre.

L'histoire illustre cette exigence. La réponse à la première longue crise du capitalisme vieillissant s'était déployée de 1914 à 1950 principalement à travers les conflits qui ont opposé les peuples des périphéries à la domination des puissances impérialistes et, à des degrés divers, dans les rapports sociaux internes au bénéfice des classes populaires. Ils avaient ainsi jeté les bases du déploiement des trois systèmes de l'après Seconde Guerre mondiale : les socialismes réellement existants de l'époque, les régimes nationaux et populaires de Bandoeng, le compromis social démocrate dans les pays du Nord, lui-même rendu exceptionnellement nécessaire par les avancées amorcées à partir des initiatives indépendantes des peuples des périphéries.

La seconde longue crise du capitalisme est entrée depuis 2008 dans une phase nouvelle de son déploiement. Les conflits internationaux violents dont l'amorce est déjà visible vont-ils remettre en question, à partir de leurs positions anti-impérialistes, la domination des monopoles généralisés ? Comment s'articuleront-ils avec les luttes sociales des victimes des politiques d'austérité poursuivies par les classes dominantes en réponse à la crise ? Autrement dit, à la stratégie de « sortie de la crise » poursuivie par les pouvoirs en place, les peuples substitueront-ils une stratégie de « sortie du capitalisme en crise » ?

Les idéologues au service du pouvoir s'essouffent dans des considérations futiles concernant « le monde après la crise » ; la CIA n'envisage rien d'autre qu'une restauration du système, octroyant aux « marchés émergents » une participation plus importante à la mondialisation libérale, au détriment de l'Europe plutôt qu'à celui des Etats-Unis. Ils n'envisagent jamais que la crise, appelée à s'amplifier et à s'approfondir, ne sera « surmontée », comme elle le sera, qu'à travers des conflits internationaux et sociaux violents, dont l'issue, inconnue, pourra produire le meilleur (des avancées en direction du socialisme) ou le pire (l'apartheid mondial).

La radicalisation politique des luttes sociales est la condition du dépassement de leur fragmentation et de leur stratégie exclusivement défensive (« sauvegarder l'acquis »). Elle seule rend possible l'identification d'objectifs s'engageant sur la longue route au socialisme. Elle seule permet de donner aux « mouvements » la capacité d'acquérir un pouvoir réel (le terme anglais d'*empowerment* donne la meilleure formulation de cet objectif).

L'*empowerment* des mouvements exige que soient créées les conditions macro-politiques et macroéconomiques fournissant le cadre qui rend viables leurs projets concrets. Comment contribuer à créer ces conditions ? On retrouve ici la question centrale du pouvoir d'Etat. Mais un pouvoir d'Etat rénové, authentiquement populaire et démocratique, sera-t-il capable, dans les conditions de la globalisation du monde contemporain, de mettre en place des politiques efficaces ? Une réponse négative à la question, trop vite donnée, appelle à s'engager dans la recherche préalable d'un consensus global minimal. Cette réponse et son corollaire sont

sans fondement. Des avancées aux niveaux nationaux, renforcées éventuellement par des constructions régionales adéquates, sont incontournables. Ces avancées doivent se donner l'objectif du démantèlement du système mondial (la « déconnexion ») préalable à sa reconstruction éventuelle, plus tard, sur d'autres bases, s'inscrivant dans la perspective du dépassement du capitalisme. Le principe est valable pour les pays du Sud, qui, au demeurant, ont initié des avancées dans cette direction en Asie et en Amérique du Sud, comme pour les pays du Nord. Mais ici l'exigence du démantèlement préalable de la construction européenne (et de celle de l'euro) n'est, hélas, pas encore envisagée, pas même par les gauches radicales.

L'indispensable internationalisme des travailleurs et des peuples

Les limites auxquelles les avancées de l'éveil du Sud du XXe siècle se sont heurtées et l'aggravation des contradictions qui en a été le produit, produisant l'essoufflement des expériences de cette première vague de libération, ont été largement renforcées par l'hostilité permanente à leur endroit des Etats du centre impérialiste. Force est de constater que cette hostilité, allant jusqu'à la guerre ouverte, a été en dernière analyse soutenue – ou tout au moins acceptée – par les « peuples du Nord ».

Le bénéfice de la rente impérialiste n'a certainement pas été étranger à ce rejet de l'internationalisme par ces peuples. Les minorités communistes qui ont adopté une autre attitude, parfois importantes, ont néanmoins échoué dans leurs tentatives de constituer autour d'elles des blocs alternatifs efficaces. Le passage massif des partis socialistes dans le camp « anti-communiste » a largement contribué au succès des pouvoirs capitalistes du camp impérialiste. Ces partis n'en ont pourtant pas été « récompensés » ; car au lendemain même de l'effondrement de la première vague des luttes du XXe siècle, le capital des monopoles se débarrassait de leur alliance. Ces partis n'ont pas tiré les leçons de leur défaite en se radicalisant, mais tout au contraire ont opté pour la capitulation pour glisser sur les positions « sociales – libérales » qu'on connaît. Preuve, s'il le fallait, du rôle décisif de la rente impérialiste dans la reproduction des sociétés du Nord. De sorte que cette seconde capitulation ne relève plus du drame, mais de la farce.

Les défaillances de l'internationalisme ont leur part de responsabilité dans les dérives autocratiques des expériences socialistes du siècle passé. L'explosion d'expressions démocratiques inventives au cours des révolutions russe et chinoise dément le jugement trop facile selon lequel les sociétés de ces pays n'étaient pas « mûres » pour la démocratie. L'hostilité des pays impérialistes, facilitée par le ralliement de leurs peuples, a largement contribué à rendre encore plus pénible la poursuite d'avancées socialistes démocratiques dans les conditions déjà difficiles créées par l'héritage du capitalisme périphérique.

La seconde vague de l'éveil des peuples, des nations et des États des périphéries du XXI^e siècle s'amorce donc dans des conditions qui ne sont guère meilleures, mais plutôt encore plus difficiles. Les idéologies étasuniennes du « consensus » (entendre soumission aux exigences du pouvoir du capitalisme des monopoles généralisés), l'adoption de régimes politiques « présidentiels » qui annihilent l'efficacité du potentiel contestataire de la démocratie, l'éloge inconsideré d'un individualisme faux et manipulé associé à celui de l'inégalité, le ralliement des pays subalternisés de l'OTAN mis en œuvre par l'establishment de Washington avancent au galop dans l'Union Européenne qui ne peut guère être, dans ces conditions, que ce qu'elle est : un bloc constitutif de la mondialisation impérialiste.

Dans ces conditions, la déroute de ce projet militaire devient la première priorité et la condition préalable au succès de la seconde vague de libérations engagées à partir des luttes des peuples, nations et États des trois continents. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, les avancées en cours et à venir resteront vulnérables. Un *remake* du XXI^e siècle n'est alors pas à exclure du possible, même si évidemment les conditions de notre époque sont passablement différentes de celles du siècle passé.

Ce scénario tragique n'est cependant pas le seul possible. L'offensive du capital contre les travailleurs se déploie désormais au cœur même du système. Preuve, s'il était nécessaire de le rappeler, que le capital, renforcé par ses victoires contre les peuples des périphéries est alors en mesure de s'attaquer frontalement aux positions des classes travailleuses dans les centres du système. Dans ces conditions, la radicalisation des luttes n'est plus impossible à imaginer. L'héritage des cultures politiques européennes, tout autre que celle des États-Unis, un héritage qui n'est pas toujours perdu, devrait faciliter la renaissance d'une conscience internationaliste à la hauteur des exigences de sa mondialisation. Toujours est-il qu'une évolution dans ce sens se heurte à l'obstacle que représente la rente impérialiste. Car celle-ci n'est pas seulement une source majeure de profits exceptionnels pour les monopoles; elle conditionne tout également la reproduction de la société dans son ensemble.

Et avec l'adhésion des peuples concernés au modèle de démocratie électorale en place, le poids des classes moyennes peut annihiler la portée potentielle de la radicalisation des luttes populaires. Dans ces conditions, il demeure fort probable que les avancées du Sud tricontinental continueront à occuper le devant de la scène, comme au siècle passé. Cependant, dès lors que ces avancées auront produit leurs effets et entamé sérieusement l'ampleur de la rente impérialiste, les peuples du Nord – en particulier de l'Europe – devraient être mieux à même de comprendre la faillite des stratégies de soumission aux exigences du capital des monopoles impérialistes généralisés. Les forces idéologiques et politiques de la gauche radicale doivent occuper leur place dans ce grand mouvement de libération solidaire des peuples et des travailleurs.

La bataille idéologique et culturelle pour cette renaissance – que je résume dans l'objectif stratégique de la construction d'une 5^e Internationale des travailleurs et des peuples – est décisive.

Le défi pour les peuples du Sud contemporain

Les conditions d'une réponse efficace aux défis : la démocratisation, la question agraire, la question écologique.

Je ne retiendrai dans ce qui suit que les trois domaines majeurs de la réponse au défi mentionnés dans le titre de cette section.

1. « Démocratie », ou démocratisation associée au progrès social ?

Le coup de génie des diplomaties de l'alliance atlantique a été de choisir le terrain de la « démocratie » pour engager leur offensive qui visait dès le départ le démantèlement de l'Union soviétique et la reconquête des pays de l'Europe de l'Est. Un choix qui remonte aux années 1970 et s'est progressivement cristallisé dans la mise en place de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe – sigle CSCE – puis la signature de l'Acte final à Helsinki en 1975. Jacques Andreani, dans son livre au titre évocateur (*Le Piège, Helsinki et la chute du communisme*; Odile Jacob 2005), explique comment les Soviétiques, qui attendaient de l'accord un désarmement de l'Otan et une détente authentique, ont tout simplement été dupés par leurs partenaires occidentaux.

Il s'agissait bien d'un coup de génie parce que la « question démocratique » était une question vraie et que le moins qu'on puisse dire est que les régimes soviétiques n'étaient certainement pas « démocratiques », quelle que soit la définition retenue pour définir son concept et sa pratique. Les pays de l'Alliance Atlantique, en contrepoint, pouvaient s'auto-qualifier de « démocratiques », quelles qu'aient été les limites et les contradictions de leurs pratiques politiques réelles associées à leur soumission aux exigences de la reproduction capitaliste. La comparaison des systèmes opérait visiblement en leur faveur.

Ce discours démocratique devait alors être progressivement substitué à celui que tenaient les Soviétiques et leurs alliés, celui de la « coexistence pacifique » associée au « respect » des pratiques politiques des uns et des autres et au principe de « non-ingérence » dans leurs affaires intérieures.

Le discours de la coexistence avait connu ses moments forts. Qu'on se souvienne par exemple de l'écho de l'Appel de Stockholm qui, dans les années 1950, rappelait aux peuples la menace nucléaire réelle impliquée par les options de la diplomatie agressive des Etats-Unis, déployées depuis la Conférence de Potsdam (1945), renforcées par les bombardements atomiques du Japon au lendemain même de la Conférence.

Mais simultanément le choix de cette stratégie (coexistence et non-ingérence) convenait – ou pouvait convenir selon les moments – aux pouvoirs dominants en place à l'Ouest et à l'Est. Car ce discours faisait accepter comme allant de soi la réalité des qualifications respectives de « capitaliste » et de « socialiste » retenues

pour les pays de l'Ouest et de l'Est. Il évacuait toute discussion sérieuse concernant la nature précise de chacun des deux systèmes, c'est-à-dire d'examiner, d'une part, celle du capitalisme réellement existant de notre époque (le capitalisme des oligopoles) et, d'autre part, celle du « socialisme réellement existant ». En leur lieu et place, l'ONU (avec l'accord tacite des pouvoirs des deux mondes en question) substituait aux vocables de « capitalisme » et « socialisme » ceux de « économies de marché » et « économies centralement planifiées » (ou, pour être méchant, « économies administrées »).

Ces deux qualificatifs – faux l'un et l'autre (c'est-à-dire vrais en apparence superficielle seulement) – permettaient, selon les moments, de placer l'accent sur la « convergence des systèmes », convergence elle-même imposée par la technologie moderne (une thèse – fautive également – procédant d'une conception techniciste moniste de l'histoire), et de donner sa place à la coexistence afin de faciliter cette convergence « naturelle »; ou de placer au contraire l'accent sur l'opposition irréductible entre, d'une part, le modèle « démocratique » (associé à l'économie de marché) et, d'autre part, le modèle de « totalitarisme » (produit par l'économie « administrée »), dans les moments de guerre froide.

Le choix de centrer la bataille autour de la « démocratie » permettait de faire l'option d'une « irréductibilité » des systèmes et de n'offrir aux pays de l'Est que la perspective d'une capitulation, par un retour au capitalisme (le « marché ») qui devait alors produire – naturellement – les conditions d'une démocratisation. Que cela n'ait pas été le cas (pour la Russie post-soviétique) ou ne l'ait été que dans des formes caricaturales extrêmes (pour les ethnocraties d'ici et là dans l'Est européen) constitue une autre affaire.

On pourrait faire observer que le discours « démocratique » des pays de l'alliance atlantique est récent. Car à l'origine, l'OTAN s'est parfaitement accommodée de Salazar, des généraux turcs et des colonels grecs. A la même époque, les diplomates de la triade ont soutenu (et souvent mis en place) les pires dictatures que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie ont connues.

Au départ, le nouveau discours démocratique n'a été adopté qu'avec beaucoup de réticences. Beaucoup des responsables politiques majeurs de l'alliance atlantique en voyaient les inconvénients, gênants pour la « realpolitik » de leur préférence. Il a fallu Carter à la présidence des Etats-Unis (un peu comme Obama aujourd'hui) pour faire comprendre que le sermon « moral » sur le thème démocratique était porteur. Il a fallu Mitterrand en France pour rompre avec la tradition gaulliste de refus de la « coupure » imposée en Europe par la stratégie de guerre froide prônée par les Etats-Unis. Il a fallu Gorbatchev en URSS pour ne pas comprendre que le ralliement à ce discours n'était porteur que de la catastrophe garantie.

Le nouveau discours « démocratique » allait donc porter ses fruits. Il est apparu comme suffisamment convaincant pour que les opinions de « gauche » en Europe s'y rallient. Non seulement les gauches électorales (des partis socialistes), mais tout également celles plus radicales à l'origine, dont les partis communistes étaient les héritiers. Avec « l'euro-communisme », le consensus devient général.

Les classes dominantes de la triade impérialiste ont tiré les leçons de leur victoire. Elles ont donc décidé de poursuivre cette stratégie de centrage du débat sur la « question démocratique ». On ne reproche pas à la Chine son ouverture économique extérieure, mais sa gestion politique monopolisée par le parti communiste. On ne tient pas compte des réalisations sociales de Cuba, sans pareilles dans toute l'Amérique latine, mais on ne cesse de stigmatiser son parti unique. Même à l'égard de la Russie de Poutine, on tient le même discours.

L'objectif réel de cette stratégie est-il de faire triompher la démocratie ? Il faudrait être bien naïf pour le croire. Le seul objectif est d'imposer aux pays réfractaires « l'économie de marché », ouverte et intégrée dans le système mondial dit libéral, en réalité impérialiste et de soumettre les pays en question au statut de périphéries dominées dans ce système. Un objectif qui, réalisé, devient un obstacle au progrès de la démocratie dans les pays victimes concernés et en aucune manière un moyen d'avancer dans la réponse à la « question démocratique ».

Les chances d'avancées démocratiques dans les pays pratiquant, au moins à l'origine, le « socialisme réellement existant » auraient été bien meilleures, dans le moyen terme sinon dans l'immédiat, en laissant la dialectique des luttes sociales s'y développer par elle-même, ouvrant des perspectives possibles au dépassement des limites de l'héritage de ce « socialisme réellement existant » (de surcroît déformé par le ralliement au moins partiel à l'ouverture économique libérale), à la « sortie du tunnel ».

Au demeurant, le thème « démocratique » n'est invoqué que contre les pays récalcitrants à l'ouverture libérale mondialisée. Pour les autres, on est moins regardant à l'endroit de leur gestion politique parfaitement autocratique. L'Arabie saoudite, le Pakistan en donnent de beaux exemples. Mais tout également la Géorgie (pro-atlantiste) et beaucoup d'autres.

Au mieux d'ailleurs la formule « démocratique » proposée ne dépasse guère les frontières de la caricature « pluripartite électorale », non seulement parfaitement dissociée des exigences du progrès social, mais encore toujours – ou presque – associée à la régression sociale que la domination du capitalisme réellement existant (celui des oligopoles) exige et produit. La formule a déjà largement décrédibilisé la démocratie à laquelle les peuples en désarroi ont substitué l'adhésion à des illusions passéistes religieuses et ethnicistes.

Il est donc nécessaire plus que jamais de renforcer la critique de gauche radicale (je souligne radicale, pour la distinguer de la critique de gauche, confuse et vague). C'est-à-dire d'une critique qui associe et non dissocie démocratisation de la société (et pas seulement de sa pratique de gestion politique) et progrès social (dans une perspective socialiste). Dans cette critique, la lutte pour la démocratisation et la lutte pour le socialisme sont indissociables. Pas de socialisme sans démocratie, mais aussi pas de progrès démocratique hors de la perspective socialiste.

La démocratie, entendue comme un processus sans fin, s'oppose à la formule de la prétendue démocratie électorale représentative pluripartite, vidée de tout

contenu capable de lui donner le pouvoir de transformer la société. Cette démocratisation est multidimensionnelle. Elle intègre la question majeure des rapports hommes/femmes. Comme elle intègre toutes les libertés individuelles qu'elle entend développer et non restreindre. Mais elle impose de surcroît la promotion réelle de droits sociaux collectifs, dans la perspective de la socialisation de la gestion de l'économie, au-delà du capitalisme fondé sur le caractère sacré de la propriété privée.

2. La question agraire : l'accès au sol de tous les paysans

La modernisation de l'agriculture du Sud par la « voie capitaliste » est-elle possible et souhaitable ?

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'une stratégie de développement de l'agriculture cherchant à reproduire systématiquement au Sud le parcours qui a produit l'agriculture familiale moderne du Nord. On imaginera facilement alors qu'une vingtaine (ou une cinquantaine) de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne.

Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux-mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 pour cent l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fût-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de milliards d'êtres humains « en trop ».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole »), il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt ou cinquante millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante ou deux cents millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, trois milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante, la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

Alors, que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux, ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable souveraineté alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme – autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial – comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes. Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial, la régulation souhaitable passe probablement par des accords interrégionaux répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

Une politique de développement à la hauteur des défis doit être fondée sur la garantie de l'accès au sol et aux moyens de l'exploiter au bénéfice de tous les paysans, dans la plus grande égalité possible. Le progrès nécessaire de la productivité de cette agriculture familiale ne peut être imaginé sans industrialisation qui la soutienne. Etant entendu que les modes de cette industrialisation incontournable ne sauraient reproduire l'essentiel des formes de ceux du capitalisme, qui accusent les inégalités sociales et détruisent les conditions écologiques d'une reproduction saine. Les programmes qui écartent cette exigence pour lui substituer l'aide extérieure, assaisonnée de discours creux (démocratie électorale, bonne gouvernance, réduction de la pauvreté), relèvent de la tradition colonialiste.

L'objectif réel de l'impérialisme est de gérer la marginalisation des peuples concernés. Du point de vue de l'impérialisme les ressources naturelles de certaines régions du Sud, celles de l'Afrique en particulier (pétrole, minerais, terres), sont importantes, pas les peuples (africains) qui constituent plutôt un obstacle au déploiement du pillage de ces ressources. D'une manière générale seules les minorités des peuples du Sud qui disposent d'un pouvoir d'achat (les « classes moyennes ») intéressent le marché mondial. Pour la majorité de ces peuples, le capitalisme n'a rien à offrir d'autre que la perspective de leur extermination.

3. « L'environnement », ou la perspective socialiste de la valeur d'usage ?

La question écologique et le développement prétendu durable

Là encore, le point de départ est la reconnaissance d'un problème vrai, celui de la destruction de l'environnement naturel et, en dernier ressort, la poursuite de la vie sur la Planète, produite par la logique de l'accumulation capitaliste.

Là encore, l'émergence de la question remonte aux années 1970, plus exactement à la Conférence de Stockholm de 1972. Mais longtemps minorée, marginalisée dans la panoplie des discours dominants et des pratiques de la gestion de

l'économie, cette question ne s'est imposée comme axe central nouveau de la stratégie dominante que relativement récemment.

Marx, en son temps, n'avait pas seulement soupçonné l'existence du problème en question. Il en avait déjà formulé l'expression de l'existence par la distinction rigoureuse qu'il faisait entre la valeur et la richesse, confondues par l'économie vulgaire. Marx dit explicitement que l'accumulation capitaliste détruit les bases naturelles sur lesquelles elle se fonde : l'homme (le travailleur aliéné et exploité, dominé et opprimé) et la terre (symbole de la richesse naturelle offerte à l'humanité). Et quelles que soient les limites de cette expression, prisonnière, comme toujours, de celles de l'époque, elle n'en demeure pas moins la manifestation d'une conscience lucide du problème (au-delà de l'intuition) qui mérite d'être reconnue.

Il est donc regrettable que les écologistes de notre époque n'aient pas lu Marx. Cela leur aurait permis d'aller plus loin dans leurs propres propositions, d'en mieux saisir la portée révolutionnaire, et même, évidemment, d'aller plus loin que Marx lui-même sur ce sujet.

Cette déficience de l'écologie moderne facilite sa capture par l'idéologie de l'économie vulgaire en position dominante dans le monde contemporain. Cette capture opère sur deux plans : d'une part, par la réduction du calcul en valeurs d'usage à un calcul en valeurs d'échange « amélioré », et, d'autre part, par l'intégration du défi écologique dans l'idéologie du « consensus ». L'une et l'autre de ces opérations annihilent la prise de conscience lucide qu'écologie et capitalisme sont antagoniques par nature.

En fait, on le voit déjà, les oligopoles se sont emparés de l'écologisme pour justifier l'ouverture de champs nouveaux à leur expansion destructrice. François Houtart en a donné une illustration décisive dans son ouvrage sur les agro-carburants (*L'agroénergie, solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital?*, Couleur Livre, Charleroi, 2009). Le « capitalisme vert » est désormais l'objet des discours obligatoires des hommes/femmes de pouvoirs dans la triade (de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles. L'écologisme en question est, bien entendu, conforme à la vision dite de la « soutenabilité faible » – jargon d'usage – c'est-à-dire de la marchandisation des « droits à l'accès aux ressources de la planète ». Tous les économistes conventionnels se rallient ouvertement à cette position, en proposant « la mise aux enchères des ressources mondiales (pêche, permis de polluer ...) ». Une proposition qui revient tout simplement à soutenir les oligopoles dans leurs ambitions d'hypothéquer davantage l'avenir des peuples du Sud.

Cette capture du discours écologiste rend de beaux services à l'impérialisme. Car elle permet de marginaliser, pour ne pas dire simplement d'évacuer, la question du développement. Comme on le sait, la question du développement n'a été à l'ordre du jour de l'agenda international que lorsque les pays du Sud étaient en mesure de l'imposer par leurs initiatives propres, contraignant les puissances de la triade à négocier et à faire des concessions. La page de l'ère de Bandoeng tournée, il n'a plus été question de développement, mais seulement d'ouverture

des marchés. Et l'écologie, entendue comme elle l'est par les pouvoirs dominants, vient à point pour prolonger cet état de fait.

La capture du discours écologiste par la culture politique du consensus (expression nécessaire de la conception du capitalisme – fin de l'histoire) n'est pas moins avancée. Cette capture emprunte la voie facile. Car elle répond aux aliénations et illusions dont se nourrit la culture dominante, qui est celle du capitalisme. Voie facile parce que cette culture existe réellement, est en place, et en place dominante dans l'esprit de la majorité des êtres humains, au Sud comme au Nord.

En contrepoint, l'expression des exigences de la contre-culture du socialisme engage dans une voie difficile. Car la culture du socialisme n'est pas là, devant nous. Elle est un futur à inventer, projet de civilisation, ouverte à l'imaginaire inventif. Des formules (comme « la socialisation par la démocratie et non par le marché » ; « la dominance de la culture substituée à celle de l'économique et de la politique à son service ») ne suffisent pas, en dépit de la puissance qu'elles ont pour amorcer le processus historique de la transformation. Car il s'agit d'un processus long, « séculaire », la reconstruction des sociétés sur d'autres principes que ceux du capitalisme tant au Nord qu'au Sud ne pouvant être imaginée « rapide ». Mais la construction de l'avenir, même lointain, commence aujourd'hui.

NB

Dans cet article de synthèse, je n'ai pas repris l'argumentation plus fournie que le lecteur pourrait retrouver dans mes ouvrages récents :

1. *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?* (Le Temps des Cerises, 2009 ; traduction en anglais et espagnol) ; en particulier voir nos développements concernant : les deux longues crises du capitalisme des monopoles, l'impérialisme collectif, les trois composantes du système de l'après-guerre, l'accumulation par dépossession.
2. *L'éveil du Sud, l'ère de Bandoeng* (Le Temps des Cerises, 2008). Analyse des parcours des expériences nationales populaires de l'époque.
3. *Du capitalisme à la civilisation* (Syllepse 2008, traduction en anglais et espagnol). Le capitalisme des monopoles généralisés, le projet européen, les mouvements sociaux.
4. *Pour un monde multipolaire* (Syllepse, 2005 ; traduction en anglais et espagnol). La Chine, le Sud, l'Europe.
5. *Le virus libéral* (Le Temps des Cerises, 2003 ; traduction en anglais et espagnol). L'idéologie du consensus.
6. *La mondialisation de la loi de la valeur* (publication en français et en anglais prévue pour 2010).

13

Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?

Le capitalisme, une parenthèse dans l'histoire

Le principe de l'accumulation sans fin qui définit le capitalisme est synonyme de croissance exponentielle, et celle-ci, comme le cancer, conduit à la mort. Stuart Mill, qui l'avait compris, imaginait qu'un « état stationnaire » mettrait un terme à ce processus irrationnel. Keynes partageait cet optimisme de la Raison. Mais ni l'un ni l'autre n'était équipé pour comprendre comment le dépassement nécessaire du capitalisme pourrait s'imposer. Marx, en donnant toute sa place à la nouvelle lutte des classes, pouvait par contre imaginer le renversement du pouvoir de la classe capitaliste, concentré aujourd'hui dans les mains de l'oligarchie.

L'accumulation, synonyme également de paupérisation, dessine le cadre objectif des luttes contre le capitalisme. Mais celle-ci s'exprime principalement par le contraste grandissant entre l'opulence des sociétés du centre, bénéficiaires de la rente impérialiste, et la misère de celles des périphéries dominées. Ce conflit devient de ce fait l'axe central de l'alternative « socialisme ou barbarie ».

Le capitalisme historique « réellement existant » est associé à des formes successives d'accumulation par dépossession, non pas seulement à l'origine (« l'accumulation primitive »), mais à toutes les étapes de son déploiement. Une fois constitué, ce capitalisme « atlantique » est parti à la conquête du monde et l'a refaçonné sur la base de la permanence de la dépossession des régions conquises, devenant de ce fait les périphéries dominées du système.

Cette mondialisation « victorieuse » a prouvé être incapable de s'imposer d'une manière durable. Un demi-siècle à peine après son triomphe, qui pouvait déjà paraître inaugurer la « fin de l'histoire », elle était déjà remise en cause par la révolution de la semi-périphérie russe et les luttes (victorieuses) de libération de

l'Asie et de l'Afrique qui ont fait l'histoire du XXe siècle – la première vague de luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

L'accumulation par dépossession se poursuit sous nos yeux dans le capitalisme tardif des oligopoles contemporains. Dans les Centres, la rente de monopole dont bénéficient les ploutocraties oligopolistiques est synonyme de dépossession de l'ensemble de la base productive de la société. Dans les périphéries, cette dépossession paupérisante se manifeste par l'expropriation des paysanneries et par le pillage des ressources naturelles des régions concernées. L'une et l'autre de ces pratiques constituent les piliers essentiels des stratégies d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles.

Dans cet esprit, je place la « nouvelle question agraire » au cœur du défi pour le XXIe siècle. La dépossession des paysanneries (d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) constitue la forme majeure contemporaine de la tendance à la paupérisation (au sens que Marx donne à cette « loi ») associée à l'accumulation. Sa mise en œuvre est indissociable des stratégies de captation de la rente impérialiste par les oligopoles, avec ou sans agro-carburants. J'en déduis que le développement des luttes sur ce terrain, les réponses qui seront données à travers elles à l'avenir des sociétés paysannes du Sud (presque la moitié de l'Humanité) commanderont largement la capacité ou non des travailleurs et des peuples à produire des avancées sur la route de la construction d'une civilisation authentique, libérée de la domination du capital, pour laquelle je ne vois pas d'autre nom que celui de socialisme.

Le pillage des ressources naturelles du Sud qu'exige la poursuite du modèle de consommation gaspilleuse au bénéfice exclusif des sociétés opulentes du Nord annihile toute perspective de développement digne de ce nom pour les peuples concernés et constitue, de ce fait, l'autre face de la paupérisation à l'échelle mondiale. Dans cet esprit, la « crise de l'énergie » n'est pas le produit de la raréfaction de certaines ressources nécessaires à sa production (le pétrole bien entendu), ni davantage le produit des effets destructeurs des formes énergétivores de production et de consommation en vigueur.

Cette description – correcte – ne va pas au-delà des évidences banales et immédiates. Cette crise est le produit de la volonté des oligopoles de l'impérialisme collectif de s'assurer le monopole de l'accès aux ressources naturelles de la planète, que celles-ci soient rares ou pas, de manière à s'approprier la rente impérialiste, quand bien même l'utilisation de ces ressources demeurerait ce qu'elle est (gaspilleuse, énergétivore) ou serait soumise à des politiques « écologistes » correctives nouvelles. J'en déduis également que la poursuite de la stratégie d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles se heurtera nécessairement à la résistance grandissante des nations du Sud.

La crise actuelle n'est donc ni une crise financière, ni la somme de crises systémiques multiples, mais la crise du capitalisme impérialiste des oligopoles, dont le pouvoir exclusif et suprême risque d'être remis en question, cette fois encore, à la fois par les luttes de l'ensemble des classes populaires et par celles

des peuples et nations des périphéries dominées, fussent-elles en apparence « émergentes ». Elle est simultanément une crise de l'hégémonie des Etats-Unis. Capitalisme des oligopoles, pouvoir politique des oligarchies, mondialisation barbare, financiarisation, hégémonie des Etats-Unis, militarisation de la gestion de la mondialisation au service des oligopoles, déclin de la démocratie, pillage des ressources de la planète, abandon de la perspective du développement du Sud sont indissociables.

Le vrai défi est donc le suivant : ces luttes parviendront-elles à converger pour ouvrir la voie – ou des voies – sur la longue route à la transition au socialisme mondial ? Ou demeureront-elles séparées les unes des autres, voire entreront-elles en conflit les unes contre les autres, et, de ce fait, inefficaces, laissant l'initiative au capital des oligopoles ?

D'une longue crise à l'autre

L'effondrement financier de septembre 2008 a probablement surpris les économistes conventionnels de la « mondialisation heureuse » et désarçonné quelques-uns des fabricants du discours libéral, triomphant depuis « la chute du Mur de Berlin », comme on a coutume de le dire. Si, par contre, l'événement ne nous a pas surpris – nous l'attendions (sans bien sûr avoir prédit sa date, comme Madame Soleil) –, c'est tout simplement parce que pour nous il s'inscrivait naturellement dans le développement de la longue crise du capitalisme vieillissant, amorcée dans les années 1970.

Il est bon de revenir sur la première longue crise du capitalisme, qui a façonné le XXe siècle, tant le parallèle entre les étapes du développement de ces deux crises est saisissant.

Le capitalisme industriel triomphant du XIXe siècle entre en crise à partir de 1873. Les taux de profits s'effondrent, pour les raisons mises en évidence par Marx. Le capital réagit par un double mouvement de concentration et d'expansion mondialisée. Les nouveaux monopoles confisquent à leur profit une rente prélevée sur la masse de la plus-value générée par l'exploitation du travail. Ils accélèrent la conquête coloniale de la planète. Ces transformations structurelles permettent un nouvel envol des profits. Elles ouvrent la « belle époque » – de 1890 à 1914 – qui est celle d'une domination mondialisée du capital des monopoles financiarisés. Les discours dominants de l'époque font l'éloge de la colonisation (la « mission civilisatrice »), qualifient la mondialisation de synonyme de paix, et la social-démocratie ouvrière européenne se rallie à ce discours.

Pourtant la « belle époque », annoncée comme la « fin de l'histoire » par les idéologues en vue de l'époque, se termine par la guerre mondiale, comme seul Lénine l'avait vu. Et la période qui suit pour se poursuivre jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale sera celle de « guerres et révolutions ». En 1920, la révolution russe (le « maillon faible » du système) ayant été isolée, après la défaite des espoirs de révolution en Europe centrale, le capital des monopoles financiarisés restaure contre vents et marées le système de la « belle époque ». Une restauration, dénoncée par Keynes à l'époque, qui est à l'origine de

l'effondrement financier de 1929 et de la dépression qu'elle va entraîner jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Le « long XXe siècle » – 1873/1990 – est donc à la fois celui du déploiement de la première crise systémique profonde du capitalisme vieillissant (au point que Lénine pense que ce capitalisme des monopoles constitue la « phase suprême du capitalisme »), et celui d'une première vague triomphante de révolutions anti-capitalistes (Russie, Chine) et de mouvements anti-impérialistes des peuples d'Asie et d'Afrique.

La seconde crise systémique du capitalisme s'ouvre en 1971, avec l'abandon de la convertibilité or du dollar, presque exactement un siècle après le début de la première. Les taux de profit, d'investissement, et de croissance s'effondrent (ils ne retrouveront jamais depuis les niveaux qui avaient été les leurs de 1945 à 1975). Le capital répond au défi, comme dans la crise précédente, par un double mouvement de concentration et de mondialisation. Il met ainsi en place des structures qui définiront la seconde « belle époque » (1990/2008) de mondialisation financiarisée permettant aux groupes oligopolistiques de prélever leur rente de monopole. Mêmes discours d'accompagnement: le « marché » garantit la prospérité, la démocratie et la paix ; c'est la « fin de l'histoire ».

Mêmes ralliements des socialistes européens au nouveau libéralisme. Et pourtant, cette nouvelle « belle époque » s'est accompagnée dès le début par la guerre, celle du Nord contre le Sud, amorcée dès 1990. Et tout comme la première mondialisation financiarisée avait donné 1929, la seconde a produit 2008. Nous sommes parvenus aujourd'hui à ce moment crucial qui annonce la probabilité d'une nouvelle vague de « guerres et révolutions ». D'autant que les pouvoirs en place n'envisagent rien d'autre que la restauration du système tel qu'il était avant son effondrement financier.

L'analogie entre les développements de ces deux crises systémiques longues du capitalisme vieillissant est frappante. Il y a néanmoins des différences dont la portée politique est importante.

Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?

Derrière la crise financière, la crise systémique du capitalisme des oligopoles

Le capitalisme contemporain est d'abord et avant tout un capitalisme d'oligopoles au sens plein du terme (ce qu'il n'était qu'en partie jusqu'ici). J'entends par là que les oligopoles commandent seuls la reproduction du système productif dans son ensemble. Ils sont « financiarisés » dans le sens qu'eux seuls ont accès au marché des capitaux. Cette financiarisation donne au marché monétaire et financier – leur marché, celui sur lequel ils se concurrencent entre eux – le statut de marché dominant, qui façonne et commande à son tour les marchés du travail et d'échange de produits.

Cette financiarisation mondialisée s'exprime par une transformation de la classe bourgeoise dirigeante, devenue ploutocratie rentière. Les oligarques ne

sont pas russes seulement, comme on le dit trop souvent, mais bien davantage états-unisiens, européens et japonais. Le déclin de la démocratie est le produit inévitable de cette concentration du pouvoir au bénéfice exclusif des oligopoles.

La forme nouvelle de la mondialisation capitaliste, qui correspond à cette transformation, par opposition à celle qui caractérisait la première « belle époque », est également importante à préciser. Je l'ai exprimé dans une phrase: le passage de l'impérialisme conjugué au pluriel (celui des puissances impérialistes en conflit permanent entre elles) à l'impérialisme collectif de la Triade (Etats-Unis, Europe, Japon).

Les monopoles qui émergent en réponse à la première crise du taux de profit se sont constitués sur des bases qui ont renforcé la violence de la concurrence entre les puissances impérialistes majeures de l'époque, et conduit au grand conflit armé amorcé en 1914 et poursuivi à travers la paix de Versailles puis la Seconde Guerre jusqu'en 1945. Ce que Giovanni Arrighi, André Gunder Frank, Immanuel Wallerstein et moi-même avons qualifié dès les années 1970 de « Guerre de Trente Ans », terme repris depuis par d'autres.

Par contre, la seconde vague de concentration oligopolistique, amorcée dans les années 1970, s'est constituée sur de toutes autres bases, dans le cadre d'un système que j'ai qualifié « d'impérialisme collectif » de la Triade (Etats-Unis, Europe et Japon). Dans cette nouvelle mondialisation impérialiste, la domination des centres ne s'exerce plus par le monopole de la production industrielle (comme c'était le cas jusqu'ici), mais par d'autres moyens (le contrôle des technologies, des marchés financiers, de l'accès aux ressources naturelles de la planète, de l'information et des communications, des armements de destruction massive). Ce système que j'ai qualifié « d'apartheid à l'échelle mondiale » implique la guerre permanente contre les Etats et les peuples des périphéries récalcitrantes, guerre amorcée dès 1990 par le déploiement du contrôle militaire de la planète par les Etats-Unis et leurs alliés subalternes de l'OTAN.

La financiarisation de ce système est indissociable, dans mon analyse, de son caractère oligopolistique affirmé. Il s'agit là d'une relation organique fondamentale. Ce point de vue n'est pas celui qui domine, non seulement dans la littérature volumineuse des économistes conventionnels, mais encore dans la plupart des écrits critiques concernant la crise en cours.

C'est ce système dans son ensemble qui est désormais en difficulté.

Les faits sont déjà là: l'effondrement financier est déjà en passe de produire non pas une « récession », mais une véritable dépression profonde. Mais au-delà, d'autres dimensions de la crise du système ont émergé à la conscience publique avant même l'effondrement financier. On en connaît les grands titres – crise énergétique, crise alimentaire, crise écologique, changements climatiques – et de nombreuses analyses de ces aspects des défis contemporains sont produites quotidiennement, dont quelques-unes de la plus grande qualité.

Je reste néanmoins critique à l'endroit de ce mode de traitement de la crise systémique du capitalisme, qui isole trop les différentes dimensions du défi. Je redéfinis donc les « crises » diverses comme les facettes du même défi, celui du système de la mondialisation capitaliste contemporaine (libérale ou pas) fondé sur la ponction que la rente impérialiste opère à l'échelle mondiale, au profit de la ploutocratie des oligopoles de l'impérialisme collectif de la Triade.

La vraie bataille se livre sur ce terrain décisif entre les oligopoles qui cherchent à produire et reproduire les conditions qui leur permettent de s'approprier la rente impérialiste et toutes leurs victimes – travailleurs de tous les pays du Nord et du Sud, peuples des périphéries dominées condamnées à renoncer à toute perspective de développement digne de ce nom.

Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?

La formule avait été proposée par André Gunder Frank et moi-même en 1974.

L'analyse que nous proposons de la nouvelle grande crise que nous estimions amorcée nous avait conduits à la conclusion majeure que le capital répondrait au défi par une nouvelle vague de concentration sur la base de laquelle il procéderait à des délocalisations massives, ce que les évolutions ultérieures ont largement confirmé. Le titre de notre intervention à un colloque organisé par *Il Manifesto* à Rome à cette date (« *N'attendons pas 1984* », par référence à l'ouvrage de George Orwell sorti des oubliettes à cette occasion), invitait la gauche radicale de l'époque à renoncer à venir au secours du capital par la recherche de « sorties de la crise », pour s'engager dans des stratégies de « sortie du capitalisme en crise ».

J'ai poursuivi cette ligne d'analyse avec une obstination que je ne regrette pas. Je proposais donc une conceptualisation des formes nouvelles de domination des centres impérialistes fondée sur l'affirmation de modes nouveaux de contrôle se substituant au monopole ancien de l'exclusive industrielle, ce que la montée des pays qualifiés depuis « d'émergents » a confirmé. Je qualifiais la nouvelle mondialisation en construction « d'apartheid à l'échelle mondiale », appelant la gestion militarisée de la planète, perpétuant dans des conditions nouvelles la polarisation indissociable de l'expansion du « capitalisme réellement existant ».

La seconde vague d'émancipation des peuples : un « remake » du XXe siècle ou mieux ?

Il n'y a pas d'alternative à la perspective socialiste.

Le monde contemporain est gouverné par des oligarchies. Oligarchies financières aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, qui dominent non seulement la vie économique, mais tout autant la politique et la vie quotidienne. Oligarchies russes à leur image que l'Etat russe tente de contrôler. Statocratie en Chine. Autocraties (parfois cachées derrière quelques apparences d'une démocratie électorale « de basse intensité ») inscrites dans ce système mondial ailleurs dans le reste de la planète.

La gestion de la mondialisation contemporaine par ces oligarchies est en crise.

Les oligarchies du Nord comptent bien rester au pouvoir, le temps de la crise passé. Elles ne se sentent pas menacées. Par contre la fragilité des pouvoirs des autocraties du Sud est, elle, bien visible. La mondialisation en place est, de ce fait, fragile. Sera-t-elle remise en question par la révolte du Sud, comme ce fut le cas au siècle passé ? Probable. Mais triste. Car l'Humanité se s'engagera sur la voie du socialisme, seule alternative humaine au chaos, que lorsque les pouvoirs des oligarchies, de leurs alliés et de leurs serviteurs seront mis en déroute à la fois dans les pays du Nord et dans ceux du Sud.

Vive l'internationalisme des peuples face au cosmopolitisme des oligarchies.

La remise en selle du capitalisme des oligopoles financiarisés et mondialisés est-elle possible ?

Le capitalisme est « libéral » par nature, si l'on entend par « libéralisme » non pas ce joli qualificatif que le terme inspire, mais l'exercice plein et entier de la domination du capital non pas seulement sur le travail et l'économie, mais sur tous les aspects de la vie sociale. Il n'y a pas « d'économie de marché » (expression vulgaire pour dire capitalisme) sans « société de marché ». Le capital poursuit obstinément cet objectif unique. L'Argent. L'accumulation pour elle-même. Marx, mais après lui d'autres penseurs critiques comme Keynes l'ont parfaitement compris. Pas nos économistes conventionnels, ceux de gauche inclus.

Ce modèle de domination exclusive et totale du capital avait été imposé avec obstination par les classes dirigeantes tout au long de la longue crise précédente jusqu'en 1945. Seule la triple victoire de la démocratie, du socialisme et de la libération nationale des peuples avait permis, de 1945 à 1980, la substitution à ce modèle permanent de l'idéal capitaliste, de la coexistence conflictuelle des trois modèles sociaux régulés qu'ont été le Welfare State de la social-démocratie à l'Ouest, les socialismes réellement existants à l'Est et les nationalismes populaires au Sud. L'essoufflement, puis l'effondrement de ces trois modèles a, par la suite, rendu possible un retour à la domination exclusive du capital, qualifiée de néolibérale.

J'ai associé ce nouveau « libéralisme » à un ensemble de caractères nouveaux de ce qui m'est apparu mériter la qualification de « capitalisme sénile ». Le livre qui porte ce titre, publié en 2001, comptait probablement parmi les rares écrits à l'époque qui, loin de voir dans le néolibéralisme mondialisé et financiarisé la « fin de l'histoire », analysait ce système du capitalisme vieillissant comme instable, condamné à un effondrement, précisément à partir de sa dimension financiarisée (son « talon d'Achille », ai-je écrit).

Les économistes conventionnels sont demeurés obstinément sourds à toute remise en cause de leur dogme. Au point d'avoir été incapables de prévoir l'effondrement financier de 2008. Ceux que les médias dominants ont présentés comme « critiques » méritent peu cette qualification. Stiglitz reste convaincu que le système tel qu'il était – le libéralisme mondialisé et financiarisé – peut être remis en selle, moyennant quelques corrections. Amartya Sen prêche la morale sans oser penser le capitalisme réellement existant tel qu'il est nécessairement.

Les désastres sociaux que le déploiement du libéralisme – « l'utopie permanente du capital », ai-je écrit – n'allait pas manquer de provoquer ont inspiré bien des nostalgies du passé récent ou lointain. Mais ces nostalgies ne permettent pas de répondre au défi. Car elles sont le produit d'un appauvrissement de la pensée critique théorique qui s'était progressivement interdit de comprendre les contradictions internes et les limites des systèmes de l'après Seconde Guerre mondiale, dont les érosions, les dérives et les effondrements sont apparus comme des cataclysmes imprévus.

Néanmoins, dans le vide créé par ces reculs de la pensée théorique critique, une prise de conscience de dimensions nouvelles de la crise systémique de civilisation a trouvé le moyen de se frayer la voie. Je fais référence ici aux écologistes. Mais les Verts, qui ont prétendu se distinguer radicalement et tout également des Bleus (les conservateurs et les libéraux) et des Rouges (les Socialistes), se sont enfermés dans l'impasse, faute d'intégrer la dimension écologique du défi dans une critique radicale du capitalisme.

Tout était en place donc pour assurer le triomphe – passer en fait, mais qui s'est vécu comme « définitif » – de l'alternative dite de la « démocratie libérale ». Une pensée misérable – une véritable non-pensée – qui ignore ce que pourtant Marx avait dit de décisif concernant cette démocratie bourgeoise qui ignore que ceux qui décident ne sont pas ceux qui sont concernés par ces décisions. Ceux qui décident jouissent de la liberté renforcée par le contrôle de la propriété, sont aujourd'hui les ploutocrates du capitalisme des oligopoles et les Etats qui sont leurs débiteurs. Par la force des choses, les travailleurs et les peuples concernés ne sont guère que leurs victimes. Mais de telles billevesées pouvaient paraître crédibles, un court moment, du fait des dérives des systèmes de l'après-guerre, dont la misère des dogmatiques ne parvenait plus à comprendre les origines. La démocratie libérale pouvait alors paraître le « meilleur des systèmes possible ».

Aujourd'hui, les pouvoirs en place, qui eux n'avaient rien prévu, s'emploient à restaurer ce même système. Leur succès éventuel, comme celui des conservateurs des années 1920, que Keynes dénonçait sans trouver d'écho à l'époque, ne pourra qu'aggraver l'ampleur des contradictions qui sont à l'origine de l'effondrement financier de 2008.

Non moins grave est le fait que les économistes « de gauche » ont rallié depuis longtemps l'essentiel des thèses de l'économie vulgaire et accepté l'idée – erronée – de la rationalité des marchés. Ceux-là ont concentré leurs efforts sur la définition des conditions de cette rationalité, abandonnant Marx – qui, lui, découvre l'irrationalité des marchés du point de vue de l'émancipation des travailleurs et des peuples – jugé « obsolète ». Dans leur perspective, le capitalisme est flexible, s'ajuste aux exigences du progrès (technologique et même social) si on l'y contraint. Ces économistes de « gauche » n'étaient pas préparés à comprendre que la crise qui a éclaté était inévitable. Ils sont encore moins préparés pour faire face aux défis auxquels les peuples sont confrontés de ce fait. Comme les autres économistes vulgaires, ils chercheront à réparer les dégâts, sans comprendre qu'il est

nécessaire, pour le faire avec succès, de s'engager sur une autre route – celle du dépassement des logiques fondamentales du capitalisme. Au lieu de chercher à sortir du capitalisme en crise, ils pensent pouvoir sortir de la crise du capitalisme.

Crise de l'hégémonie des Etats-Unis

La récente réunion du G20 (Londres, avril 2009) n'amorce en rien une « reconstruction du monde ». Et ce n'est peut-être pas un hasard si elle a été suivie dans la foulée par celle de l'OTAN, le bras armé de l'impérialisme contemporain, et par le renforcement de son engagement militaire en Afghanistan. La guerre permanente du « Nord » contre le « Sud » doit continuer.

On savait déjà que les gouvernements de la Triade – Etats-Unis, Europe et Japon – poursuivent l'objectif exclusif d'une restauration du système tel qu'il était avant septembre 2008, et il ne faut pas prendre au sérieux les interventions à Londres du président Obama et de Gordon Brown, d'une part, celles de Sarkozy et d'Angela Merkel, d'autre part, destinées à amuser la galerie. Les « différences » prétendues, accusées par les médias, sans consistance réelle, répondent aux seuls besoins des dirigeants concernés de se faire valoir auprès de leurs opinions naïves. « Refonder le capitalisme », « moraliser les opérations financières » : beaucoup de grand mots pour éviter d'aborder les vraies questions. C'est pourquoi la restauration du système, qui n'est pas impossible, ne résoudra aucun problème, mais en aggravera plutôt la gravité.

La « Commission Stiglitz », convoquée par les Nations Unies, s'inscrit dans cette stratégie de construction d'un trompe-l'œil. Évidemment, on ne saurait attendre autre chose des oligarques qui contrôlent les pouvoirs réels et de leurs débiteurs politiques. Le point de vue que j'ai développé, qui place l'accent sur les rapports entre la domination des oligopoles et la financiarisation nécessaire de sa gestion de l'économie mondiale – indissociables l'une de l'autre –, est bien conforté par les résultats du G20.

Plus intéressant est le fait que les leaders des « pays émergents » invités ont gardé le silence. Une seule phrase intelligente a été prononcée au cours de cette journée de grand cirque, par le président chinois Hu Jintao, qui a fait observer, « en passant », sans insister et avec le sourire (narquois ?), qu'il faudra bien finir par envisager la mise en place d'un système financier mondial qui ne soit pas fondé sur le dollar. Quelques rares commentateurs ont immédiatement fait le rapprochement – correct – avec les propositions de Keynes en 1945.

Cette « remarque » nous rappelle à la réalité : que la crise du système du capitalisme des oligopoles est indissociable de celle de l'hégémonie des Etats-Unis, à bout de souffle. Mais qui prendra la relève ? Certainement pas « l'Europe » qui n'existe pas en dehors de l'atlantisme et ne nourrit aucune ambition d'indépendance, comme l'assemblée de l'OTAN l'a démontré une fois de plus. La Chine ? Cette « menace », que les médias invoquent à satiété (un nouveau « péril jaune ») sans doute pour légitimer l'alignement atlantiste, est sans fondement. Les dirigeants chinois savent que leur pays n'en a pas les moyens, et ils

n'en ont pas la volonté. La stratégie de la Chine se contente d'œuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie, ce que ni les Etats-Unis, ni l'Europe ne pensent acceptable.

Les chances donc d'un développement possible allant dans ce sens reposent encore intégralement sur les pays du Sud. Et ce n'est pas un hasard si la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) est la seule institution de la famille des Nations Unies qui ait pris des initiatives fort différentes de celles de la Commission Stiglitz. Ce n'est pas un hasard si son Directeur, le Thaïlandais Supachai Panitchpakdi, considéré jusqu'à ce jour comme un parfait libéral, ose proposer dans le rapport de l'organisation, intitulé « *The Global Economic Crisis* », daté de mars 2009, des avancées réalistes s'inscrivant dans la perspective d'un second moment de « l'éveil du Sud ».

La Chine, de son côté, a amorcé la construction – progressive et maîtrisée – de systèmes financiers régionaux alternatifs débarrassés du dollar. Des initiatives qui complètent, au plan économique, la promotion des alliances politiques du « groupe de Shanghai », l'obstacle majeur au bellicisme de l'OTAN.

L'assemblée de l'OTAN, réunie dans la même foulée en avril 2009, a entériné la décision de Washington, non pas d'amorcer son désengagement militaire, mais au contraire d'en accentuer l'ampleur, toujours sous le prétexte fallacieux de la lutte contre le « terrorisme ». Le président Obama emploie donc tout son talent pour tenter de sauver le programme de Clinton, puis de Bush du contrôle militaire de la planète, seul moyen de prolonger les jours de l'hégémonie américaine menacée. Obama a marqué des points et obtenu la capitulation sans condition de la France de Sarkozy – la fin du gaullisme – qui a réintégré le commandement militaire de l'OTAN, ce qui demeurerait difficile tant que Washington parlait par la voix de Bush, dépourvue d'intelligence mais pas d'arrogance. De surcroît, Obama s'est posé, comme Bush, en donneur de leçons, peu soucieux de respecter « l'indépendance » de l'Europe, invitée à accepter l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne !

Vers une seconde vague de luttes victorieuses pour l'émancipation des travailleurs et des peuples

De nouvelles avancées dans les luttes d'émancipation des peuples sont-elles possibles ?

La gestion politique de la domination mondiale du capital des oligopoles est nécessairement d'une violence extrême. Car, pour conserver leurs positions de sociétés opulentes, les pays de la triade impérialiste sont désormais contraints de réserver à leur bénéfice exclusif l'accès aux ressources naturelles de la planète. Cette exigence nouvelle est à l'origine de la militarisation de la mondialisation, que j'ai qualifiée « d'empire du chaos » (titre d'un de mes ouvrages paru en 2001), expression reprise par d'autres depuis.

Dans le sillage du déploiement du projet de Washington de contrôle militaire de la planète, de conduite à cet effet de « guerres préventives » sous le prétexte

de lutte « contre le terrorisme », l'OTAN s'est auto-qualifiée de « représentante de la communauté internationale », et par là même a marginalisé l'ONU, seule institution qualifiée pour parler en ce nom.

Bien entendu ces objectifs réels ne peuvent être avoués. Pour les masquer, les puissances concernées ont donc choisi d'instrumentaliser le discours de la démocratie et se sont octroyé un « droit d'intervention » pour imposer le « respect des droits humains » !

Parallèlement le pouvoir absolu des nouvelles ploutocraties oligarchiques a vidé de son contenu la pratique de la démocratie bourgeoise. Alors que la gestion des temps anciens exigeait la négociation politique entre les différentes composantes sociales du bloc hégémonique nécessaire à la reproduction du pouvoir du capital, la nouvelle gestion politique de la société du capitalisme des oligopoles, mise en œuvre par les moyens d'une dépolitisation systématique, fonde une culture politique nouvelle « du consensus » (sur le modèle de celle des Etats-Unis), qui substitue le consommateur et le spectateur politique au citoyen actif, condition d'une démocratie authentique. Ce « virus libéral » (pour reprendre le titre de mon ouvrage publié en 2005) abolit l'ouverture sur des choix alternatifs possibles et lui substitue le consensus autour du seul respect de la démocratie électorale procédurale.

L'essoufflement, puis l'effondrement des trois modèles de la gestion sociale évoqués plus haut, est à l'origine du drame. La page de la première vague de luttes pour l'émancipation est tournée, celle de la seconde vague n'est pas encore ouverte. Dans la pénombre qui les sépare se « dessinent des monstres », comme l'écrit Gramsci.

Au Nord, ces évolutions sont à l'origine de la perte de sens de la pratique démocratique. Ce recul est masqué alors par les prétentions du discours dit « post-moderniste », selon lesquelles nations et classes auraient déjà évacué la scène pour laisser la place à « l'individu », devenu le sujet actif de la transformation sociale.

Dans le Sud, d'autres illusions occupent désormais le devant de la scène. Qu'il s'agisse de l'illusion d'un développement capitaliste national autonome s'inscrivant dans la mondialisation, puissante dans les classes dominantes et moyennes des pays « émergents », confortée par les succès immédiats des dernières décennies, ou des illusions passéistes (para-ethniques ou para-religieuses) dans les pays laissés pour compte.

Plus grave est le fait que ces évolutions confortent l'adhésion générale à « l'idéologie de la consommation », à l'idée que le progrès se mesure à la croissance quantitative de celle-ci. Marx avait démontré que c'est le mode de production qui détermine celui de la consommation et non l'inverse, comme le prétend l'économie vulgaire. La perspective d'une rationalité humaniste supérieure, fondement du projet socialiste, est alors perdue de vue. Le potentiel gigantesque que l'application de la science et de la technologie offre à l'humanité entière, qui devrait permettre l'épanouissement réel des individus et des sociétés, au Nord comme au Sud, est gaspillé par les exigences de sa soumission aux logiques de la poursuite indéfinie de l'accumulation du capital. Plus grave encore, les progrès continus de la productivité sociale du travail sont associés à un déploiement vertigineux des mécanismes de la paupérisation (visibles à l'échelle mondiale,

entre autres, par l'offensive généralisée contre les sociétés paysannes), comme Marx l'avait compris.

L'adhésion à l'aliénation idéologique produite par le capitalisme ne frappe pas seulement les sociétés opulentes des centres impérialistes. Les peuples des périphéries, il est vrai dans leurs majorités largement privés de l'accès à des niveaux de consommation acceptables, aveuglés par des aspirations à la consommation analogue à celle du Nord opulent, perdent la conscience que la logique du déploiement du capitalisme historique rend impossible la généralisation du modèle en question à la planète entière.

On comprend alors les raisons pour lesquelles l'effondrement financier de 2008 a été le résultat exclusif de l'aiguïssement des contradictions internes propres à l'accumulation du capital. Or seule l'intervention de forces porteuses d'une alternative positive permet d'imaginer une sortie du simple chaos produit par l'aiguïssement des contradictions internes du système (j'ai opposé dans cet esprit « la voie révolutionnaire » au modèle de dépassement d'un système historiquement obsolète par « la décadence »). Et, dans l'état actuel des choses, les mouvements de protestation sociale, en dépit de leur montée visible, demeurent dans l'ensemble incapables de remettre en cause l'ordre social associé au capitalisme des oligopoles, faute de projet politique cohérent à la hauteur des défis.

De ce point de vue, la situation actuelle est fort différente de celle qui prévalait dans les années 1930, alors que s'affrontaient des forces porteuses d'options socialistes, d'une part, et de partis fascistes, d'autre part, produisant ici la réponse, nazi, et là le New Deal et les Fronts populaires.

L'approfondissement de la crise ne sera pas évité, même dans l'hypothèse du succès éventuel – pas impossible – d'une remise en selle du système de domination du capital des oligopoles. Dans ces conditions, la radicalisation possible des luttes n'est pas une hypothèse impossible, même si les obstacles restent considérables.

Dans les pays de la Triade, cette radicalisation impliquerait que soit mise à l'ordre du jour l'expropriation des oligopoles, ce qui paraît bien exclu pour l'avenir visible. En conséquence, l'hypothèse qu'en dépit des turbulences provoquées par la crise, la stabilité des sociétés de la triade ne soit pas remise en cause n'est pas davantage à écarter. Le risque d'un « remake » de la vague des luttes d'émancipation du siècle dernier, c'est-à-dire d'une remise en cause du système exclusivement à partir de certaines de ses périphéries, est sérieux.

Une seconde étape de « l'éveil du Sud » (pour reprendre le titre de mon livre, publié en 2007, qui offre une lecture de la période de Bandoeng comme celle du premier temps de cet éveil) est à l'ordre du jour. Dans la meilleure des hypothèses, les avancées produites dans ces conditions pourraient contraindre l'impérialisme à reculer, à renoncer à son projet démentiel et criminel de contrôle militaire de la planète. Et dans cette hypothèse, le mouvement démocratique dans les pays du centre pourrait contribuer positivement au succès de cette neutralisation. De surcroît, le recul de la rente impérialiste dont bénéficient les sociétés concernées, produit par la réorganisation des équilibres internationaux en faveur du Sud (en particulier de la Chine), pourrait parfaitement aider au réveil d'une conscience

socialiste. Mais d'un autre côté les sociétés du Sud resteraient confrontées aux mêmes défis que dans le passé, produisant les mêmes limites à leurs avancées.

Un nouvel internationalisme des travailleurs et des peuples est nécessaire et possible.

Le capitalisme historique est tout ce qu'on veut sauf durable. Il n'est qu'une parenthèse brève dans l'histoire. Sa remise en cause fondamentale - que nos penseurs contemporains, dans leur grande majorité, n'imaginent ni « possible » ni même « souhaitable » – est pourtant la condition incontournable de l'émancipation des travailleurs et des peuples dominés (ceux des périphéries, 80 % de l'Humanité). Et les deux dimensions du défi sont indissociables. Il n'y aura pas de sortie du capitalisme par le moyen de la seule lutte des peuples du Nord, ou par la seule lutte des peuples dominés du Sud. Il n'y aura de sortie du capitalisme que lorsque, et dans la mesure où, ces deux dimensions du même défi s'articuleront l'une avec l'autre.

Il n'est pas « certain » que cela arrive, auquel cas le capitalisme sera « dépassé » par la destruction de la civilisation (au-delà du malaise dans la civilisation, pour employer les termes de Freud), et peut-être de la vie sur la Planète. Le scénario d'un « remake » possible du XXe siècle restera donc en deçà des exigences d'un engagement de l'Humanité sur la longue route de la transition au socialisme mondial. Le désastre libéral impose un renouveau de la critique radicale du capitalisme. Le défi est celui auquel est confrontée la construction/reconstruction permanente de l'internationalisme des travailleurs et des peuples, face au cosmopolitisme du capital oligarchique.

La construction de cet internationalisme ne peut être envisagée que par le succès d'avancées révolutionnaires nouvelles (comme celles amorcées en Amérique latine et au Népal) ouvrant la perspective d'un dépassement du capitalisme.

Dans les pays du Sud, le combat des Etats et des nations pour une mondialisation négociée sans hégémonies – forme contemporaine de la déconnexion – soutenu par l'organisation des revendications des classes populaires peut circonscrire et limiter les pouvoirs des oligopoles de la Triade impérialiste. Les forces démocratiques dans les pays du Nord doivent soutenir ce combat. Le discours « démocratique » proposé, et accepté par la majorité des gauches telles qu'elles sont, les interventions « humanitaires » conduites en son nom comme les pratiques misérables de « l'aide » écartent de leurs considérations la confrontation réelle avec ce défi.

Dans les pays du Nord, les oligopoles sont déjà visiblement des « biens communs » dont la gestion ne peut être confiée aux seuls intérêts particuliers (dont la crise a démontré les résultats catastrophiques). Une gauche authentique doit avoir l'audace d'en envisager la nationalisation, étape première incontournable dans la perspective de leur socialisation par l'approfondissement de la pratique démocratique. La crise en cours permet de concevoir la cristallisation possible d'un front des forces sociales et politiques rassemblant toutes les victimes du pouvoir exclusif des oligarchies en place.

La première vague de luttes pour le socialisme, celle du XXe siècle, a démontré les limites des social-démocraties européennes, des communismes de la Troisième Internationale et des nationalismes populaires de l'ère de Bandoeng, l'essoufflement puis l'effondrement de leurs ambitions socialistes. La seconde vague, celle du XXIe siècle, doit en tirer les leçons. En particulier, associer la socialisation de la gestion économique et l'approfondissement de la démocratisation de la société. Il n'y aura pas de socialisme sans démocratie, mais également aucune avancée démocratique hors de la perspective socialiste.

Ces objectifs stratégiques invitent à penser la construction de « convergences dans la diversité » (pour reprendre l'expression retenue par le Forum Mondial des Alternatives, FMA) des formes d'organisation et de luttes des classes dominées et exploitées. Et il n'est pas dans mon intention de condamner par avance celles de ces formes qui, à leur manière, renoueraient avec les traditions des social-démocraties, des communismes et des nationalismes populaires, ou s'en écarteraient.

Dans cette perspective, il me paraît nécessaire de penser le renouveau d'un marxisme créateur. Marx n'a jamais été aussi utile, nécessaire, pour comprendre et transformer le monde, aujourd'hui autant et même plus encore qu'hier. Etre marxiste dans cet esprit, c'est partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à Lénine, ou à Mao, comme l'ont conçu et pratiqué les marxismes historiques du siècle dernier. C'est rendre à Marx ce qui lui revient : l'intelligence d'avoir amorcé une pensée critique moderne, critique de la réalité capitaliste et critique de ses représentations politiques, idéologiques et culturelles. Le marxisme créateur doit poursuivre l'objectif d'enrichir sans hésitation cette pensée critique par excellence. Il ne doit pas craindre d'y intégrer tous les apports de la réflexion, dans tous les domaines, y compris ceux de ces apports qui ont été considérés, à tort, comme « étrangers » par les dogmatiques des marxismes historiques du passé.

Note

Les thèses présentées dans cet article ont été développées par l'auteur dans son ouvrage *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?* (Paris, Le Temps des Cerises, 2009).

Présentation du livre « Du capitalisme à la civilisation »

1. Cet ouvrage offre au lecteur quelques réflexions concernant l'avenir du socialisme.

L'attachement de l'auteur à la perspective socialiste, antichambre d'une société sans classes à l'échelle mondiale, paraît à certains véritablement « utopique » au sens banal du terme (humainement « impossible »). Propos de « dinosaures », nostalgiques d'un passé dont la page est tournée « définitivement », diront-ils. Le capitalisme est le « seul horizon possible » ; et de surcroît, ce système aurait démontré son extrême plasticité, sa capacité de s'adapter au changement, voire aux exigences de justice sociale ! C'est un système efficace en termes de réalisation économique, potentiellement « social » (mais pas « socialiste » au sens que Marx a donné à ce terme) et même porteur de « progrès démocratique ». Il l'est d'ailleurs – ou peut le devenir – disent-ils dans un cadre mondialisé qui est désormais le sien. Le progrès exige donc que les peuples renoncent aux illusions de la « nation » qui ont fait leur temps.

A ceux-là je dirai tout simplement: le capitalisme n'est pas sorti tout fait et d'un seul coup du triangle Londres – Amsterdam – Paris aux XVIIe et XVIIIe siècles. Trois siècles plus tôt, il s'était cristallisé dans les villes italiennes dans une première forme qui a sombré, mais sans laquelle sa forme « définitive » (celle que nous connaissons), plus tardive, aurait été impensable. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour ce qui est de la formation du socialisme, encore à venir ?

Le capitalisme réellement existant est historique. Et son histoire est celle de la conquête du monde par les centres où il s'est constitué, d'abord l'Europe atlantique, puis progressivement les pays du centre et du sud du continent, engendrant des enfants à son image aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, imité par le Japon. Mais là s'est arrêtée la formation des « Centres » du système mondial. Tous les autres pays, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes ont été soumis à l'expansion conquérante de ces Centres. Cette réalité – véritablement centrale – impose qu'on conçoive toute autre forme d'un monde « meilleur » (et pour moi, socialiste) comme abolissant l'héritage, toujours présent, de cette conquête his++torique.

2. Cet ouvrage fait suite à mes cinq publications des dernières années (*Critique de l'air du temps*, 1997; *Au-delà du capitalisme sénile*, 2002; *Le virus libéral*, 2003; *Pour un monde multipolaire*, 2005; *Pour la cinquième internationale*, 2006).

Les mêmes préoccupations majeures sont en effet à l'origine de l'ensemble de ces publications : comment identifier et analyser le défi auquel la civilisation humaine est confrontée aujourd'hui ? Comment formuler l'alternative humaniste à la dérive du capitalisme/impérialisme barbare ? J'avais bien entendu abordé ces questions majeures sous différents angles, propres à chacun des ouvrages cités.

Dans *Critique de l'air du temps*, j'ai souhaité expliciter ma définition « d'être marxiste » : partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à Lénine ou à Mao. Dans cette perspective, j'ai proposé une lecture du matérialisme historique fondée sur « l'autonomie des instances », obéissant dans leur développement à des logiques internes qui leur sont propres et dont l'interaction produit l'histoire réelle. Une histoire qui est donc toujours ouverte à des possibilités diverses et qui restitue toute sa puissance à l'intervention d'une conscience sociale capable de distinguer les « nécessités objectives » de celles qui ne le sont pas.

Dans *Le capitalisme sénile*, j'ai placé l'accent sur ce qui, dans ma lecture du « nouveau » en voie de cristallisation dans le monde contemporain depuis une vingtaine d'années, me paraissait établir le caractère désormais obsolète du capitalisme devenu « un danger pour l'humanité entière », en particulier du fait que les dimensions destructrices de l'accumulation du capital (destruction triple de l'être humain, de la nature, de peuples entiers) l'emportent désormais largement sur des dimensions constructives qui ont accompagné son déploiement aux étapes antérieures de son histoire.

Dans *Le virus libéral*, j'ai placé l'accent sur ce que j'appelle la culture politique des temps modernes. Je faisais ressortir le contraste entre la culture politique européenne, construite sur l'opposition droite/gauche et celle des Etats-Unis, fondée sur le consensus annihilant la portée transformatrice du contraste qui caractérise l'Europe. J'appelais l'attention sur les manifestations contemporaines d'une « américanisation de l'Europe ».

Dans *Pour un monde multipolaire*, j'ai placé l'accent sur les dimensions géopolitiques du défi et la diversité de ses traductions dans les différentes régions du monde (Europe, Chine, Sud). J'ai opposé au modèle de monde unipolaire du capitalisme/impérialisme d'aujourd'hui que son pôle dirigeant soit réduit aux seuls Etats-Unis ou élargi pour englober l'ensemble de la triade impérialiste, celui d'un monde authentiquement multipolaire, restituant aux peuples les marges nécessaires permettant d'éventuelles avancées révolutionnaires.

Enfin, dans *Pour la cinquième internationale*, j'ai proposé, à partir de la critique des limites et dérives des socialismes du passé, quelques réflexions concernant les exigences et les possibilités de construction d'un internationalisme des peuples face à la domination mondialisée du capital.

3. Cet ouvrage aborde des questions qui me paraissent fondamentales pour l'élaboration d'une conception crédible du socialisme du XXe siècle et d'une stratégie de lutte capable de produire des avancées dans la direction de sa réalisation.

Bien entendu, l'accent est mis sur ce que le capitalisme contemporain comporte de défis nouveaux. Car le capitalisme est un système en révolution permanente, comme l'avait écrit Marx, au sens qu'il génère un développement continu (et historiquement rapide) des forces productives, lequel implique des « ajustements » permanents de l'organisation des rapports sociaux. Les luttes sociales et politiques s'inscrivent dans ce cadre, elles en sont à la fois le produit et la cause ; elles modifient en permanence les rapports de force sociaux. La dialectique matérialiste contradictoire relie ainsi le facteur objectif propre au capitalisme (le déploiement des logiques de valorisation du capital associées au développement des forces productives) et le facteur subjectif (principalement les luttes des classes et des peuples victimes de l'accumulation du capital).

La méthode mise en œuvre ici se sépare radicalement de celle du technologisme, selon lequel le développement des forces productives est considéré comme une « force extérieure » qui façonne unilatéralement les rapports sociaux. Même si l'on trouve chez Marx quelques phrases rapides allant dans ce sens (« le moulin à eau donne le féodalisme, la machine à vapeur le capitalisme »), le technologisme est caractéristique de la pensée dominante – bourgeoise – ancienne et contemporaine (qu'on retrouve dans le « postmodernisme »).

En contrepoint, la dialectique de la contradiction sur laquelle je fonde mes analyses et mes propositions signifie que « l'avenir est toujours ouvert », qu'il n'y a pas « de lois de l'histoire antérieures à l'histoire elle-même », que l'avenir n'a pas déjà été vécu. A tout moment il y a différentes alternatives possibles, et c'est seulement après coup que celle qui s'est imposée donne l'illusion qu'elle était la seule possible dont la réalisation était inéluctable.

La dialectique matérialiste de Marx prend position dans ces luttes. « Il ne s'agit pas seulement de comprendre le monde, mais de le changer ». Une option (à laquelle j'adhère sans réserve) qui implique une vision de l'avenir qu'on veut « construire » (ou plus modestement à la construction duquel on veut contribuer avec autant de lucidité que possible). Qui implique donc une conceptualisation de l'émancipation de l'humanité, de la rationalité de ce projet de libération, comme elle implique une conceptualisation des aliénations qui réduisent les êtres humains dans la société capitaliste au statut « d'objets de l'histoire » et les privent de la possibilité d'en devenir les sujets.

Par ailleurs, dans cette lutte pour l'émancipation, il est nécessaire de savoir de quel lieu on parle, et, partant, de qui on envisage l'émancipation. S'agit-il du « prolétariat industriel », et principalement de celui des centres les plus développés du système capitaliste ? Ou de l'ensemble des peuples (au sens des classes populaires opprimées et exploitées) de la Planète ? L'observation a d'autant plus d'importance, à mon avis, que le marxisme historique a souvent été compris comme « l'idéologie des classes ouvrières » (et sous-entendu du Nord à titre

majeur), alors que le capitalisme réellement existant est – a toujours été – fondé sur une polarisation partageant la Planète capitaliste en centres développés dominants et périphéries « sous-développées » (le terme n'est pas bon, parce qu'il suggère un « retard » qu'il est possible de « rattraper ») dominées.

On sait que le maoïsme a enrichi la formule « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » par l'adjonction « Prolétaires de tous les pays, *peuples opprimés*, unissez-vous ». Au stade où est parvenu le capitalisme contemporain – que je qualifie de stade de « sénilité » (lui-même caractérisé par l'ampleur des dimensions destructives de l'accumulation qui l'emportent largement sur ses dimensions constructives) –, le capitalisme n'est plus seulement un régime d'exploitation et d'oppression du travail, il est devenu l'ennemi de l'humanité entière, c'est-à-dire qu'il doit être considéré comme désormais obsolète. Son dépassement s'impose.

Chacune des affirmations formulées dans les paragraphes précédents mériterait des pages pour être précisées et établies comme importantes. Ce n'est ni l'objet de cette introduction, ni même celle de l'ouvrage lui-même, de le faire. D'autres écrits de l'auteur, et de beaucoup d'autres, ont traité ces questions.

Je me contenterai donc ici de proposer une énumération de ces questions et de renvoyer à quelques lectures complémentaires d'écrits de l'auteur.

Une première série de questions concerne les outils de l'analyse du capitalisme.

La théorie économique conventionnelle dominante (bourgeoise) ne permet pas de comprendre la dynamique du capitalisme réellement existant. Sa fonction est, au contraire, d'éluider les questions fondamentales concernant cette dynamique pour leur substituer une « théorie d'un système imaginaire » (le « marché généralisé »). Analogie à ce que fut la sorcellerie dans les temps anciens, sa fonction est d'enfermer les êtres humains dans l'aliénation marchande (Cf. S. Amin, *L'économie pure ou la sorcellerie du monde contemporain ; Critique de l'air du temps*, chapitre 8, 1997). Un point de vue critique radical qui, au-delà de Marx bien entendu, a été également celui de Keynes (Cf. G. Dostaler, *Keynes et ses combats*, 2005).

Cette critique de l'économisme de l'économie implique celle de l'écologie libérale qui lui est sous-jacente, une idéologie qui décrète que l'individu est non seulement « l'agent économique », mais encore « le sujet de l'histoire », et par là même élude la réalité des classes sociales et des nations. Cette affirmation gratuite procède de la réduction du capitalisme à une économie de marchés généralisés. Procédure qui gomme l'essentiel de ce qui constitue le capitalisme, c'est-à-dire le fait qu'il est fondé sur la propriété/pouvoir d'une minorité de capitalistes/propriétaires. Avec Marx, Braudel et Keynes, je définis le capitalisme comme situé « au-delà du marché » par la domination d'une classe, en particulier par celle qui contrôle les hauteurs dominantes financières.

Par ailleurs, ce discours idéologique affirme l'équivalence marché/démocratie. La dissociation artificielle des domaines de la gestion de l'économie (par le marché) et de celle de la politique (par la démocratie représentative) propre à

cette idéologie gomme de l'agenda des questions qu'elle se pose, ce qui pourrait en gêner les affirmations, et fait de la réduction du producteur direct/citoyen au statut de consommateur/spectateur passif un véritable mystère sans explication (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, 2003, pp. 9-20, pp. 50-62).

Le capitalisme réellement existant n'a pas grand-chose à voir avec ce que la rhétorique libérale en dit. La distance entre cette rhétorique et la réalité capitaliste est au moins aussi grande que celle qui opposait le discours du socialisme à la réalité du « socialisme réellement existant ».

Une seconde série de questions concerne la dynamique sociale du système capitaliste.

L'économisme dans toutes ses formes (y compris lorsque l'on réduit le marxisme à un économisme) adopte un déterminisme linéaire comme grille de lecture de l'évolution du système dans son passé et des « prévisions » concernant son devenir.

En contrepoint, les analyses que je propose sont fondées sur le concept de « sous-détermination » par lequel j'entends que les différentes instances dont se compose la réalité sociale prise dans sa totalité peuvent s'articuler de manières différentes qui elles-mêmes résultent des luttes sociales, politiques et idéologiques. Cette option fondamentale de principe restitue à l'histoire son caractère toujours ouvert par la multiplicité des alternatives possibles à chacun des moments de son déploiement. Il n'y a pas de « lois de l'histoire » antérieures à l'histoire elle-même (Cf. S. Amin, *Critique de l'air du temps*, chap. 3).

Dans cette logique, l'idéologie libérale et l'économisme conventionnel éludent les termes du débat portant sur l'alternative fondamentale des temps modernes : socialisation par le marché ou socialisation par la démocratie (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, pp. 50-62).

Une troisième série de questions concerne la dimension mondialisée du déploiement du capitalisme à tous les âges de son développement historique.

La théorie économique bourgeoise élude d'emblée et intégralement cette question à laquelle elle substitue une hypothèse de décalage dans le temps d'une évolution toujours identique à elle-même, permettant le « rattrapage » - une hypothèse démentie par les cinq siècles de l'histoire moderne. En contrepoint, je place l'accent sur le caractère polarisant du rapport inégal centres/périphéries propre à ce déploiement dans toutes les phases successives de son développement (S. Amin, *Les défis de la mondialisation*, 1996, chap. 4, pp. 111-114).

Cette option, que je place au centre de mes analyses du capitalisme mondialisé réellement existant (« l'impérialisme, phase permanente du capitalisme », ai-je écrit), commandera largement, au-delà de l'identification des défis réels auxquels sont confrontés les peuples de la planète, les propositions stratégiques de luttes pour la libération et l'émancipation.

Les analyses que je propose, fondées sur la distinction entre le mode de production capitaliste et le capitalisme mondialisé, invitent à leur tour à formuler la loi de la valeur dans des termes permettant de restituer la réalité de son mode de fonctionnement à l'échelle mondiale (ce que j'appelle la loi de la valeur

mondialisée) et à particulariser les formes propres à chacune des phases de leur déploiement (Cf. S. Amin, *Les défis de la mondialisation*, chap. 5, pp. 131-134) et leurs reflets ou déformations dans les mutations de l'idéologie dominante du capitalisme (*Critique de l'air du temps*, chap.2, Unité et mutations dans l'idéologie dominante du capitalisme).

En ce qui concerne l'étape contemporaine de ce déploiement mondialisé, j'ai mis l'accent sur deux ensembles de transformations du mode d'opération de l'impérialisme : (i) l'émergence récente d'un impérialisme collectif de la triade – Etats-Unis, Europe – Japon (Cf. S. Amin, *Au-delà du capitalisme sénile*, chap. 4) ; (ii) le transfert de l'avantage des centres de l'exclusif de l'industrie au contrôle de cinq nouvelles formes de leur monopole (Cf. *Les défis de la mondialisation*, chap. 4, pp. 114-117), une analyse qui récuse le concept trompeur de pays émergents, lesquels ne sont en réalité que les périphéries de demain.

C'est dans ce cadre également que je replace la discussion de l'avenir en question de l'hégémonie des Etats-Unis et de l'effacement du projet européen (Cf. *Au-delà du capitalisme sénile*, chap. 5, également pp. 111-117 ; *Le virus libéral*, pp. 62-106).

Le discours du libéralisme concernant la mondialisation préconise l'ouverture maximale des sociétés à la pénétration du capital tant aux échelles locales qu'à celle du système monde qui est le sien, et entend alors cette ouverture comme la dérégulation maximale et la soumission des droits des nations, des peuples, des classes, des groupes et des individus aux exigences de la valorisation du capital. L'histoire des cinq derniers siècles démontre que cette « ouverture » imposée par les centres impérialistes n'a pas produit une réduction progressive de la polarisation à l'échelle mondiale, mais, au contraire, a été le facteur déterminant dans sa construction et son approfondissement continu.

Toutes ces questions commandent largement la discussion des dimensions géopolitiques du défi mondial contemporain.

Une quatrième série de questions concerne les développements « nouveaux » qui caractérisent le capitalisme contemporain.

Qu'il s'agisse de la « révolution scientifique et technologique en cours », de l'émergence prétendue d'un capitalisme cognitif, des évolutions associées à la financiarisation et à la cristallisation d'un capitalisme dit patrimonial, comme des évolutions concernant la structure de la mondialisation, en contraste avec les discours dominants sur ces sujets (le discours de l'économie libérale et celui, d'accompagnement, du postmodernisme), je proposerai donc d'autres lectures des changements en cours, structurels ou conjoncturels, importants ou éphémères.

Bien entendu, le « nouveau », qui est indiscutable, est de ce fait important. En particulier, il façonne les formes spécifiques du défi contemporain, auxquelles sont confrontées les forces sociales, politiques et idéologiques, mobilisées réellement ou mobilisables potentiellement, en lutte pour un « autre monde », meilleur, et donc finalement socialiste.

Une cinquième série de questions concerne l'objectif final qui est le sujet de cet ouvrage – le socialisme du XXI^e siècle–.

Comment peut-on en identifier ses caractéristiques qualitatives essentielles ? S'agit-il d'un objectif « réaliste », possible, ou d'une utopie pure et simple, c'est-à-dire impossible ? L'Humanité pourra-t-elle aspirer au communisme au sens que les utopies anciennes, puis Marx, et même Keynes, lui ont donné ? C'est-à-dire à l'égalité des individus et des peuples dans la richesse matérielle (la « satisfaction des besoins ») et l'émancipation culturelle au sens plein du terme ?

Le premier segment du programme est d'évidence « techniquement possible ». Le niveau déjà atteint de développement des technologies permet d'imaginer – à l'échelle de toute la Planète – une production suffisante pour satisfaire ces besoins. Certes, la création des conditions sociales et politiques qui le permettraient peut exiger un temps plus long que Marx et Keynes ne l'imaginaient, mais là n'est pas le problème. Les constituants d'une longue stratégie d'avancées révolutionnaires sont pensables, crédibles, même s'ils ne peuvent être intégralement définis à l'avance.

L'utopie critique retrouve ici tous ses droits. Certes, on doit mesurer les dangers que comporterait une définition trop précise – à l'avance – des objectifs. Restons modestes et acceptons que l'imaginaire créatif des générations à venir ne sera pas moins riche que la nôtre. Evitons de faire « bouillir les marmites de l'avenir ». Par exemple, comment définir à l'avance les formes précises d'organisation du travail ou des domaines de la consommation et des loisirs alors que des avancées scientifiques encore inconnues élargiront les marges d'opportunités par comparaison avec ce qu'elles sont aujourd'hui ? Cela étant, on peut – ou doit même – les définir tels qu'on peut déjà les imaginer aujourd'hui, agir pour avancer dans cette direction, tout en sachant qu'au fur et à mesure qu'on avancera, des possibilités nouvelles apparaîtront et inviteront à moduler les objectifs et les moyens.

Marx et Keynes définissaient cet avenir comme « libéré de la question économique ». Marx et Keynes ne pensaient pas la science économique comme la science nécessaire et éternelle de la gestion de cette question. Le communisme est donc un mode d'organisation social qui détrône la dominance de l'économique pour lui substituer celle de la culture. C'est du moins la formulation que j'ai donnée de ma lecture de Marx (Cf. S. Amin, *Critique de l'air du temps*, chapitre IV).

Marx et Keynes divergent plus sur les moyens que sur les objectifs (Cf. S. Amin, *Au-delà du capitalisme sénile*, pages 27 et suivantes). Marx, dialecticien matérialiste, pense qu'un système (le capitalisme en l'occurrence) ne peut être dépassé qu'à travers l'explosion des contradictions qui lui sont immanentes, lesquelles s'aggravent au fur et à mesure de son développement. C'est ce que Marx appelle la voie révolutionnaire, lorsque les luttes créent les conditions d'une maîtrise consciente – fût-elle comme toujours limitée et relative – des étapes de son déploiement. Keynes reste un philosophe idéaliste empiriste qui ne croit qu'à la voie progressive de réformes dans le système. L'histoire semble lui avoir donné raison – pour un

temps (disons de 1945 à 1980) et pour une région de la Planète (les pays « riches », centres du capitalisme moderne mondialisé). Je ne dénigre ni les réalisations – réelles – de cette époque, ni le rôle positif de la social démocratie (en particulier en Europe occidentale). Mais je crois que la suite de l'histoire en a démontré les limites, à la fois par son incapacité d'imaginer d'autres relations sociales et d'autres formes de la consommation qui en sont le produit que celles du capitalisme, et par son incapacité à comprendre qu'à l'échelle planétaire, pour la majorité de l'humanité, le défi immédiat se définit dans d'autres termes.

Le communisme en question ne peut pas s'imaginer comme un système organisant le travail comme il l'est (émietté, dominé par la technologie) et la consommation comme elle l'est (une consommation aliénante de gaspillage), sous la seule condition que ses produits bénéficient à tous, dans la moins grande inégalité. Le communisme est autre chose qualitativement. L'émergence récente de la conscience écologique et de la critique du mode de vie et de consommation (voir les travaux remarquables d'Henri Lefèvre sur le sujet) invitent à aller bien au-delà de cette conception « quantitativiste » de la richesse.

Marx permet de le penser. Car Marx définit le communisme comme une étape supérieure qualitativement de l'émancipation et de l'usage de la Raison. L'émancipation en question (que Keynes ignore largement) concerne toutes les dimensions de la vie sociale et personnelle : les formes d'organisation de la production, de la gestion politique, de la définition des besoins et des modes de consommation (libérés de leur détermination par la logique de la valorisation du capital), des expressions de la personne, des formulations éthiques, artistiques, scientifiques et philosophiques. Elle suppose l'articulation dans des modalités inédites des trois valeurs fondamentales : liberté, égalité, solidarité.

On peut, dans cet esprit, passer en revue les propositions qui ont été faites, ou pensées seulement, par les « socialistes utopiques » du passé et du présent, par les organisations de luttes des classes dominées (en particulier les Internationales), par les pratiques des pouvoirs issus des révolutions faites au nom du socialisme. Il faut le faire et reconnaître ces « insuffisances » et les « dérives » de ces conceptions et de leur mise en œuvre.

J'ai tenté de le faire, tant en ce qui concerne les conceptualisations de l'émancipation (Cf. S. Amin, *Modernité, Religions, Démocratie, Critique des culturalismes*, à paraître) qu'en ce qui concerne la critique des pratiques des Internationales (Cf. S. Amin, *Pour la cinquième internationale*, 2005).

La vraie question, absolument incontournable, est celle qui concerne la possibilité – ou l'impossibilité – de l'émancipation en question.

Marx donnait une réponse optimiste à la question. Les Lumières l'avaient amorcé, mais s'étaient heurtées aux limites historiques du capitalisme avec lequel elles étaient étroitement associées. Marx va plus loin et dévoile la nature de ces limites : l'aliénation qui s'exprime dans le comportement d'êtres humains qui attribuent à des forces extérieures à eux-mêmes l'obligation dans laquelle ils se trouvent d'agir (de se soumettre) comme ils le font. L'aliénation marchande/

économiste produite par la domination du capital (au-delà du « marché ») s'exprime dans le fait que les « lois économiques » (en fait les exigences de la valorisation du capital) imposent leurs exigences comme une force de la nature extérieure à la société. Mais il existe d'autres expressions des aliénations, comme celles qui définissent certaines formes (traditionnelles et toujours dominantes) de la croyance religieuse, de l'inégalité des sexes, etc. Pour certains, l'émancipation est rigoureusement impossible parce que l'aliénation est une condition qui définit l'être humain. Elle relève de l'anthropologie, pas de l'histoire sociale.

Même si l'on ne partage pas ce dernier point de vue (ce qui est mon cas), on peut proposer un objectif d'émancipation qui, pour « modeste » qu'il puisse paraître, n'en représenterait pas moins un gigantesque pas en avant. Cet objectif, c'est celui de se libérer de l'aliénation marchande, la forme de l'aliénation sociale (que je distinguerai alors des formes de l'aliénation anthropologique invoquée par les « pessimistes ») propre au capitalisme. Je constate que la prise de conscience des effets dévastateurs de cette aliénation spécifique est déjà présente dans notre société et s'exprime dans ce qu'on peut qualifier de « crise de la politique et de la culture ». Dans ces conditions, il n'est nullement irréaliste de proposer des programmes de transformations institutionnelles des modes de gestion de l'économie et de la politique permettant d'avancer dans cette direction.

Cela étant, la marche au communisme universel restera une très longue marche, imposant des stratégies et propositions d'étapes concrètes, propres aux temps et aux lieux. Cela n'est pas une marche inéluctable, comme le formulait la vulgate du marxisme soviétique. L'autre possibilité, celle de l'autodestruction de l'Humanité, n'est pas moins possible. La méthode d'analyse qui est la mienne place l'accent sur le conflit entre ces deux possibilités. Mais précisément pour cette raison, il est urgent et prioritaire de penser l'avenir en termes de stratégies des luttes progressistes, ce que j'appelle la construction de « la convergence dans la diversité » (Cf. S. Amin, *Pour la cinquième internationale*, pages 105 et suivantes).

Cet ouvrage se propose d'apporter une contribution à ces débats.



Pour une histoire authentiquement universelle

Introduction du livre *Global History* (en anglais)

J'ai été un lecteur précoce de Marx. J'ai conduit cette lecture du *Capital* et des autres œuvres de Marx et d'Engels disponibles en français, une lecture que je crois avoir été attentive, durant mes études universitaires entre 1948 et 1955. J'avais choisi également de lire aussi attentivement les auteurs que Marx critiquait (Smith, Ricardo, Bastiat, Say et autres). Ce travail m'a certainement comblé de jouissance intellectuelle et convaincu de la puissance de la pensée de Marx. Mais simultanément, il me laissait sur ma faim. Car je me posais une question centrale, celle du « sous-développement » (terme nouveau qui commençait à entrer en usage) des sociétés de l'Asie et de l'Afrique contemporaine, pour laquelle je ne trouvais pas de réponse chez Marx. Les textes lus plus tard, quand ils ont été publiés en français pour la première fois en 1960 – les *Grundrisse* –, m'ont laissé sur la même faim.

Loin « d'abandonner » Marx et de le juger « dépassé », j'en venais simplement à la conclusion que son œuvre était restée inachevée. Marx n'avait pas complété l'œuvre, comme il s'était proposé de le faire, entre autres, d'une part, par l'intégration dans son analyse de la « dimension mondiale » du capitalisme et, d'autre part, par l'articulation systématique de la question du pouvoir (le politique) et de l'économie (capitaliste et antérieure) – au-delà des indications plus que brillantes que son traitement des révolutions françaises (de la Grande à 1871 en passant par 1848) peuvent fournir sur le sujet.

La question du « développement » (inégal) qui caractérise la réalité du capitalisme mondialisé m'amenait donc, dès mes années universitaires, à centrer ma réflexion sur la première de ces dimensions. Ma thèse de doctorat (« *L'accumulation à l'échelle mondiale* », 1957) en témoigne. Elle a constitué pour moi un point de départ, une première étape dans le travail que j'ai poursuivi durant les cinquante années qui ont suivi. Je n'en retracerai pas les moments successifs du développement. Je crois seulement utile d'appeler l'attention sur la formulation d'ensemble

de la question du « développement inégal » que j'ai proposée en 1973 dans le livre qui porte ce titre, et dans les deux autres ouvrages écrits à la même époque – « *La loi de la valeur et le matérialisme historique* » (1977) et « *L'échange inégal* » (1973).

Pour parvenir à cette formulation, j'avais choisi d'approfondir ma réflexion dans ces deux directions, en m'inspirant directement de la superbe leçon que Marx lui-même nous avait donnée en la matière. D'abord, je me plongeais dans une lecture attentive des grandes œuvres de l'économie vulgaire produites après Marx, en réponse à Marx, comme Marx nous avait appris à devoir le faire par sa critique de l'économie « classique » et de sa dérive vulgaire antérieure. Cela impliquait la lecture directe des travaux de Bohm Bawerk, Walras et des autres producteurs des fondements de la nouvelle économie « subjectiviste » jusqu'aux formulations de Keynes et de Sraffa. Cette lecture critique est déjà proposée dans la version première de *L'Accumulation* (1957), puis reprise dans *Le développement inégal* « Lire Marx » aujourd'hui – c'est-à-dire après Marx –, impose cette lecture critique qui m'a convaincu du caractère vulgaire, idéologique, au sens fonctionnel du terme, de la nouvelle économie bourgeoise, post et anti-marxiste.

Marx, en son temps, ne s'était pas limité à la critique théorique de ses devanciers. Il leur avait opposé simultanément la présentation ordonnée d'une immense masse de données empiriques. Je pensais donc que de la même manière la critique de l'économie bourgeoise postérieure à Marx ne suffisait pas. Et qu'il fallait la compléter de la même manière par la présentation ordonnée des « faits » qui illustrent la réalité du déploiement mondialisé du capitalisme. J'ai proposé un premier brassage de cette masse de données empiriques dans *L'Accumulation*; je l'ai ensuite mis à jour pour les publications des années 1970. J'ai poursuivi ce travail, en regardant de plus près les développements en cours à l'époque – celle de ce premier « *éveil du Sud* » que la période de Bandoeng (1955-1980) a représenté. Des lecteurs attentifs de mes œuvres – principalement britanniques et japonais - ont remarqué ces « études empiriques ».

La suite comporte deux volets : l'économie dite du développement, d'une part, l'approfondissement de l'analyse des marchés (et du rôle des anticipations), d'autre part.

Le premier de ces volets m'est apparu dans l'ensemble plutôt pauvre, incapable d'aller au-delà de la vision décrétée « d'étapes incontournables de la croissance ». J'avais formulé la critique radicale de cette vision mécaniste et vulgaire trois ans avant que Rostov lui-même ne l'exprime dans son ouvrage de 1960. Et jamais depuis, « l'économie du développement » proposée par les institutions majeures chargées des interventions à son service (la Banque mondiale, les programmes de « coopération », les universités) n'est allée au-delà de ces billevesées.

Le second volet m'est apparu poursuivre la dérive vulgaire en la portant au terme de sa logique : la construction d'une « économie imaginaire » - celle des « marchés généralisés » - sans rapport aucun avec le capitalisme réellement existant. La centralité du concept vide et irréel « d'anticipations », nécessaire à cette construction, achève cette dérive. La « théorie économique » est devenue une

scolastique qui se consacre à la discussion de quelque chose qui ressemble au « sexe des anges », en pensant, comme les prédécesseurs du Moyen Age, que la réponse à cette question est le moyen par excellence à partir duquel on peut comprendre le monde.

Simultanément, cette dérive, qui se proclame « empirique », s'assigne l'objectif d'intégrer dans les thèses qu'elle propose une masse grandissante – mais désordonnée – de données empiriques. La méthode mathématique que ce traitement impose n'est certes pas à rejeter en soi. Mais la sophistication continue de ses méthodes n'abolit pas le caractère absurde – irréaliste – des questions que ses utilisateurs posent : les « anticipations » (le sexe des anges).

Ni la critique que j'adressais à la théorie vulgaire et à ses « applications » para-empiriques, ni les contre-propositions que je développais, se proposant en contrepoint d'intégrer la masse ordonnée des données dans une théorie du capitalisme mondialisé réellement existant ne me sont néanmoins parus suffisants pour comprendre la totalité de la réalité du développement inégal. L'articulation de la dimension politique/idéologique/culturelle et de celle qui concerne la gestion économique de la société constitue en effet l'axe central d'une lecture matérialiste historique incontournable.

Et dans ce domaine, ma lecture de Marx m'avait déjà convaincu, comme je l'ai déjà dit, que ses premières propositions invitaient à oser aller de l'avant. Ce que j'ai tenté de faire en proposant, d'une part, un concept général de « mode de production tributaire », fondement de la grande famille des organisations des sociétés de classes avancées pré-capitalistes, opposer l'articulation pouvoir dominant/économie dominée à celle, inverse, propre au capitalisme, et en tirer quelques conclusions importantes concernant les formes de l'aliénation propres aux sociétés historiques anciennes et à la société capitaliste moderne. Et en recherchant, d'autre part, dans la variété des formes tributaires le mouvement des contradictions concrètes qui y opèrent, accélérant ou retardant l'avancée capitaliste. J'ai donc tenté d'intégrer les questions posées en termes de matérialisme historique et celles qui concernent la dimension économique, comme le lecteur du *Développement inégal* et de *La loi de la valeur et le matérialisme historique* pourra le constater.

Mon travail n'a jamais été celui d'un marxologue. J'ai déjà dit et répété que pour moi « être marxiste », c'était partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à ses successeurs majeurs (Lénine, Mao), bâtisseurs des marxismes historiques.

L'axe central des conclusions de mes efforts est défini par la formulation d'une « loi de la valeur mondialisée », cohérente avec les fondements de la loi de la valeur propre au capitalisme et découverte par Marx, d'une part, et avec les réalités du développement mondialisé inégal, d'autre part. Ma contribution majeure concerne le *passage de la loi de la valeur à la loi de la valeur mondialisée*, fondée sur la hiérarchisation – elle-même mondialisée – des prix de la force de travail autour de sa valeur. Associée aux pratiques de gestion de l'accès aux ressources naturelles, cette mondialisation de la valeur constitue le fondement de la *rente impérialiste*. Je

prétends que celle-ci commande le déploiement des contradictions majeures du capitalisme/impérialisme réellement existant et des conflits qui leur sont associés, en sorte que classes et nations sont imbriquées dans leurs luttes et conflits, dans toute la complexité de leurs articulations spécifiques et concrètes. Je prétends qu'une lecture des XXe et XXIe siècles ne peut être autre que celle précisément de l'émergence – ou du « réveil » – des peuples et des nations des périphéries du système capitaliste/impérialiste mondialisé.

J'avais donc refusé les deux versions de la conception majeure proposée par les marxismes historiques concernant l'histoire globale, fondées l'une comme l'autre sur une formulation prétendue définitive du « matérialisme historique » : la version qui enferme cette histoire dans le carcan des « cinq stades » universels (communisme primitif, esclavage, féodalité, capitalisme, socialisme) et celle qui opposait les deux voies (européenne et asiatique). En lieu et place, j'ai proposé, à partir de 1970, de considérer une succession de trois grands stades (communautaire, tributaire – appellation qui a fait école depuis, capitaliste), les formes de chacune des deux premières ayant été multiples (relativisant ainsi la forme féodale européenne de la grande famille tributaire).

Des contradictions analogues traversaient toutes les sociétés de l'âge tributaire, dont la solution positive impliquait l'invention des principes d'un stade plus avancé de la civilisation universelle (le stade de la modernité capitaliste). Ces réponses au défi ont trouvé leur expression dans des vagues successives qui ont inventé progressivement la modernité, se déplaçant d'Est en Ouest, de la Chine des Song au Califat abbasside arabo-persan puis aux villes italiennes, avant de trouver sa forme européenne qui s'est cristallisée au cours du XVIe siècle dans le triangle Londres-Amsterdam-Paris. Cette dernière forme a donné le capitalisme historique qui s'est imposé à travers sa conquête du monde, annihilant par là même d'autres variantes antérieures qui auraient été possibles, à la fois analogues et différentes de celle que nous connaissons.

Cette conquête du monde par le capitalisme européen est à l'origine des interprétations eurocentriques de l'histoire globale et, entre autres, des deux versions du matérialisme historique des marxismes historiques critiquées. Mon analyse place l'accent sur la transformation qualitative qui définit pour l'essentiel chacun des trois grands stades. Elle place l'accent en particulier sur le renversement des rapports entre l'instance économique (toujours déterminante « en dernier ressort ») et l'instance politico-idéologique, directement dominante dans la famille des systèmes tributaires (féodalisme européen inclus), désormais soumise à la domination directe de l'instance économique dans le capitalisme.

Telle est en tout cas ma lecture de Marx et de sa critique fondamentale qu'il a développée dans le *Capital*. Telle est la raison pour laquelle je considère que l'aliénation marchande (« économiciste »), propre au capitalisme, donne à la civilisation moderne son caractère essentiel. Cette aliénation marchande (exprimée à travers la loi de la valeur) façonne non pas seulement la reproduction du système économique du capitalisme, à travers la dominance de l'instance écono-

mique, mais tout autant la reproduction du système de gestion politique de la modernité. En contrepoint, toutes les sociétés de l'ère tributaire demeurent caractérisées par une autre forme d'aliénation, nécessaire pour affirmer la dominance directe de l'instance politique. Les variantes « religieuses » - ou para-religieuses - de cette aliénation différente de l'aliénation marchande sont particulièrement appropriées aux exigences du déploiement des civilisations de l'ère tributaire.

Dans ma perspective, le capitalisme ne prend donc sa forme achevée qu'avec la réalisation de sa double révolution. Il s'agit, d'une part, de la révolution politique qui affirme le pouvoir décisif de la bourgeoisie, (dans les formes successives de la peu glorieuse « Glorieuse révolution » anglaise – 1688 – de la guerre d'indépendance des Etats-Unis, mais surtout dans celle de la révolution française qui inaugure la politique moderne), et, d'autre part, de la révolution industrielle qui amorce, avec le déploiement de la « grande industrie » (début du XIXe siècle), celui de la domination affirmée de l'économique et de l'aliénation marchande capitaliste à travers laquelle celle-ci s'exprime.

La majorité des auteurs nord-américains de l'histoire globale ont mis en doute l'importance, voire la réalité, de la révolution industrielle, et l'ont réduite à l'analogie des révolutions « industrielles » qui, de la Chine des temps anciens au bas Moyen-Age européen, en passant par le Moyen-Orient et les villes italiennes, ont façonné les cycles d'avancées (souvent suivis de reculs) des civilisations de l'époque tributaire. Qualifier ces révolutions industrielles, associées toujours (ou presque) à des moments d'avancées du salariat, des relations marchandes, et même de la pensée libre, « d'amorces du capitalisme » ne me gêne pas. Les confondre avec le capitalisme ne paraît jeter la confusion sur la rupture que représente la modernité capitaliste achevée.

Pour ce qui est de l'Europe de 1500 à 1800, « l'Ancien Régime » et le mercantilisme conservent pour moi le caractère d'une « transition au capitalisme », caractérisée doublement, d'une part, par la dispute du pouvoir entre l'ancienne classe dirigeante tributaire (ici l'aristocratie « féodale ») et la nouvelle bourgeoisie naissante (encore presque exclusivement commerciale, parfois financière, souvent épaulée par des segments de la paysannerie ou de l'aristocratie foncière en voie de transformation en une classe d'agriculteurs du capitalisme), et, d'autre part, par le conflit entre la domination de l'instance politique (marquée par la Monarchie absolue, fût-elle l'instrument d'un despotisme éclairé) et celle de la nouvelle instance économique.

La lecture de l'histoire globale que j'ai proposée m'a donc conduit à des conclusions que j'estime importantes, et que la majorité des auteurs de l'histoire globale ignorent. Le capitalisme est, dans cette lecture, un système qualitativement nouveau (et « supérieur », j'ose dire) dont l'incubation a été longue, couvrant au moins sept siècles, de l'époque chinoise des Song au mercantilisme atlantique européen. L'opposition entre le point de vue « eurocentrique » et le rejet de celui-ci se situe exactement dans l'analyse de cette longue incubation. Pour les « eurocentristes », l'incubation en question ne concerne que l'Europe (entre 1500

et 1800) ; et le capitalisme apparaît alors comme le produit de l'exception européenne – du « miracle » européen (voir ici ma critique de cette idéologie moderne, qui ne prendra forme qu'après le triomphe du capitalisme achevé, au XIXe siècle, mais perdure jusqu'à ce jour – *L'eurocentrisme*, 1988). Pour moi, cette incubation s'est exprimée à travers des vagues d'avancées successives qui se sont déployées sur des siècles dans des régions diverses de l'hémisphère oriental – l'Eurasie et l'Afrique.

A travers ces vagues se sont exprimées les mêmes contradictions fondamentales propres aux systèmes tributaires, comme je l'ai dit. Que le capitalisme aurait donc pu « naître » ailleurs qu'en Europe, et de ce fait revêtir des formes à la fois analogues et différentes de celles qui caractérisent le capitalisme historique achevé (« européen »), soit. Mais la tâche des analystes de l'histoire n'est pas « d'imaginer » différentes évolutions possibles qui n'ont pas eu lieu, mais d'expliquer celles qui ont eu lieu. J'ai expliqué le succès tardif (mais rapide dans sa maturation) de la forme euro-atlantiste, par le caractère « périphérique » du mode féodal et par sa coïncidence avec un autre fait majeur de l'histoire – la conquête des Amériques.

Mon ouvrage concernant *La loi de la valeur et le matérialisme historique* (1977) – dont une édition revisitée est en cours de publication – place l'accent sur le détour incontournable par la valeur (et sur l'aliénation marchande qui la motive), que l'approche empiriste en termes de « prix constatés » ignore (et la presque totalité des auteurs de l'histoire globale ne dépassent pas cet horizon de l'empirisme). Il place tout autant l'accent sur le contraste centres/périphéries dans ses formes propres au capitalisme historique (« européen » d'origine). Il s'agit là d'un contraste qualitativement différent de celui qui caractérisait les rapports entre les centres et les périphéries des époques antérieures.

L'usage des mêmes termes pour analyser des systèmes d'époques différentes comportait évidemment le risque d'un glissement en direction de l'affirmation d'une analogie – superficielle, voire fautive, à mon avis. Je me suis donc retrouvé sur ce terrain à peu près seul avec Giovanni Arrighi, ayant, de mon côté, analysé ce contraste dans les termes d'une « mondialisation de la loi de la valeur » fondée sur « l'accumulation par dépossession », productrice du conflit grandissant et insurmontable dans le cadre du déploiement de la logique du capitalisme entre le centre impérialiste dominant et les périphéries dominées.

Ce n'est donc pas un hasard si c'est précisément sur cette question que mon analyse – que je prétends s'inscrivant dans l'analyse critique fondamentale de la société amorcée par Marx – se sépare de celles proposées par la plupart des écoles contemporaines de l'histoire globale.

Les unes – Wallerstein en particulier – admettant, comme moi, que la modernité capitaliste a créé une civilisation différente qualitativement de celle qui la précédait. Il reste que la définition que Wallerstein donne du capitalisme ignore l'aliénation marchande – centrale pour moi, comme pour Marx, je crois. D'autres courants de l'histoire globale nient carrément toute validité de l'accent placé sur la transformation qualitative pour lui substituer la vision continue d'une « accumula-

tion » en croissance quantitative permanente. Un grand nombre de travaux – par ailleurs remarquables – placent ainsi l'accent sur les échanges commerciaux et les transferts des connaissances technologiques et institutionnelles, comme des croyances religieuses et des manières culturelles, et signalent dans ce cadre les apports antérieurs des Orient à l'invention tardive du « capitalisme » européen. André Gunder Frank s'est rallié à ce courant, à partir de son ouvrage *Re-Orient*. Ma thèse concernant la succession des vagues d'inventions de la modernité capitaliste intègre l'apport des travaux de ces écoles de l'histoire globale, mais, je pense, les enrichit par la mise en relief du saut qualitatif.

Les écoles de l'histoire globale nord-américaine ignorent la distinction entre rapports marchands et rapports marchands capitalistes. L'équation des échanges marchands ($M \rightarrow E \rightarrow M'$) rappelle que le gain (alors improprement qualifié d'accumulation) résulte d'un commerce de marchandises, lesquelles ont été produites dans le cadre de rapports de production non capitalistes, par des paysans ou des artisans, quand bien même ceux-ci auraient été dans certaines circonstances soumis et dominés par le « capital » marchand, et quand bien même l'organisation des productions concernées aurait employé des travailleurs salariés. Dans l'équation $M \rightarrow P \rightarrow M'$, P symbolise la production organisée dans le cadre des rapports sociaux spécifiques au capitalisme : propriété des moyens de production (« modernes » : l'usine) séparée des producteurs (salariés, vendeurs de leur force de travail).

Sans ces rapports, il n'y a ni capital (qui est constitué de rapports sociaux, non réductibles à la « chose » qui les représente : les équipements), ni plus-value répartie entre salaires et profits, ni aliénation marchande capitaliste à proprement parler (le salaire paraît constituer le prix du travail alors qu'il est le prix de la force de travail, et, en complément logique, le capital paraît lui-même productif), ni accumulation du capital. Cette confusion ne permet pas de donner toute sa portée à la transformation qualitative de la société qui se met en place avec la révolution industrielle du XIXe siècle.

Certes, celle-ci ne surgit pas du néant, mais est le produit d'une longue incubation préparée par une dizaine de siècles d'expansions (souvent suivies de contractions) d'aires d'échanges marchands intenses. Ceux-ci ont certes amorcé de rapports « proto-capitalistes » ici ou là (mais pas toujours), ont certes conduit à l'invention de pans avancés des instruments essentiels à l'éclosion capitaliste : le crédit tout particulièrement, la « mondialisation » homogénéisante - en fait plus fréquemment la régionalisation – de l'instrument monétaire – les changes. Mais ces amorces ne constituent pas à elles seules un système de rapports sociaux capitalistes.

Wallerstein accepte toujours la validité de la prise en considération de la transformation qualitative que la modernité capitaliste représente, bien que sa définition du capitalisme demeure descriptive et incomplète. On ne s'étonnera pas alors que d'autres théoriciens de l'histoire globale et de l'économie-monde (André Gunder Frank dans ses derniers ouvrages) aient carrément renoncé à don-

ner une signification quelconque au concept de mode de production et parlé de « capitalisme » existant depuis l'origine de l'humanité.

En contrepoint, tous les apports – considérables – des écoles de l'histoire globale sont parfaitement cohérents avec leur interprétation « marxiste », formulée en termes d'expression des contradictions internes propres à ce que j'ai qualifié de « famille des formations tributaires » produisant les « inventions » associées aux expansions marchandes préparant leur coagulation dans le mode de production capitaliste nouveau.

Les thèses que j'ai développées dans mes réflexions concernant l'histoire globale ne m'ont jamais paru exiger « l'abandon du marxisme ». Bien au contraire, c'est en partant de Marx qu'il m'est paru possible de sortir des ornières empiristes dans lesquelles se sont enlisés bon nombre des auteurs de l'histoire globale. J'ose même prétendre que cette attitude qui part de Marx et n'hésite pas à développer et à enrichir la méthode du matérialisme historique amorcée, mais seulement amorcée, par Marx permet seule de progresser dans l'analyse de l'histoire globale.

On peut comprendre que des historiens sérieux, lassés des marxismes d'Eglises et de leurs exégèses des textes sacrés du maître comme des marxismes d'appareils préoccupés de justifier par des moyens de fortune (honnêtes ou moins honnêtes) les exigences de leurs prises de position quotidiennes face au défi signalé plus haut (mais jamais reconnu comme tel), aient jeté le bébé (Marx) avec l'eau du bain (les marxismes historiques). En refusant de céder à l'air du temps, je crois avoir choisi l'option la plus fertile pour l'analyse et l'action. Au lecteur d'en juger pour ce qui est ici de mes contributions aux débats concernant l'histoire globale.

J'avais donc adopté dès l'origine (ma thèse de doctorat) un double point de vue délibérément mondialiste (dans le jargon d'aujourd'hui de l'histoire « globale » – « *global history* ») et critique radicale de l'eurocentrisme. Je tentais d'avancer des analyses marxistes s'inscrivant dans cette ligne de pensée, de ce fait critiques de celles des marxismes historiques (en particulier celles des « cinq stades » et celles des « deux lignes, européenne et asiatique »). Vers la fin des années 1960, nous nous sommes rencontrés donc très « naturellement » – André Gunder Frank, Giovanni Arrighi, Immanuel Wallerstein et moi-même – partageant ce même point de vue général. Ce n'est donc pas un hasard si cette « Bande des Quatre », comme on nous a appelés plus tard, a produit ensemble quelques ouvrages qui, je crois, ont été en avance sur leur temps. Nous proposons une analyse de la « longue crise », amorcée dès les années 1970 (et dont nous ne sommes pas encore sortis !), lue comme une crise de la mondialisation capitaliste.

Cette convergence essentielle n'excluait pas bien entendu la diversité de nos analyses, néanmoins plutôt complémentaires que contradictoires. Certaines de ces divergences ont par la suite pris une dimension marquée, comme en témoigne ma critique de *Re-Orient*, reprise dans cet ouvrage. J'ai choisi pour cette collection des articles qui placent l'accent sur la puissance inégalée de la méthode de Marx (pas nécessairement celle des marxismes historiques) pour l'analyse de « l'histoire globale ». L'angle de vision est celui d'un observateur « afro-asiatique ». Mes

publications en arabe et les traductions de mes ouvrages en de nombreuses langues, en particulier en chinois et en arabe, ont facilité l'élargissement de la sphère des débats, en les faisant sortir du monde académique étatsunien et de leurs reprises tardives par leurs émules européens.



Le conflit capitalisme/socialisme et le conflit Nord/Sud : deux conflits indissociables

1. L'internationalisme indispensable

Le conflit Nord/Sud (Centres/Périphéries) est une donnée première dans toute l'histoire du déploiement capitaliste. Le capitalisme historique (il n'y en a pas d'autres, sauf dans l'imaginaire irréel de la doctrine libérale) se confond avec l'histoire de la conquête du monde par les Européens et leurs descendants qui ont fait les Etats-Unis (plus le Canada et l'Australie). Une conquête victorieuse pendant quatre siècles – de 1492 à 1917- devant laquelle les résistances des peuples victimes avaient toujours échoué. Un succès donc qui permettait de fonder sa légitimité par la supériorité du système européen, synonyme de modernité, de progrès, de bonheur, pour employer les termes de la doctrine anglaise de « l'utilitarisme », fondement de l'eurocentrisme. Une conquête qui a persuadé les peuples des centres impérialistes (tous Européens d'origine, auxquels se sont agrégés les Japonais qui ont choisi d'imiter leurs prédécesseurs, mais dont ont été exclus les Latino-Américains) de leur droit « préférentiel » aux richesses de la planète. Une sorte de racisme profond qui ne revêt plus les formes primitives de la croyance dans l'inégalité des « races ».

Cette page de l'histoire est en voie d'être tournée, remise en question par l'éveil du Sud. Un éveil qui s'est manifesté tout au long du XXe siècle par les révolutions conduites au nom du socialisme dans la semi-périphérie russe puis dans les périphéries de Chine, Vietnam, Cuba, comme par les libérations nationales d'Asie et d'Afrique et les avancées de l'Amérique latine. J'ai proposé, pratiquement à travers tous mes écrits, des analyses concrètes de ces remises en cause comme des développements plus théoriques et généraux de leur articulation aux transformations du système capitaliste/impérialiste. Le petit ouvrage de Claudia Roffinelli (*La teoría del sistema capitalista mundial, Una aproximación al pensamiento de Samir Amin*, Ruth Ed, Panama, 2005; en voie de publication en français) propose une synthèse excellente de mes thèses.

La lutte des peuples du Sud pour leur libération – désormais victorieuse dans sa tendance générale – s'articule à la remise en question du capitalisme. Cette conjonction est inévitable. Les conflits capitalisme/socialisme et Nord/Sud sont indissociables. Il n'y a pas de socialisme concevable hors de l'universalisme, qui implique l'égalité des peuples. Dans les pays du Sud, les majorités sont victimes du système, dans ceux du Nord, ils en sont les bénéficiaires. Les uns et les autres le savent parfaitement, bien que souvent, soit ils s'y résignent (dans le Sud), soit ils s'en félicitent (dans le Nord). Ce n'est donc pas un hasard si la transformation radicale du système n'est pas à l'ordre du jour dans le Nord, tandis que le Sud constitue toujours « la zone des tempêtes », des révoltes répétées, potentiellement révolutionnaires. De ce fait les initiatives des peuples du Sud ont été décisives dans la transformation du monde, comme toute l'histoire du XXe siècle le démontre. Constaté ce fait permet de situer dans leur cadre les luttes de classes dans le Nord : celui de luttes économiques revendicatives qui, en général, ne remettent en question ni la propriété du capital ni l'ordre mondial impérialiste.

Cela est particulièrement visible aux Etats-Unis dans le cadre d'une culture politique du consensus. La situation est plus complexe en Europe du fait de sa culture politique du conflit opposant droite et gauche, depuis les Lumières et la révolution française, puis avec la formation d'un mouvement ouvrier socialiste et la révolution russe (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). Néanmoins, l'américanisation des sociétés européennes, en cours depuis 1950, atténue graduellement ce contraste. De ce fait également, les modifications de la compétitivité comparée des économies du capitalisme central, associées aux développements inégaux des luttes sociales, ne méritent pas d'être placées au centre des transformations du système mondial, ni au cœur des différentes variantes possibles des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe, comme le pensent beaucoup des partisans du projet européen.

De leur côté, les révoltes du Sud, quand elles se radicalisent, se heurtent aux défis du sous-développement. Leurs « socialismes » sont de ce fait toujours porteurs de contradictions entre les intentions de départ et les réalités du possible. La conjonction, possible mais difficile, entre les luttes des peuples du Sud et celles de ceux du Nord constitue le seul moyen de dépasser les limites des uns et des autres. Cette conjonction définit ma lecture du marxisme. Une lecture qui part de Marx, refuse de s'arrêter à lui, ou Lénine ou Mao. Un marxisme conçu comme méthode d'analyse et d'action (la dialectique matérialiste) et non comme l'ensemble des propositions tirées de l'usage de celle-ci, et donc un marxisme qui ne craint pas de rejeter certaines conclusions, fussent-elles de Marx, un marxisme sans rivages, toujours inachevé.

C'est pourquoi je suis un internationaliste. J'ai toujours pensé que le capitalisme étant un système mondial et non la simple juxtaposition de systèmes capitalistes nationaux, les luttes politiques et sociales, pour être efficaces, devaient être conduites simultanément dans l'aire nationale (qui reste décisive parce que les conflits, les alliances et les compromis sociaux et politiques se nouent dans

cette aire) et au plan mondial. Ce point de vue – banal à mon avis – me paraît avoir été celui de Marx et des marxismes historiques (« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous »), ou dans la version maoïste enrichie : « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous ». Les débats et combats auxquels j'ai participé se situaient simultanément dans ces différents plans. Cela impliquait évidemment non pas un « tiers- mondisme », mais un « mondialisme » (ou internationalisme), nuance forte sur laquelle je me suis exprimé souvent. De là, ma défense de l'idée d'une Cinquième Internationale nécessaire (Cf. S. Amin, *Pour la cinquième internationale*, 2007). La nature de ces débats impliquait que nous cherchions à construire des ponts efficaces pour l'action internationale.

Dans le moment actuel, la page de la libération du Sud paraît néanmoins tournée. Les classes dirigeantes du Sud semblent accepter de se soumettre aux exigences de la mondialisation, les unes avec l'espoir d'en tirer profit, les autres contraintes. L'« occidentalisation » du monde est en marche. La doctrine libérale triomphe et croit trouver la preuve de la justesse de sa vision: l'homogénéisation du monde, le « rattrapage » serait possible dans le capitalisme, sa réalisation dépend de l'intelligence des classes dirigeantes concernées. Je crois avoir fourni de bons arguments qui démontrent qu'il n'en est rien, que la polarisation commande l'avenir du système comme son passé. La libération des peuples du Sud reste donc indissociable de la construction d'une perspective socialiste, de la progression du capitalisme au socialisme mondial.

Illusion, répète-t-on, que l'effondrement définitif des modèles soviétiques et maoïstes illustre. J'ai déjà répondu à cette conclusion hâtive. Le socialisme est nécessaire et possible. Mais ce possible ne deviendra réalité que si l'articulation libération du Sud/invention des étapes de la longue transition au socialisme mondial s'organise avec l'efficacité nécessaire pour « changer le monde ». Cela implique que s'affirme « la vocation afro-asiatique » du marxisme, comme je l'ai écrit. Certes, le Sud ne paraît pas engagé actuellement sur cette voie. Au contraire, ce sont les illusions passéistes qui ont le vent en poupe chez beaucoup de ses peuples. L'Amérique latine, mais surtout la Chine, qui font exception, feront-elles sortir des ornières ? Je le crois possible. Un nouveau « front du Sud » (« Bandoeng 2 ») peut associer dans des formules diverses à géométrie variable Etats et peuples du Sud. Un Bandoeng mieux armé que le premier, les pays du Sud ayant désormais beaucoup plus de possibilités fructueuses de coopération.

Il est impossible de dessiner la trajectoire que dessineront ces avancées inégales produites par les luttes au Sud et au Nord. Mon sentiment est que le Sud traverse actuellement un moment de crise, mais que celle-ci est une crise de croissance, au sens que la poursuite des objectifs de libération de ses peuples est irréversible. Il faudra bien que ceux du Nord en prennent la mesure, mieux, qu'ils soutiennent cette perspective et l'associent à la construction du socialisme. Un moment de solidarité de cette nature a bien existé à l'époque de Bandoeng. A l'époque, les jeunes Européens affichaient leur « tiers-mondisme », sans doute naïf, mais combien plus sympathique que leur repliement actuel !

Sans revenir sur les analyses du capitalisme mondial réellement existant que j'ai développées ailleurs, je rappellerai simplement leurs conclusions : qu'à mon avis, l'Humanité ne pourra s'engager sérieusement dans la construction d'une alternative socialiste au capitalisme que si les choses changent aussi en Occident développé. Cela ne signifie en aucune manière que les pays de la périphérie doivent attendre ce changement et, jusqu'à ce qu'il se produise, se contenter de « s'ajuster » aux possibilités qu'offre la mondialisation capitaliste. Au contraire, c'est plus probablement dans la mesure où les choses commenceront à changer dans les périphéries que les sociétés de l'Occident, contraintes de s'y faire, pourraient être amenées à leur tour à évoluer dans le sens requis par le progrès de l'Humanité tout entière. A défaut le pire, c'est-à-dire la barbarie et le suicide de la civilisation humaine, reste le plus probable. Je situe bien entendu les changements souhaitables et possibles dans les centres et dans les périphéries du système global dans le cadre de ce que j'ai appelé « la longue transition ». Mes analyses me conduisaient également à situer en Chine, et peut-être en Europe, les probabilités les plus grandes d'évolutions favorables possibles. Je reconnais néanmoins que la part d'intuition dans ce type d'analyses « futuristes » ne peut jamais être éliminée.

2. Le défi dans les périphéries du système mondial

Quelles sont les conditions pour que les pays du Sud et de l'ancien Est poursuivent leur libération et l'inscrivent dans une perspective de socialisme mondial ?

Pendant quatre siècles d'expansion capitaliste, les périphéries ont été soumises à un ajustement structurel asymétrique permanent aux exigences de l'accumulation commandée par le Nord dominant. A partir du XIXe siècle, avec la révolution industrielle, cet ajustement a pris la forme de la construction du contraste centres industrialisés/périphéries interdites d'industrialisation. Cette asymétrie insupportable par l'écart croissant en termes de richesse et de pouvoirs entre les « partenaires » de la mondialisation impérialiste a été remise en cause à partir de la révolution russe en 1917.

L'expansion mondialisée du capitalisme ayant produit le contraste mentionné, on comprend que l'éveil des périphéries se soit donné l'objectif du « rattrapage » par l'accélération de l'industrialisation. Ce choix était -et demeure- incontournable. Mais il pose problème. Quel modèle d'industrialisation ? Imiter ce qui avait été réalisé dans les centres, et reproduire les rapports sociaux du capitalisme, indissociables de ce modèle ? Ou tenter d'associer les nécessités du rattrapage et celles de la construction d'autres rapports sociaux ? L'erreur du jugement conventionnel dominant selon lequel socialisme et nationalisme seraient définitivement dépassés repose sur une conception historique, de ce fait sans valeur scientifique. Dans la réalité de l'histoire, à travers les expériences des socialismes, tentées au cours du siècle passé, comme celles des nationalismes populaires d'Asie et d'Afrique, se sont exprimées avec toute leur ampleur les tragédies des grandes révolutions. Je reprendrai donc ici brièvement ce que j'ai

déjà dit sur ce sujet et sur celui de la contribution du maoïsme (Cf. S. Amin, *Pour la cinquième internationale*, pages 22 et suivantes).

Le drame des grandes révolutions

Ce drame trouve son origine dans la contradiction entre les tâches du rattrapage et les exigences d'une construction sociale innovante. Les « grandes révolutions » se distinguent par le fait qu'elles se projettent loin en avant vers l'avenir, par opposition aux autres (les « révolutions ordinaires »), qui se contentent de répondre aux exigences des transformations à l'ordre du jour du moment. De ce fait, toutes les grandes révolutions subissent le contrecoup de leur avance sur leur temps. Aux moments brefs de leur radicalisation succèdent des reculs et des restaurations réactionnaires. Par opposition, les autres révolutions (comme celles de l'Angleterre et des Etats-Unis) inaugurent le déploiement stable et calme du système, se contentant d'enregistrer les exigences des rapports sociaux et politiques en fait déjà mis en place dans le cadre du capitalisme naissant.

De ce fait, ces « révolutions » méritent à peine leur nom, tant sont marquants leurs compromis avec les forces du passé et leur absence de vision de l'avenir plus lointain. En dépit de leurs « échecs », les grandes révolutions font l'histoire – à plus longue portée. Par les valeurs d'avant-garde qui définissent leur projet, elles permettent aux utopies créatrices de poursuivre la conquête des esprits et, en définitive de réaliser l'ambition suprême de la modernité, qui est de faire des êtres humains les sujets actifs de leur histoire. Ces valeurs font contraste avec celles de l'ordre bourgeois instauré ailleurs qui promeuvent des comportements d'ajustement passif aux exigences dites objectives du déploiement du capital, et donnent toute sa puissance à l'aliénation économiciste qui sous-tend cette soumission.

Le déploiement mondial du capitalisme a toujours été polarisant dès l'origine et à chacune des étapes de son histoire. De ce fait, l'impérialisme a mis à l'ordre du jour non pas tant la maturation des conditions permettant des « révolutions socialistes » (ou des accélérations des évolutions allant dans cette direction) dans les centres du système mondial que des remises en cause de son ordre à partir des révoltes de ses périphéries. Ce n'est donc pas un hasard si la Russie de 1917 constitue le « maillon faible » du système, ni que la révolution au nom du socialisme se déplace par la suite vers l'Est (la Chine, entre autres), tandis que sont déçues les attentes d'un effondrement à l'Ouest, dans lequel Lénine plaçait ses espoirs.

De ce fait, les sociétés révolutionnées en question sont confrontées à la tâche double et contradictoire à la fois de « rattraper » (ce qui implique le recours à des méthodes analogues à celles du capitalisme) et de « faire autre chose » (« construire le socialisme »). La combinaison de ces tâches a été ici ou là ce qu'elle a été ; elle aurait peut-être pu être meilleure, au sens qu'elle aurait permis le renforcement progressif des aspirations communistes au fur et à mesure des avancées du rattrapage. Toujours est-il que cette contradiction réelle est au cœur du façonne-

ment des conditions objectives de l'évolution historique des sociétés post-révolutionnaires.

Dans les périphéries du capitalisme mondialisé – par définition « la zone des tempêtes » dans le système impérialiste –, une forme de la révolution demeurerait bien à l'ordre du jour. Mais son objectif demeurerait par nature ambigu et flou : libération nationale de l'impérialisme (et maintien de beaucoup, ou même de l'essentiel, des rapports sociaux propres à la modernité capitaliste), ou davantage ? Qu'il s'agisse des révolutions radicales de la Chine, du Viet Nam et de Cuba, ou de celles qui ne le furent pas, ailleurs en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le défi demeurerait : « rattraper » et/ou « faire autre chose » ? Ce défi s'articulait à son tour à une autre tâche considérée également prioritaire : défendre l'Union soviétique encerclée. L'Union soviétique, plus tard la Chine se sont trouvées confrontées à des stratégies d'isolement systématique déployées par le capitalisme dominant et les puissances occidentales.

On comprend alors que, la révolution dans l'immédiat n'étant pas à l'ordre du jour ailleurs, la priorité ait été généralement donnée à la sauvegarde des Etats post-révolutionnaires. Les stratégies politiques mises en œuvre – dans l'Union soviétique de Lénine puis de Staline et de ses successeurs, dans la Chine maoïste puis post-maoïste, celles déployées par les pouvoirs d'Etat nationaux populistes en Asie et en Afrique, celles proposées par les avant-gardes communistes (qu'elles se soient situées dans le sillon de Moscou ou de Pékin ou qu'elles aient été indépendantes) se sont toutes définies par rapport à la question centrale de la défense des Etats post-révolutionnaires.

L'Union soviétique et la Chine ont à la fois connu les vicissitudes des grandes révolutions et été confrontées aux conséquences de l'expansion inégale du capitalisme mondial. L'une et l'autre ont progressivement sacrifié les objectifs communistes d'origine aux exigences immédiates du rattrapage économique. Ce glissement, abandonnant l'objectif de la propriété sociale par lequel se définit le communisme de Marx pour lui substituer la gestion étatique et s'accompagnant par le déclin de la démocratie populaire, étouffée par la dictature brutale (et parfois sanglante) du pouvoir post-révolutionnaire, préparait l'accélération de l'évolution vers la restauration du capitalisme, commune aux deux expériences, en dépit de la diversité de leurs cheminements.

Dans les deux expériences, la priorité a été donnée à la « défense de l'Etat post-révolutionnaire » et les moyens internes déployés à cette fin ont été accompagnés de stratégies extérieures priorisant cette défense. Les partis communistes ont été alors invités à s'aligner sur ces choix non seulement dans leur direction stratégique générale, mais même dans leurs ajustements tactiques au jour le jour. Cela ne pouvait produire rien d'autre qu'un affadissement rapide de la pensée critique des révolutionnaires dont le discours abstrait sur la « révolution » (toujours « imminente ») éloignait de l'analyse des contradictions réelles de la société, soutenu par le maintien des formes d'organisation quasi-militaires contre vents et marées.

Les avant-gardes qui refusaient l'alignement, et parfois osaient regarder en face la réalité des sociétés post-révolutionnaires, n'ont néanmoins pas renoncé à l'hypothèse léniniste d'origine (la « révolution imminente »), sans tenir compte que celle-ci était de plus en plus visiblement démentie dans les faits. Il en a été ainsi du trotskysme et des partis de la IVe Internationale. Il en a été ainsi d'un bon nombre d'organisations révolutionnaires activistes, inspirées parfois par le maoïsme, ou par le « Guevarisme ». Les exemples en sont nombreux, des Philippines à l'Inde (les Naxalites), du monde arabe (avec les Nationalistes arabes et leurs émules au Yémen du Sud) à l'Amérique latine (Guevarisme).

Les grands mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, entrés en conflit ouvert avec l'ordre impérialiste, se sont heurtés, comme ceux qui ont conduit des révolutions au nom du socialisme, aux exigences conflictuelles du « rattrapage » (la « construction nationale ») et de la transformation des rapports sociaux en faveur des classes populaires. Sur ce second plan, les régimes « post-révolutionnaires » (ou simplement post-indépendance reconquise) ont certainement été moins radicaux que les pouvoirs communistes, raison pour laquelle je qualifie les régimes en question en Asie et en Afrique de « nationaux - populistes ». Ces régimes se sont d'ailleurs parfois inspirés des formes d'organisation (parti unique, dictature non démocratique du pouvoir, gestion étatiste de l'économie) mises au point dans les expériences du « socialisme réellement existant ». Ils en ont généralement dilué l'efficacité par leurs options idéologiques floues et les compromis avec le passé qu'ils ont acceptés.

C'est dans ces conditions que les régimes en place, comme les avant-gardes critiques (le communisme historique dans les pays en question), ont été invités à leur tour à soutenir l'Union soviétique (et plus rarement la Chine) et à bénéficier de son soutien. La constitution de ce front commun contre l'agression impérialiste des Etats-Unis et de leurs partenaires européens et japonais a certainement été bénéfique pour les peuples d'Asie et d'Afrique. Ce front anti-impérialiste ouvrait une marge d'autonomie à la fois pour les initiatives des classes dirigeantes des pays concernés et pour l'action de leurs classes populaires. La preuve en est fournie par ce qui est advenu par la suite, après l'effondrement soviétique.

Ce qui était par contre discutable, c'était les conditions que l'Union soviétique a imposées aux forces politiques engagées aux côtés des classes populaires dans les pays alliés (et singulièrement aux partis communistes). On aurait pu imaginer que dans ce front anti-impérialiste ces partis conservent l'autonomie entière de leur mouvement, reconnaissant par là même la dualité conflictuelle des intérêts et des projets sociaux des partenaires associés dans le front. Car les classes dirigeantes poursuivaient dans ce cadre un projet de nature capitaliste en définitive, bien que « national », tandis que la satisfaction des intérêts des classes populaires exigeait de dépasser cette perspective dont l'histoire a d'ailleurs démontré les limites étroites. Tout au contraire, les choix de l'Etat soviétique ont nourri les illusions que le projet capitaliste national portait en lui, affaiblissant par là même

l'expression autonome des classes populaires. L'invention de la prétendue « voie non capitaliste » exprimait ce choix.

Sans doute à l'époque – celle de Bandoeng (1955-1975) – faire la distinction entre les intérêts des pouvoirs et ceux de leurs peuples était-il difficile. Ces pouvoirs étaient fraîchement issus d'immenses mouvements de libération qui avaient mis en déroute l'impérialisme dans ses formes anciennes (« coloniales » et « semi-coloniales »), parfois de véritables révolutions associées à ces mouvements (Chine, Viet Nam, Cuba). Ils étaient encore « proches » de leurs peuples, et bénéficiaient d'une forte légitimité.

La contribution du maoïsme

Le marxisme de la IIe Internationale, ouvriériste et eurocentriste, partageait avec l'idéologie dominante de l'époque une vision linéaire de l'histoire selon laquelle toutes les sociétés doivent passer par une étape de développement capitaliste (dont la colonisation – de ce fait « historiquement positive » – jetait les germes) avant de pouvoir aspirer au socialisme. L'idée que le « développement » des uns (les centres dominants) et le « sous-développement » des autres (les périphéries dominées) étaient indissociables comme les deux faces d'une même pièce, produits immanents l'un et l'autre de l'expansion mondiale du capitalisme, lui était parfaitement étrangère.

Dans un premier temps, Lénine prend quelques distances avec la théorie dominante de la IIe Internationale, et conduit avec succès la révolution dans le « maillon faible » (la Russie), mais toujours avec la conviction que celle-ci sera suivie par une vague de révolutions socialistes en Europe. Espoir déçu. Lénine amorce alors une vision qui donne plus d'importance à la transformation des rébellions de l'Orient en révolutions. Mais il appartenait au Parti communiste chinois (PCC) et à Mao de systématiser cette perspective nouvelle.

La révolution russe avait été conduite par un parti bien implanté dans la classe ouvrière et dans l'intelligentsia radicale. Son alliance avec la paysannerie (que le Parti Socialiste Révolutionnaire représentait) – en uniformes de soldats – s'est imposée naturellement. La réforme agraire radicale qui en a résulté donnait enfin satisfaction au vieux rêve des paysans russes : devenir propriétaires. Mais ce compromis historique portait en lui-même les germes de ses limites : le « marché » devait produire par lui-même, comme toujours, une différenciation grandissante au sein de la paysannerie (le phénomène bien connu de la « koulakisation »).

La révolution chinoise s'est déployée dès l'origine (ou du moins à partir des années 1930) sur d'autres bases garantissant une alliance solide avec la paysannerie pauvre et moyenne. Par ailleurs, la dimension nationale – la guerre de résistance à l'agression japonaise – a également permis au front dirigé par les communistes de recruter largement dans les classes bourgeoises déçues par les faiblesses et les trahisons du Kuo Min Tang. La révolution chinoise, de ce fait, a produit une situation nouvelle différente de celle de la Russie post-révolutionnaire. La révo-

lution paysanne radicale a supprimé l'idée même de propriété privée du sol agraire, et lui a substitué la garantie, pour tous les paysans, d'un accès égal à celui-ci.

Jusqu'à ce jour, cet avantage décisif, qui n'est partagé par aucun autre pays en dehors du Vietnam, constitue l'obstacle majeur à une expansion dévastatrice du capitalisme agraire. Les débats en cours en Chine portent en grande partie sur cette question. J'y renvoie le lecteur (Cf. S. Amin, *Pour un monde multipolaire*, chapitre Chine, Paris 2005 ; S. Amin, Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché, *Alternatives Sud*, vol. VIII, n° 1, 2001). Mais par ailleurs, le ralliement de nombreux bourgeois nationalistes au Parti Communiste devait par la force des choses exercer une influence idéologique propice à soutenir les dérives de ceux que Mao a qualifiés de partisans de la voie capitaliste (« capitalist roaders »).

Le régime post-révolutionnaire en Chine n'a pas seulement à son actif nombre de réalisations politiques, culturelles, matérielles et économiques plus qu'appréciables (l'industrialisation du pays, la radicalisation de sa culture politique moderne etc.). La Chine maoïste a résolu le « problème paysan » au cœur du drame du déclin de l'Empire du Milieu pendant deux siècles décisifs (1750-1950). Je renvoie ici à mon ouvrage *L'avenir du maoïsme* (1981, page 57). De surcroît, la Chine maoïste est parvenue à ces résultats en évitant les dérives les plus dramatiques de l'Union soviétique : la collectivisation n'a pas été imposée par la violence meurtrière, comme ce fut le cas avec le stalinisme, les oppositions au sein du parti n'ont pas donné lieu à l'instauration de la terreur (Deng a été écarté, il est revenu...).

L'objectif d'une égalité relative sans pareille, concernant tant la répartition des revenus entre les paysans et les ouvriers qu'au sein de ces classes et entre elles et les couches dirigeantes, a été poursuivi – avec des hauts et des bas bien sûr – avec ténacité et formalisé par des options de stratégie de développement qui font contraste avec celles de l'URSS (ces options ont été formulées dans les « dix grands rapports » au début des années 1960). Ce sont ces succès qui rendent compte des succès ultérieurs du développement de la Chine post-maoïste à partir de 1980. Le contraste avec l'Inde qui, précisément, n'a pas fait de révolution, prend ici toute sa signification, non seulement pour rendre compte des parcours différents durant les décennies 1950 à 1980, mais encore des perspectives d'avenir probables (et/ou possibles) diverses. Ce sont ces succès qui expliquent que la Chine post-maoïste, inscrivant désormais son développement dans la nouvelle mondialisation capitaliste (par « l'ouverture »), n'a pas subi de chocs destructeurs analogues à ceux qui ont suivi l'effondrement de l'URSS.

Les succès du maoïsme n'avaient pas pour autant réglé « définitivement » (de manière « irréversible ») la question de la perspective à plus long terme au bénéfice du socialisme. D'abord, parce que la stratégie du développement des années 1950-1980 avait épuisé son potentiel et que, entre autres, une ouverture (fût-elle contrôlée) s'imposait (Cf. *L'avenir du maoïsme*, pp. 59-60), laquelle comportait, comme la suite l'a démontré, le risque de renforcer les tendances d'une évolution en direction du capitalisme. Mais encore, parce que simultanément le système de

la Chine maoïste combinait les tendances contradictoires au renforcement des options socialistes et à leur affaiblissement.

Mao, conscient de cette contradiction, a tenté de tordre le bâton en faveur du socialisme par le moyen d'une « Révolution Culturelle » (de 1966 à 1974). « Feu sur le quartier général » (le Comité Central du Parti), siège des aspirations bourgeoises de la classe politique aux postes de commande. Mao a cru que, pour mener à bien cette correction du cours, il pouvait s'appuyer sur la « jeunesse » (ce qui, entre autres, a largement inspiré le 1968 européen – voir le film de Godard « La Chinoise »). La suite des événements a montré l'erreur de ce jugement. La page de la Révolution Culturelle tournée, les partisans de la voie capitaliste se trouvaient encouragés à passer à l'offensive.

Le combat entre la voie socialiste, longue et difficile, et l'option capitaliste à pied d'œuvre, n'est certainement pas « définitivement dépassé ». Comme ailleurs dans le monde, le conflit qui oppose la poursuite du déploiement capitaliste à la perspective socialiste constitue le vrai conflit de civilisation de notre époque. Mais dans ce combat, le peuple chinois dispose de quelques atouts importants, qui sont l'héritage de la Révolution et du maoïsme. Ces atouts opèrent dans des domaines divers de la vie sociale ; ils se manifestent avec force, entre autres, par la défense par la paysannerie de la propriété d'Etat du sol agraire et la garantie de l'accès de tous à celui-ci.

Le maoïsme a contribué d'une manière décisive à prendre la mesure exacte des enjeux et du défi que représente l'expansion capitaliste/impérialiste mondialisée. Il nous a permis de placer au centre de l'analyse de ce défi le contraste centres/périphéries immanent à l'expansion du capitalisme « réellement existant », impérialiste et polarisant par nature, et d'en tirer toutes les leçons qu'il implique pour le combat socialiste, tant dans les centres dominants que dans les périphéries dominées. Ces conclusions ont été résumées dans une belle formule « à la chinoise » : « Les Etats veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution ». Les Etats – c'est-à-dire les classes dirigeantes (de tous les pays du monde, quand elles sont autre chose que des laquais, courroies de transmission de forces extérieures) – s'emploient à élargir l'espace de mouvement qui leur permet de manœuvrer dans le système mondial (capitaliste) et de s'élever de la position d'acteurs « passifs » (condamnés à subir l'ajustement unilatéral aux exigences de l'impérialisme dominant) à celui d'acteurs « actifs » (qui participent au façonnement de l'ordre mondial). Les Nations – c'est-à-dire les blocs historiques de classes potentiellement progressistes – veulent la libération, c'est-à-dire le « développement » et la « modernisation ». Les peuples – c'est-à-dire les classes populaires dominées et exploitées – aspirent au socialisme. La formule permet de comprendre le monde réel dans toute sa complexité et, partant, de formuler des stratégies d'action efficace. Elle se situe dans une perspective de longue – très longue – transition du capitalisme au socialisme mondial, et, par là même, rompt avec la conception de la « transition courte » de la IIIe Internationale.

Un bilan contrasté, une page tournée, nouvelle étape, nouveaux défis pour les peuples du Sud

L'assimilation par le discours dominant des régimes de l'Est et du Sud, d'une part, des fascismes, d'autre part, tous confondus dans les termes insipides de totalitarisme, ne permet pas de faire le bilan de ce qu'ils furent, encore moins de définir des stratégies nouvelles pour faire face au défi.

Un bilan certes contrasté. A son actif, le fait que c'est bel et bien l'Armée Rouge qui a mis en déroute les Nazis. Que les effets destructeurs de la Guerre Froide, mise en oeuvre systématiquement par les Etats-Unis, aient été neutralisés pendant une trentaine d'années par le soutien soviétique aux Non-Alignés, contraignant l'impérialisme à s'ajuster à un monde polycentrique. A son actif, également l'accès au sol garanti à tous les paysans par les révolutions de la Chine et du Vietnam. A son actif, les immenses progrès des sociétés du Sud, leur amorce d'industrialisation (laquelle n'a pas été le produit « naturel » de l'expansion capitaliste, mais imposée par les victoires des peuples du Sud), le bond en avant en matière d'éducation et de santé (des progrès sans commune mesure avec les réalisations prétendues de la colonisation). Les limites et contradictions des systèmes en question ont été l'objet d'analyses et de critiques sévères (dont les miennes) sur lesquelles il n'est pas nécessaire de revenir ici. Ces limites ont leur part décisive dans les érosions et effondrements ultérieurs. Mais cela ne doit pas faire oublier l'hostilité permanente des puissances occidentales à leur égard.

La page est tournée. L'après-guerre avait été marquée par la coexistence de trois systèmes de forte régulation du capital (le compromis social capital/travail à l'Ouest, le « socialisme » à l'Est, des projets nationaux populaires au Sud). L'offensive du capital à partir des années 80 est parvenue à démanteler ces avancées. Les sociaux-démocrates, désormais ralliés au libéralisme, n'ont jamais compris que la défaite des « communistes » serait aussi la leur ! Simultanément, l'impérialisme renouvelait ses moyens de contrôle des périphéries par la mise en place de ce que j'ai appelé « les cinq nouveaux monopoles » de l'impérialisme collectif de la Triade, sur lesquels je reviendrai. Mais ce système est loin d'avoir acquis la stabilité que le discours dominant lui attribue.

L'image du Sud est aujourd'hui fortement contrastée. Il y a les pays du soviétisme dont les régimes sont tombés à droite (ce qui n'était pas la seule possibilité). Il y a la Chine dont les choix, fortement contradictoires, n'excluent pas la possibilité de permettre de nouvelles avancées (Cf. S. Amin, *Pour un monde multipolaire*, chapitre Chine ; également Lin Chun, *The transformation of chinese socialism*, 2005 ; Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing*, 2007). Il y a d'autres pays, qualifiés abusivement de pays « émergents », qui se nourrissent de l'illusion d'un développement possible dans la mondialisation en place. Il y a le « quart-monde », souvent victime d'involutions tragiques para-religieuses et para-ethniques (Cf. S. Amin, *Modernité, religions, démocratie*, en cours). Sans doute, en dépit de ces contrastes, les uns et les autres donnent-ils l'impression d'accepter le cadre de la

mondialisation en question. Encouragés par cette conjoncture, à mon avis provisoire, les Etats-Unis ont cru pouvoir prendre l'offensive et tenter d'imposer leur projet de « contrôle militaire de la planète » (Cf. S. Amin, *L'hégémonie des Etats-Unis et l'effacement du projet européen*).

La réaction des peuples du Sud et du Nord à cette offensive des oligopoles de la nouvelle ploutocratie financière de l'impérialisme collectif de la Triade ne s'est pas fait attendre. Les mouvements de résistance se sont fait entendre dès les années 90 et se sont déployés sur tous les terrains des interventions de l'adversaire, qu'il s'agisse de la défense des droits sociaux et démocratiques ou de la résistance à l'invasion militaire. Ces mouvements ont également à leur actif d'avoir amorcé l'invention de formes nouvelles d'organisation et d'action considérablement plus démocratiques que ne le furent celles mises en oeuvre dans la phase précédente des luttes émancipatrices. L'émergence des Forums sociaux en est l'expression. J'ai défini le défi auquel ces mouvements sont désormais confrontés dans les termes suivants : passer de la résistance à l'offensive et à la construction de l'alternative positive par la « convergence dans la diversité » (Cf. *Les forums sociaux sont-ils à la hauteur des défis ?*, chapitre cinq).

Passer à l'offensive pour les pays du Sud, c'est mettre en déroute les « cinq monopoles » qui constituent les moyens par lesquels l'impérialisme entend perpétuer sa domination.

La reproduction du pouvoir des oligopoles de la nouvelle ploutocratie financière passe par l'exercice de son contrôle des moyens financiers dont ils monopolisent la centralisation à la fois sur les plans internes (ce qui leur permet de prélever à leur profit une rente considérable) et international (nécessaire pour perpétuer la soumission des périphéries). C'est à mon avis à partir de cette seconde dimension que ce monopole sera remis en question (la faillite du FMI l'annonce déjà), même s'il n'est pas exclu que la revendication de restauration de la démocratie – fût-elle bourgeoise –, annihilée par le pouvoir ploutocratique en place, y contribue.

L'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète, nécessaire pour permettre la reproduction du capitalisme dans ses Centres, n'est pas viable. Le développement du Sud le remet en question. La thèse de la « décroissance » (Cf. Serge Latouche) est certainement fondée sur la constatation indiscutable qu'un usage rationnel de ces ressources, et j'ajouterai également réparti au bénéfice de tous les peuples, l'exige. Mais il me paraît évident que cette vision remet en question le capitalisme dans ce qu'il a de plus fondamental. C'est pourquoi l'amorce du changement est difficile à imaginer dans les pays du Nord, dont les sociétés sont les bénéficiaires du gaspillage qui caractérise leur « consommation ». Par contre les initiatives du Sud visant à reprendre le contrôle de leurs ressources pourront progressivement contraindre les pays du Nord à en accepter les exigences.

Le monopole des technologies et de l'information, que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tente d'imposer par les rentes de « propriété » qu'elle promet, sera certainement mis en échec, ne serait-ce que parce que les pays du

Sud ont désormais la maîtrise de la production de beaucoup de ces technologies. Le Sud n'est plus dans la situation où il se trouvait encore à l'époque de Bandoeng, démunie de moyens de développement autonome. Il peut désormais largement se passer du Nord et développer des formes de coopération multiples, commerciales et technologiques. L'amorce d'un Bandoeng 2, à géométrie variable, est déjà en voie de constitution.

Enfin, le monopole des armements de destruction massive, l'arme suprême par laquelle les Etats-Unis entendent poursuivre leur domination, est déjà en voie d'être neutralisé par la mise en déroute des aventures militaires de Washington et de ses alliés subalternes.

Mettre en déroute les nouveaux « avantages » de l'impérialisme, c'est opter pour un développement autocentré, déconnecté du système mondial (encore une fois non au sens absurde d'autarcique, mais dans celui qui est le mien : soumission des relations extérieures avec le monde impérialiste à la priorité du développement interne et du progrès social). Cette exigence est incontournable. La déconnexion est également indissociable du caractère populaire du pouvoir (par opposition au pouvoir comprador), seul capable de la promouvoir. Elle l'est pour le présent comme elle l'était dans le passé (Cf. S. Amin, *Le paradigme du développement*). Certes, la forme de cette déconnexion a évolué. Dans l'étape de Bandoeng, elle était synonyme d'industrialisation dans un cadre strictement national, même pour des pays de taille modeste. Aujourd'hui, si elle peut rester « nationale » pour les pays continents, elle exige pour les autres des formes de coopération régionale intense, construisant des complémentarités entre les partenaires, désormais possibles. La formule n'est pas celle de « marchés communs », mais d'associations à la fois économiques « planifiées » (non au sens soviétique, mais dans des formes qui associent la décision populaire aux politiques d'Etat) et politiques. L'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA) en constitue probablement un premier modèle.

Les politiques d'Etat de la Chine – en dépit de leurs limites et contradictions – et les avancées de l'Amérique latine amorcent ces exigences et possibilités nouvelles de sortie du Sud du système mondial impérialiste.

3. Le défi dans les centres impérialistes du système

Quelles sont les conditions permettant d'envisager que les pays du Nord s'écartent de la voie dans laquelle ils sont engagés depuis cinq siècles : celle de la guerre permanente contre les peuples du Sud et pendant longtemps des guerres non moins permanentes entre eux pour le partage du butin ?

Ma thèse est que le système impérialiste est passé à un stade nouveau de son développement, caractérisé par la substitution d'un impérialisme collectif de la Triade à la pluralité des impérialismes en conflit permanent dans l'histoire antérieure du capitalisme. Produite par la centralisation grandissante du capital, cette transformation place aux postes de commande une ploutocratie financière foncièrement antidémocratique (Cf. S. Amin, *Le capitalisme sénile*; S. Amin, *Pour un*

monde multipolaire; également François Morin, *Le nouveau mur de l'argent*, 2005). Devenu sénile, le capitalisme doit être dépassé par l'invention du socialisme du XXI^e siècle.

Mais le capitalisme ne mourra pas de sa belle mort; au contraire la ploutocratie en place n'a d'autre choix que celui de tenter de détruire le Sud, devenu capable de se développer par lui-même. Les peuples du Nord s'associeront-ils à leurs classes dirigeantes dans cette entreprise criminelle ? Mon analyse pour y répondre ne place pas l'accent, comme d'autres le font, sur les contradictions qui opposeraient les oligopoles des centres (en particulier les Etats-Unis et l'Europe), mais, comme on le verra dans ce qui suit, sur les singularités des cultures politiques des différents peuples concernés, qui permettent d'imaginer des ruptures du front des ploutocraties de la Triade. Car à mon avis, ces singularités expliquent autant les parcours du passé et les perspectives d'avenir que les conditions économiques et sociales générales. La pensée bourgeoise, dominée par l'économisme, l'ignore. Marx y portait une attention particulière. Mais pas le marxisme simplifié, comme en témoignent les discours de nombreux segments de l'extrême gauche européenne qui se contentent de stigmatiser le « capital exploiteur » sans souci de développer des stratégies politiques de lutte, lesquelles impliquent nécessairement qu'on n'ignore rien du poids des cultures politiques concrètes des peuples concernés.

Le lecteur de ce qui suivra jugera peut-être mes « jugements » un peu trop sévères. Ils le sont. Mes développements antérieurs concernant le Sud ne l'étaient pas moins. Au demeurant, les cultures politiques ne sont pas des invariants transhistoriques. Elles évoluent, parfois pour le pire, mais tout autant pour le meilleur. J'estime que la construction de la « convergence dans la diversité » dans la perspective socialiste l'exige.

Les Etats-Unis

J'ai explicité les raisons pour lesquelles je ne vois pas comment le vent du changement pourrait trouver son lieu de départ dans la métropole « la plus avancée » du capitalisme (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). Précisément parce que cette « perfection » du modèle capitaliste signifie que le peuple dans son ensemble est ici profondément aliéné dans la culture politique du « marché roi » et l'illusion que l'« individu » est également roi. Dans l'idéologie des Lumières, les valeurs de liberté et d'égalité sont associées comme si elles étaient naturellement convergentes, alors qu'elles sont contradictoires et que la construction de leur complémentarité éventuelle exige de penser un système social « au-delà du capitalisme ». Aux Etats-Unis, plus qu'ailleurs, la valeur « liberté » s'est imposée d'une manière unilatérale, légitimant l'inégalité. Que la liberté dans ces conditions soit dénuée de potentiel créatif, devenant soumission consensuelle manipulable, que « l'individu » sacralisé dans le discours ne soit plus en réalité qu'un pantin désossé incapable de participer à la construction de son avenir, ne sont pas l'objet de questionnement des victimes du système.

Par ailleurs, la politisation des luttes de classe a été ici handicapée par les communautarismes produits par la succession des vagues migratoires. J'ai proposé quelques développements sur ces questions relatives au façonnement historique de la culture politique singulière des Etats-Unis. Toujours est-il que cet état des choses permet à la classe dominante des Etats-Unis de gérer la société dans son intérêt exclusif, par des moyens redoutables associant cynisme dans les faits et hypocrisie extrême dans les discours. Comme Noam Chomsky, je crois que les Etats-Unis sont le véritable et principal « Etat-voyou » sur la scène du monde contemporain, pour employer la terminologie de Clinton ; et je m'attends toujours au pire de sa part (y compris le génocide de ses adversaires, comme l'a démontré le très courageux Daniel Ellsberg). L'élection – douteuse – de G.W. Bush est un quasi-coup d'Etat et les Etats-Unis sont désormais gouvernés par une véritable junta de criminels de guerre qui, entre autres, a donné à sa police des pouvoirs semblables à ceux qu'on ne trouve que dans les Etats policiers de l'histoire moderne.

A court terme, rien n'indique que le peuple américain soit capable de prendre conscience de la tragédie que porte en lui le projet démesuré et criminel de cette junta (« le contrôle militaire de la planète »), lequel entraîne le monde dans la guerre permanente et annihile le sens de la démocratie, devenue dérisoire. Toutes ces tristes réalités ne sont rien d'autre, à mon avis, que les ravages d'un capitalisme qui est ici, hélas, plus « pur » qu'il ne l'est ailleurs. Néanmoins, et en dépit de ce handicap structurel historique sérieux, le peuple américain a été l'un des trois seuls (avec les Français et les Suédois) qui aient réagi par un glissement à gauche, en réponse à la crise des années 1930.

Mon intuition est néanmoins que l'initiative du changement ne viendra pas de là-bas, même s'il n'est pas impossible que le wagon américain vienne par la suite s'accrocher à d'autres qui amorceraient le mouvement. J'avais, comme d'autres, placé quelques espoirs dans les Noirs Américains à l'époque héroïque des « Blacks Panthers ». J'ai dû constater que le mouvement des Noirs Américains, pour légitime qu'il fût, n'était pas à la hauteur du défi. Aucune analyse. Des attitudes purement émotives intériorisant le racisme, accepté et retourné. J'ai toujours pensé que les ravages du colonialisme interne étaient sans commune mesure avec ceux du colonialisme externe. L'esclavage, pratiqué dans la société des Etats-Unis, a donc produit des effets terribles en comparaison de ceux associés à l'esclavage pratiqué par les Européens dans de lointaines colonies (voir chapitre 4, annexe 2).

Le Japon

Voilà un pays qui est placé dans une posture exactement inverse : économie capitaliste dominante et simultanément ascendance culturelle non européenne. Laquelle de ces deux dimensions l'emportera : la solidarité avec les partenaires de la « triade » (les Etats-Unis et l'Europe) contre le reste du monde ou la volonté

d'indépendance, soutenue par « l'asiatisme » ? Les réflexions – voire les élucubrations – sur ce thème constituent à elles seules une bibliothèque entière.

L'analyse non seulement économique, mais également de la géopolitique du monde contemporain me conduit à conclure que le Japon restera dans le sillage de Washington. Comme l'Allemagne a accepté de l'être jusqu'à ce jour, pour des raisons en partie identiques. La globalisation à la mode est construite – comme on ne le dit presque jamais – sur une asymétrie entre les partenaires principaux de l'économie mondiale. Les Etats-Unis enregistrent un déficit structurel croissant de leur balance extérieure, la Chine et les autres concurrents capitalistes majeurs (en particulier l'Allemagne et le Japon) disposent de surplus importants. Cette asymétrie fonde une solidarité des partenaires dans le malheur. Car sa disparition entraînerait tout le capitalisme dans un chaos indescriptible dont l'humanité ne pourrait sortir qu'en amorçant l'invention d'un autre système. Aussi cette solidarité paraît-elle être bien solide : non seulement les classes dirigeantes du Japon et de l'Allemagne en ont une conscience claire, mais encore leurs peuples semblent en accepter le prix. Pourquoi et jusqu'à quand ?

Une réponse trop facile invoque à ce propos les traditions autocratiques, l'esprit de soumission, l'acceptation du principe de l'inégalité, etc. Ce sont là des réalités historiques, mais comme toutes celles-ci, elles n'ont pas vocation à être éternelles. Une réponse un peu meilleure, à mon avis, donne plus d'importance aux options stratégiques de Washington au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les Etats-Unis avaient alors choisi non pas de « détruire » ces deux adversaires – les seuls à avoir menacé l'inexorable essor du candidat à l'hégémonie mondiale que les Etats-Unis représentaient –, mais au contraire de les aider à se reconstruire et à devenir deux alliés fidèles. La raison évidente est qu'il y avait à l'époque une menace « communiste » réelle, que représentaient l'URSS et la Chine.

Ce que, soit dit en passant, les dirigeants de la nouvelle Russie n'ont pas compris. J'ai entendu dire par quelques-uns de ceux-là que, ayant opté pour le capitalisme, la Russie se trouvait désormais dans une situation analogue à celle du Japon et de l'Allemagne : elle a perdu la guerre, mais peut gagner la paix et la bataille économique. C'était oublier que n'ayant plus de concurrents dangereux, l'establishment américain a opté ici pour la destruction totale de son adversaire battu. Avec d'autant plus de cynisme que l'Europe lui emboîte le pas, sans vouloir comprendre qu'elle contribue ainsi à rendre beaucoup plus difficile la remise en cause de l'hégémonisme américain. Certes, on ne peut pas ne pas observer chez les Japonais « un certain complexe d'infériorité » envers la Chine : nous avons raté notre modernisation, ayant singé les Occidentaux, les Chinois feront mieux (la seconde partie est peut-être discutable, mais c'est là une autre question). Néanmoins, le rapprochement avec la Chine que cette ligne de pensée pourrait inspirer reste fort difficile. D'abord parce que le capital qui domine le Japon reste ce qu'il est, comme tout capital dominant impérialiste. Ensuite parce que les Chinois et les Coréens le savent, au-delà même de leur méfiance – justifiée – à l'égard de la puissance ennemie d'hier.

L'Europe

L'amorce d'un changement aurait-elle plus de chances en Europe qu'aux Etats-Unis ou au Japon ? Je le pense – intuitivement – sans sous-estimer néanmoins les difficultés tenant à la diversité « des Européens ».

La première raison de cet optimisme relatif tient au fait que les nations de l'Europe ont une histoire riche et variée, dont témoigne l'incroyable accumulation de ses vestiges médiévaux imposants. Mon interprétation de cette histoire n'est certainement pas celle de l'eurocentrisme dominant, dont j'ai rejeté (et, je pense, réfuté) les mythes, développant en contrepoint la thèse que les mêmes contradictions propres à la société médiévale qui ont été dépassées par l'invention de la modernité opéraient ailleurs. Néanmoins, je rejette avec autant de détermination les élucubrations « anti-européennes » de certains intellectuels du tiers-monde qui veulent se convaincre sans doute que leurs sociétés étaient plus riches, plus avancées, et même meilleures que celles de l'Europe médiévale « arriérée ». C'est oublier que le mythe du Moyen Age arriéré est lui-même le produit du regard ultérieur de la modernité européenne. En fait, si l'histoire pré-moderne de l'Europe n'est pas meilleure que celle d'autres régions du monde – les parcours historiques sont même plus semblables que beaucoup le pensent, à mon avis –, elle n'est certainement pas davantage « pire » ou « inférieure ». Et en tout état de cause ayant franchi la première le seuil de la modernité, l'Europe a acquis depuis des avantages qu'il me paraît absurde de nier.

L'Europe est bien entendu diverse, en dépit d'une certaine homogénéisation en cours et du discours « européen ». Dans cette Europe diverse, quels sont les éléments positifs et négatifs du point de vue du potentiel de changement ?

L'Angleterre et la France sont les initiateurs de la modernité, les deux sociétés qui l'ont construite systématiquement. Cette affirmation un peu brutale ne signifie pas que cette modernité n'ait pas eu des racines antérieures, en particulier dans les villes italiennes puis aux Pays-Bas. Les contributions de l'Angleterre et de la France dans la construction de la forme définitive de la modernité capitaliste, loin d'être similaires, se sont déployées selon des axes différents, même si on peut les lire comme ayant été peut-être finalement complémentaires.

L'Angleterre a traversé une période fort tumultueuse de son histoire à l'époque de la naissance des rapports capitalistes (mercantilistes) nouveaux ; elle s'est transformée de la « *Merry England* » médiévale dans la triste Angleterre puritaine, a exécuté son Roi et proclamé la République au XVIIe siècle. Puis tout s'est calmé ; elle a franchi l'étape de l'invention de la démocratie moderne, bien que censitaire, au XVIIIe, siècle puis au XIXe siècle celle de l'accumulation ouverte par la révolution industrielle sans conflits majeurs. Non sans luttes de classes certes, qui culminent avec le chartisme au milieu du siècle dernier, mais sans que ces luttes ne se politisent au point de remettre en cause le système dans son ensemble. Et ce caractère paraît bien se prolonger jusqu'à nos jours.

La France par contre franchit les mêmes étapes à travers une série ininterrompue de conflits politiques violents. C'est la révolution française qui invente les dimensions politiques et culturelles de la modernité contradictoire du capitalisme. C'est en France que des luttes des classes populaires, pourtant beaucoup moins clairement cristallisées que dans l'Angleterre des seuls véritables prolétaires de l'époque, se politisent dès 1793, puis 1848, en 1871, et encore plus tard, en 1936, autour d'objectifs socialistes au sens fort du terme. Il n'y a pas eu de 1968 en Angleterre. Il y a certes beaucoup d'explications qui ont été données à ces parcours différents. Marx y fut très sensible et ce n'est pas un hasard s'il a porté l'essentiel de son attention à l'analyse de ces deux sociétés, pour proposer une critique de l'économie capitaliste à partir de l'expérience de l'Angleterre et une critique de la politique moderne à partir de celle de la France. Cecil Rhodes avait résumé mieux que quiconque la nature du défi : seule l'option impérialiste pouvait sauver l'Angleterre de la révolution socialiste. Un choix tout autant valable pour la France, et même pour l'Europe dans son ensemble. La seconde internationale a rapidement dérivé vers le social colonialisme. Elle est aujourd'hui encore social atlantiste, social impérialiste.

Le passé britannique explique peut-être le présent : la patience avec laquelle le peuple britannique supporte la dégradation de sa société. Peut-être cette passivité s'explique-t-elle par le report sur les Etats-Unis de la fierté nationale britannique. Les Etats-Unis ne sont pas pour les Britanniques un pays étranger comme les autres ; ils restent leur enfant prodige et quelque peu monstrueux ; et on sait que depuis 1945, l'Angleterre a fait l'option de se situer inconditionnellement dans le sillage de Washington. L'extraordinaire domination mondiale de l'anglais aide à vivre ce déclin sans peut-être même en ressentir l'ampleur. Les Anglais revivent leur gloire passée par procuration à travers les Etats-Unis.

Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Russie ne seraient parvenues à la modernité capitaliste sans les brèches ouvertes par l'Angleterre et la France. Je ne veux pas dire par là que les peuples de ces pays auraient été, pour quelque raison mystérieuse, incapables de cette invention, réservée au seul génie anglo-français. Je veux dire que les potentialités d'une invention analogue n'étaient ici qu'analogues à celles, disons, des autres régions du monde – Chine, Inde ou Japon par exemple. Mais une fois entré dans la modernité capitaliste, chaque peuple en façonne les modalités, à sa manière, que sa position dans celle-ci soit celle d'un centre nouveau (cas des pays européens mentionnés et du Japon) ou celle d'une périphérie dominée.

L'Allemagne pourrait-elle sortir de l'ornière atlantiste ? Le parallèle que j'ai fait plus haut entre ce pays et le Japon, tous deux brillants seconds des Etats-Unis et constitutifs de la véritable triade – le G3 – (Etats-Unis, Allemagne, Japon plutôt que Amérique du Nord, Europe, Japon), ne le suggérerait pas.

Je lis l'histoire de l'Allemagne – et des autres – à la lumière de mon option de méthode fondamentale. Je m'explique de cette manière que le nationalisme allemand, mis en œuvre par les ambitions prussiennes, ait compensé la médiocrité de la bourgeoisie, que Marx déplorait. Le résultat n'a pas été seulement une

forme autocratique de gestion de ce nouveau capitalisme, qui, au demeurant, et en dépit de la tonalité ethniciste sur laquelle il fondait son recours au nationalisme (faisant contraste avec les idéologies universalistes anglaise et surtout française puis russe) n'est pas parvenu à rassembler tous les Allemands (d'où l'éternel problème de l'Anschluss autrichien non résolu jusqu'ici). Il a été aussi un facteur favorable à la dérive criminelle et démentielle du nazisme.

Mais il a été également, après le désastre, un motif puissant de la construction de ce que certains ont qualifié de « capitalisme rhénan », soutenu par les Etats-Unis pour les raisons que j'ai évoquées plus haut. Une forme capitaliste qui a délibérément opté pour une démocratisation copiée du modèle anglo-franco-américain. Mais qui reste sinon superficielle, du moins sans racines historiques locales profondes, compte tenu de la vie brève de la République de Weimar (le moment le plus démocratique de l'histoire allemande) et des ambiguïtés pour le moins qu'on puisse dire du socialisme de la République démocratique allemande (RDA). Mon explication est historique, elle n'est pas « atavique », et l'histoire ne connaît pas de fin. Or l'Allemagne est aujourd'hui confrontée à des problèmes graves. Car le « capitalisme rhénan » n'est pas le « bon capitalisme », par contraste avec le modèle libéral extrémiste anglo-saxon ou l'étatisme de la France « jacobine ». Chacun est différent, mais tous sont malades de la même maladie, celle du capitalisme parvenu à un stade tardif caractérisé par la prédominance de ses aspects destructifs. Face à ce défi, que peut-on imaginer des réactions allemandes possibles ?

A court terme, la position de l'Allemagne – dans la mondialisation sous hégémonie américaine, comme celle du Japon – paraît confortable. Et la reprise d'une expansion vers l'Est, par une sorte de latino-américanisation de la Tchéquie, de la Pologne, de la Hongrie, des pays baltes, de la Slovénie, de la Croatie – l'os et la viande jetés à l'Allemagne par les Etats-Unis –, peut nourrir l'illusion que le choix de Berlin est durable. Cette option se satisfait sans problème d'une démocratie de basse intensité et de médiocrité économique et sociale, confortés par les choix du système européen de Maastricht et de l'euro. Mais il ne faut pas exclure, dans le cas d'un entêtement des classes politiques de la droite classique chrétienne et libérale et de la gauche social-démocrate à poursuivre dans cette voie sans issue, l'émergence de populismes de droite, fascisants sans être pour autant des remake du nazisme de l'entre deux guerres, dont Haider en Autriche n'est, hélas, que le prototype.

Le trio Berlusconi-Fini-Bossi en Italie ne vaut pas mieux. Les succès électoraux du Front national en France témoignent de la réalité du danger général en Europe. En France, la tradition bonapartiste triomphe à nouveau avec Sarkozy qui interprète dans ce sens la très réactionnaire Constitution de la cinquième République (Cf. S. Amin, *Le virus libéral*, 2003). A plus long terme, dans cette perspective, les difficultés de l'Allemagne devraient s'aggraver et non s'atténuer. La fragilité allemande se résume en deux mots : une démographie déclinante (dans un quart de siècle, l'Allemagne ne pèsera pas plus que la France et la

Grande-Bretagne), une capacité inventive fort limitée. Néanmoins, les générations passent et le passé négatif peut s'estomper. Rien n'interdit de penser une réaction positive du peuple allemand prenant conscience qu'il lui faut amorcer un changement hors des sentiers battus. Je crois que si la France et la Russie reprennent plus d'initiatives, un autre avenir pour l'Europe devient possible. Ce choix pourrait tout autant entraîner une reprise de mouvements positifs amorcés dans les Europe méditerranéenne et nordique, mais vite avortés.

L'Europe du Sud, et particulièrement l'Italie s'étaient un moment propulsées au centre de la réflexion (et de l'action) critique, à partir du « long 1968 » des années 1970, dont le *Manifesto* à partir de 1970-1972 a donné les analyses les plus sérieuses. La puissance du mouvement était suffisante pour influencer d'une certaine manière l'Etat de « centre gauche » de l'époque, en dépit du renfermement du Parti communiste italien (PCI) sur lui-même, qui ne promettait rien de bon. Cette belle page de l'histoire de l'Italie est sans doute tournée. On ne peut alors que se poser les questions relatives aux faiblesses de la société qui l'ont permis. Un sens civique national peu développé, pour le moins qu'on puisse dire, qui s'explique par le fait que les maîtres des Etats italiens ayant été le plus souvent des étrangers, les peuples concernés ne voyaient en eux que des adversaires à tromper autant que possible.

La nation italienne – qui existe – n'a pas encore suffisamment surmonté ce handicap et, peut-être que, fragilisée de ce fait, elle a laissé encore la porte ouverte à cette incroyable involution que représente la « Ligue Lombarde ». Cette catastrophe s'articule sur l'émergence d'un populisme qui se nourrit de la remontée à la surface du fond fasciste. En Italie comme en France, la libération aux temps de la seconde guerre avait été également une guerre civile. De ce fait, les fascistes furent contraints de se cacher dans les décennies qui ont suivi 1945, mais ils n'avaient jamais véritablement disparu. Néanmoins, une telle involution est difficilement imaginable sans faire appel aux deux raisons suivantes. D'abord l'évolution de l'économie du pays qui, en dépit de son « miracle » assurant désormais aux Italiens un niveau de vie meilleur que celui des Britanniques, demeure fragile. Une fragilité sur laquelle les discours parfois dithyrambiques sur la « troisième Italie » et son « capital social » exceptionnel restent trop silencieux. Mais ensuite par ce que l'intégration européenne telle que conçue (depuis Maastricht surtout) a flatté la dérive et ses illusions. L'option européenne sans réserves qui a conquis tout l'espace politique italien est, à mon avis, le responsable principal de la voie sans issue dans laquelle le pays s'est engagé.

Le même ralliement frénétique et sans réflexion au projet européen tel qu'il est a fortement contribué à faire avorter le potentiel de radicalité éventuelle des mouvements populaires qui ont mis un terme aux fascismes en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Ce potentiel était, il est vrai, limité en Espagne où le franquisme est simplement mort de la belle mort de son chef, tandis que la transition avait été bien préparée par cette même bourgeoisie qui avait constitué l'épine dorsale du fas-

cisme espagnol. Les trois composantes socialiste, communiste et anarchiste du mouvement ouvrier et populaire avaient été déracinées par une dictature demeurée sanglante jusque tard dans les années 1970 (on fusillait encore à cette époque), une dictature soutenue par les Etats-Unis en échange de son anticommunisme et de la concession de bases aux forces américaines. En 1980, l'Europe posait comme condition à l'adhésion de l'Espagne à l'Europe de la Communauté son entrée dans l'OTAN, c'est-à-dire la formalisation définitive de sa soumission à l'hégémonie de Washington ! Le mouvement ouvrier n'en a pas moins tenté de jouer un rôle dans la transition, par le canal de ses « commissions ouvrières » constituées dans la clandestinité au cours des années 1970. Il était malheureusement évident que faute d'avoir pu rallier le soutien des autres segments des classes populaires et intellectuelles, cette aile radicale du mouvement ne pouvait pas arracher à la bourgeoisie réactionnaire la maîtrise de la transition.

Par contre, le potentiel radical des forces qui ont véritablement abattu le fascisme au Portugal et en Grèce n'était en aucune manière négligeable.

La révolte des forces armées, qui a mis un terme au salazarisme en avril 1974, a été suivie d'une gigantesque explosion populaire dont l'épine dorsale était constituée par les communistes tant du PC officiel que du maoïsme. Otelo Carvalho animait la tendance mondialiste-internationaliste du groupe dirigeant portugais et se méfiait – à juste titre – de « l'Europe » telle qu'elle est. La défaite de cette tendance au sein même du groupe dirigeant et l'arrestation de Carvalho ont amorcé le retournement ultérieur. Ce retournement faisait le jeu de la droite et allait substituer à la dominance de Lisbonne et du Sud où la gauche est plus forte celle des paysans catholiques traditionnels du Nord qui fournissent l'essentiel des émigrants portugais en Europe. Le leadership de la gauche passait de ce fait à des socialistes fort peu téméraires, pour le moins qu'on puisse dire. Depuis, le pays politique s'est endormi à nouveau d'un sommeil profond et ce qui reste des mouvements révolutionnaires vit dans la nostalgie des années 1974-1975.

En Grèce également, le choix en faveur de l'Europe telle qu'elle est ne s'imposait pas d'évidence au lendemain de la chute des colonels. Le peuple grec n'avait pas oublié que ce régime fasciste avait précisément été soutenu par les Etats-Unis et l'Europe. Andreas Papandréou, fondateur du Pasok qui allait gagner les élections de 1980, avait longtemps réfléchi à une alternative internationaliste novatrice. Et même si les communistes des deux partis (de l'intérieur et de l'extérieur) exprimaient des réserves à l'égard de la personne de Papandréou – dirigeant de style « patriarcal » – et de l'hétéroclisme du Pasok, ils partageaient tous ensemble l'héritage de l'EAM. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le PC était parvenu ici, comme en Yougoslavie, à constituer autour de lui le front unique antifasciste.

De ce fait, la Grèce et la Yougoslavie sont les deux seuls pays qui n'ont pas seulement « résisté » comme d'autres aux envahisseurs allemands, mais n'ont jamais cessé de conduire une véritable guerre qui a joué un rôle décisif dans l'effondrement instantané des armées italiennes en 1943 et fixé sur leurs territoires d'importantes armées allemandes. Or la résistance grecque, devenue révolution

en 1945, a été battue par l'intervention des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. La droite grecque mise en place par ce moyen, avec l'approbation de l'Europe occidentale, non seulement n'avait aucun titre de résistance à exhiber, mais est de surcroît responsable de l'intégration de leur pays dans l'OTAN (aux côtés de la Turquie !) dans le cadre duquel s'inscrit le projet européen tel qu'il est. Que les classes populaires grecques et leurs leaderships politiques aient été méfiants à l'égard des avances faites par la CEE à partir de 1980 n'est donc ni difficile à comprendre, ni sans fondement.

Les difficultés économiques éprouvées par la Grèce du Pasok – passablement isolée – combinées aux pressions européennes ont fini par éroder les espoirs placés dans l'option internationaliste, « neutraliste », à tonalités « tiers-mondistes ». Peu à peu donc, la Grèce évoluait en direction de son intégration dans la nouvelle Europe, une intégration qui à son tour a renforcé la bourgeoisie de ce pays, de type compradore « cosmopolite » (au sens négatif du terme), dont les armateurs (parfois véreux) sont les modèles types, et face à laquelle le Pasok est devenu un parti socialiste impuissant, comme ailleurs en Europe. Il reste néanmoins quelques arrêtes dans la gorge du peuple grec: la position dominante de la Turquie dans le système régional de l'OTAN (qui lui a pardonné sans grand émoi son agression contre Chypre), l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. Les médias dominants présentent les protestations du peuple comme le produit d'une « solidarité orthodoxe ». Cela les dispense d'analyser la réalité, c'est-à-dire la contradiction ressentie par ce peuple grec entre le discours démocratique de l'Europe et son alignement américain archiréactionnaire.

Pour des raisons sans doute différentes, les pays nordiques ont maintenu jusqu'à tardivement des attitudes de méfiance à l'égard du projet européen tel qu'il est. La Suède était hors OTAN, par son choix propre, la Finlande par obligation, tandis que la Norvège et le Danemark optaient pour l'OTAN.

C'est la Suède qui, sous la conduite d'Olof Palme, tentait de faire avancer le plus loin possible une option mondialiste – internationaliste – neutraliste. La Suède présentait alors une figure très particulière en Europe que je résumais dans une phrase brève : « Une Union soviétique civilisée ». Je voulais dire par là que son option « étatiste-socialiste » comme son sens de l'internationalisme tranchaient sur les tendances dominantes ailleurs dans les forces social-démocrates d'Europe. Le retournement a donc été brutal à partir de l'option européenne du pays et le glissement à droite de sa social-démocratie, non moins rapide. Le discours à la mode est connu: le temps du Welfare State est passé, il nous faut être comme les autres Européens, etc. Rien d'original dans toutes ces billevesées. Ce retournement oblige néanmoins à réfléchir sur les points faibles de l'expérience exceptionnelle de la Suède : le rôle peut-être trop personnel de Palme, les illusions de la jeunesse qui, longtemps enfermée dans ce pays relativement isolé, découvrait tardivement le monde avec une bonne dose de naïveté après 1968, mais aussi le passé terne pendant la Seconde Guerre mondiale, longtemps caché.

La Norvège, la Finlande, les Pays-Bas ont mieux résisté, semble-t-il, pour des raisons diverses.

La société norvégienne constituée de petits paysans et pêcheurs, sans la présence d'une classe aristocratique analogue à celle de la Suède et du Danemark, est particulièrement sensible, de ce fait, au thème de l'égalité, ce qui explique sans doute la puissance relative de son parti de gauche (communiste) AKP et l'option radicale de sa social-démocratie qui jusqu'à ce jour résiste à sa manière aux sirènes européennes et néolibérales. En contrepoint, l'appartenance du pays à l'OTAN et l'aisance financière que lui procure le pétrole de la Mer du Nord (une aisance toujours un peu corruptrice à la longue) freinent certainement ces tendances positives.

L'indépendance que la Finlande a obtenue sans combat pendant la révolution russe (Lénine l'avait acceptée sans la moindre réticence) était moins le produit d'une volonté unanime qu'on ne le dit souvent. Le grand duché bénéficiait déjà dans l'Empire russe d'une très large autonomie jugée satisfaisante par l'opinion d'alors ; et ses classes dirigeantes servaient le Tsar avec autant de sincérité que celles des pays baltes (la statue du Tsar à Helsinki n'a jamais été déboulonnée). Les classes populaires, elles, n'ont pas été insensibles au programme de la révolution russe. C'est pourquoi l'indépendance ne réglait pas les problèmes du pays, qui ne le furent qu'au terme d'une guerre civile interne, finalement gagnée de justesse par la réaction (avec l'appui de l'Allemagne impériale puis des Alliés), qui devait plus tard glisser vers le fascisme dont elle fut l'alliée pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, compte tenu de ce qu'allait devenir l'Union soviétique, l'indépendance de la Finlande a certainement été finalement positive. Ce qu'on appelle la « finlandisation » que la propagande de l'OTAN présentait comme un statut inacceptable n'était en fait qu'un neutralisme (certes imposé à l'origine par le traité de paix) qui aurait pu constituer l'une des bases d'une reconstruction européenne meilleure que celle du projet atlantiste. La présence jusqu'aujourd'hui d'une gauche finnoise regroupée sous la bannière d'une « alliance de gauche » (*Left Wing Alliance*) est, à mon avis, l'expression de ce potentiel qui n'a pas disparu. Les pressions européennes, qui l'ont emporté sur le terrain monétaire (par la participation de la Finlande à l'euro), parviendront-elles à ronger cet héritage historique intéressant ?

On ne peut ignorer que les Pays-Bas ont été à l'origine de la révolution bourgeoise au XVIIe siècle, avant l'Angleterre et la France. Mais la taille modeste des Provinces Unies devait empêcher ce pays de réaliser ce que ses élèves concurrents allaient faire. Néanmoins, l'héritage de cette histoire n'est pas perdu. Les Pays-Bas ne sont pas seulement une démocratie qui, bien que bourgeoise, se situe à l'avant-garde de la tolérance et de la liberté. Ils sont aussi un pays cosmopolite (au sens positif du terme). Néanmoins, au plan de son système économique, financier et monétaire, les Pays-Bas évoluent désormais dans le giron du mark/euro.

Déconstruire le projet européen

A un moment, durant les décennies 1970-1980, j'avais pensé que la constitution en Europe d'un axe nord-sud « neutraliste » Suède-Finlande-Autriche-Yougoslavie-Grèce était pensable et aurait pu avoir des effets positifs tant sur les pays du noyau européen occidental que sur ceux de l'Est. Il aurait contribué à faire réfléchir les premiers sur leur alignement atlantiste et peut-être aurait trouvé un écho favorable en France. Hélas, de Gaulle n'était plus là et les gaullistes avaient bel et bien oublié les réserves du général à l'encontre de l'OTAN. Un tel axe aurait aussi peut-être contribué à donner plus de chances à un glissement des pays de l'Est européen vers des positions de centre gauche, évitant leur chute à droite ultérieure. Ce projet aurait amorcé la construction d'une authentique « autre Europe », véritablement sociale et donc ouverte sur l'invention d'un socialisme du XXI^e siècle, respectueuse des nations qui la composent, indépendante des Etats-Unis, facilitant une réforme digne de ce nom dans les pays soviétisés. Cette construction était possible, en parallèle avec l'Europe de Bruxelles, alors réduite à une Communauté économique d'une portée encore limitée.

Les gauches européennes n'ont pas pris la mesure de l'enjeu et ont soutenu le déploiement du projet de Bruxelles. Un projet réactionnaire dès le départ, conçu par Monnet (dont les opinions farouchement antidémocratiques sont connues comme on peut le lire dans le livre de Jean-Pierre Chevènement, *La faute de M. Monnet*, 2006). Un projet fabriqué avec le Plan Marshall par Washington pour réhabiliter les droites (sous le couvert de la « démocratie chrétienne », voire fascistes) que la Seconde Guerre mondiale avait condamné au silence, pour annihiler toute portée à la pratique de la politique démocratique. Les partis communistes l'avaient compris. Mais à l'époque, l'alternative d'une Europe « soviétique » n'était déjà plus crédible. Leur ralliement inconditionnel ultérieur ne valait pas mieux, quand bien même était-il déguisé en « euro-communisme ».

Aujourd'hui, non seulement l'Union européenne a enfermé les peuples du continent dans l'impasse, bétonnée par le double choix « libéral » et atlantiste (l'OTAN), mais encore elle est devenue l'instrument de « l'américanisation » de l'Europe, substituant la culture du « consensus » des Etats-Unis à la culture politique du conflit de la tradition européenne. Le ralliement « définitif » (pour autant que cette qualification ait un sens) de l'Europe à l'atlantisme n'est pas impensable. La conscience des avantages que procure l'exploitation de la planète au bénéfice de l'impérialisme collectif de la triade hante bien des esprits. Pour ceux-là, le « conflit » avec les Etats-Unis tourne autour du partage du butin, guère plus. Ce que j'appelle « l'altermondialisme des bobos » (pour utiliser un terme du jargon parisien qui désigne bien les segments des classes moyennes des pays opulents en question) exprime, avec ou sans lucidité, cette tendance. Et si jamais le projet devait être poursuivi envers et contre tout, alors les instances de l'Europe seraient devenues l'obstacle principal au progrès de ses peuples. Car, et c'est ma thèse depuis longtemps, plus la société est imprégnée des « valeurs » du

capitalisme (le marché roi, l'individu façonné par celui-ci se pensant également roi), plus difficile est leur dépassement (chapitre 4, annexe 3).

La reconstruction européenne passe donc par la déconstruction du projet en place. Cette remise en cause du projet européen-atlantique tel qu'il est et la cristallisation d'une alternative de construction d'une Europe à la fois sociale et non impérialiste à l'égard du reste du monde sont-ils encore aujourd'hui pensables ? Je le crois, et crois même que leur amorce à partir d'un pôle quelconque ne tarderait pas à trouver des échos favorables dans toute l'Europe. Une gauche authentique en tout cas ne devrait pas pouvoir penser autrement. Si elle ose le faire, je suis de ceux qui pensent que les peuples européens démontreraient, alors qu'ils peuvent encore jouer un rôle important dans le façonnement du monde de demain. A défaut, la probabilité la plus forte est l'effondrement du projet européen dans le chaos, ce qui ne déplairait pas non plus à Washington. Dans tous les cas, avec sa « constitution » ou dans le chaos, l'Europe s'emploie à annihiler sa place dans le monde. L'Europe sera socialiste, si ses gauches osent le vouloir, ou ne sera pas.



Pour des initiatives indépendantes des pays du Sud

L'expérience historique

La remise en question de la dimension impérialiste du capitalisme est à l'ordre du jour pour la seconde fois dans l'histoire contemporaine.

La première fois, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Dès 1947, la puissance impérialiste dominante de l'époque, les Etats-Unis, proclamait le partage du monde en deux sphères, celle du « monde libre » et celle du « totalitarisme communiste ». La réalité que représentait le tiers-monde était superbement ignorée, celui-ci étant considéré comme ayant le « privilège » d'appartenir au « monde libre » puisque « non communiste » ; la « liberté » considérée n'étant autre que celle du déploiement du capital, au mépris de la réalité de l'oppression coloniale ou semi-coloniale. L'année suivante, Jdanov, dans son fameux rapport (en fait Staline), qui a été à l'origine de la mise en place du Kominform (forme atténuée de renaissance de la Troisième Internationale), partageait lui aussi le monde en deux sphères, la sphère socialiste (l'URSS et l'Europe de l'Est) et la sphère capitaliste (le reste du monde). Le rapport ignorait les contradictions qui, au sein de la sphère capitaliste, opposaient les Centres impérialistes aux peuples et nations des périphéries engagées dans des luttes pour leur libération.

La doctrine Jdanov poursuivait un objectif prioritaire: imposer la coexistence pacifique et, par ce moyen, calmer les ardeurs agressives des Etats-Unis et de leurs alliés subalternes européens et japonais. En contrepartie, l'Union soviétique accepterait d'adopter un profil bas, s'abstenant de s'ingérer dans les affaires coloniales que les puissances impérialistes concevaient comme leurs « affaires intérieures ». Les mouvements de libération, y compris la révolution chinoise, n'ont pas été soutenus avec enthousiasme à cette époque, et se sont imposés par eux-mêmes, mais leur victoire (en particulier évidemment celle de la Chine) apportait des changements dans les rapports de force internationaux. Moscou

n'en a pris la mesure qu'après Bandoeng, ce qui lui permettait, par son soutien aux pays en conflit avec l'impérialisme, de briser son isolement et de devenir un acteur majeur dans les affaires mondiales. D'une certaine manière, il n'est donc pas faux de dire que la transformation majeure dans le système mondial a été le produit de ce premier « éveil du Sud », sans lequel d'ailleurs on ne peut comprendre l'affirmation ultérieure des nouvelles puissances « émergentes ».

Le rapport Jdanov a été accepté sans réserve par les partis communistes européens et par ceux de l'Amérique latine de l'époque. Par contre, il s'est presque immédiatement heurté à des résistances dans les partis communistes d'Asie et du Moyen-Orient. Résistances dissimulées dans le langage de l'époque affirmant toujours « l'unité du camp socialiste » rangé derrière l'URSS, mais qui allaient ouvertement prendre corps au fur et à mesure que se développaient les luttes pour la reconquête de l'indépendance, singulièrement après la victoire de la révolution chinoise (1949). L'histoire de la formulation de la théorie alternative, qui donnait toute sa place aux initiatives indépendantes des pays d'Asie et d'Afrique, se cristallisant par la suite à Bandoeng (1955) puis dans la constitution du Mouvement des Non-Alignés (à partir de 1960, mouvement qualifié d'Asie-Afrique plus Cuba), n'a jamais été écrite, à ma connaissance, et se trouve enfouie dans les archives de quelques partis communistes (ceux de Chine, d'Inde, d'Indonésie, d'Égypte, d'Irak, d'Iran et peut-être quelques autres).

Je puis néanmoins apporter un témoignage personnel concernant cette histoire, ayant eu l'heureuse occasion de participer dès 1950 à l'un des groupes de réflexion concernés, associant des communistes égyptiens, irakiens et iraniens, et quelques autres. L'information concernant le débat chinois, inspiré par Zhou En Lai, n'a été portée à notre connaissance par le camarade Wang (trait d'union avec la revue *Révolution* au comité de rédaction de laquelle je participais) que bien plus tard, en 1963. Nous avions des échos du débat indien et de la cassure qu'il avait provoquée, affirmée plus tard par la construction du CPM. Nous savions que les débats au sein du parti communiste indonésien et de celui des Philippines se développaient selon des lignes parallèles.

Cette histoire devra être écrite. Car elle fera comprendre que Bandoeng n'est pas sorti directement de la tête des dirigeants nationalistes (Nehru et Soekarno en particulier, encore moins Nasser), comme le laissent entendre les écrits contemporains, mais a été le fruit d'une critique radicale de gauche, conduite à l'époque au sein des partis communistes. La conclusion commune de ces groupes de réflexion se résumait en une phrase, à l'échelle du monde, le combat contre l'impérialisme rassemble des forces sociales et politiques dont les victoires sont décisives dans l'ouverture des avancées socialistes possibles dans le monde actuel.

Cette conclusion laissait ouverte la question centrale : qui « dirigera » ces batailles anti-impérialistes ? Pour simplifier : la bourgeoisie (dite alors nationale) que les communistes devraient alors soutenir ou un front des classes populaires « dirigé » par les communistes et non les bourgeoisies (anti-nationales en fait) ? La réponse à cette question est demeurée fluctuante, parfois confuse. En 1945,

les partis communistes concernés s'étaient alignés sur la conclusion que Staline avait formulée : les bourgeoisies, partout dans le monde (en Europe alignée sur les Etats-Unis comme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux – termes de l'époque), ont « jeté aux ordures le drapeau national » (termes de Staline), les communistes sont les seuls donc à pouvoir rassembler un front uni des forces qui refusent la soumission à l'ordre américain impérialiste/capitaliste.

La conclusion rejoignait celle de Mao, formulée en 1941, mais connue (de nous) plus tard seulement lorsque la « *Démocratie Nouvelle* » a été traduite dans des langues occidentales en 1952. La thèse soutenait que pour la majorité des peuples de la planète, la longue route vers le socialisme ne peut être ouverte que par la conduite d'une « révolution démocratique nationale, populaire, anti-féodale et anti-impérialiste (termes de l'époque) dirigée par les communistes ». Et, en pointillé, on lisait : d'autres avancées socialistes ne sont pas à l'ordre du jour ailleurs, c'est-à-dire dans les centres impérialistes. Elles ne pourront se dessiner ici comme possibles qu'après que les peuples des périphéries eurent infligé des défaites conséquentes à l'impérialisme.

Le triomphe de la révolution chinoise confortait cette conclusion. Les partis communistes de l'Asie du Sud-Est inauguraient en Thaïlande, en Malaisie et aux Philippines en particulier des guerres de libération inspirées par le modèle vietnamien. Plus tard, en 1964, Che Guevara proposera, dans la même ligne de pensée, « un, deux, trois Vietnam ».

Les propositions d'avant-garde d'initiatives des « pays d'Asie et d'Afrique » indépendantes et anti-impérialistes formulées par les groupes de réflexion communistes concernées ont été précoces et précises. On les retrouvera dans le programme de Bandoeng et du non-alignement dont j'ai fait la présentation ordonnée dans *L'éveil du Sud*. Ces propositions étaient centrées sur la reconquête nécessaire de la maîtrise des processus d'accumulation (le développement autocentré et déconnecté).

Mais voilà que ces propositions sont adoptées, fût-ce au prix de dilutions considérables dans certains pays, à partir de 1955-1960, par l'ensemble des classes dirigeantes au pouvoir dans les deux continents. Et voilà qu'en même temps, les luttes révolutionnaires conduites par les partis communistes en Asie du Sud-Est sont toutes défaites (sauf au Viet Nam bien sûr). Alors ? Conclusion qui semblait devoir s'imposer : la « bourgeoisie nationale » n'a pas encore épuisé sa capacité de combat anti-impérialiste. Cette conclusion a été elle-même tirée par l'Union soviétique qui décidait de soutenir le front des non-alignés, alors que la Triade impérialiste leur déclarait la guerre ouverte.

Les communistes des pays concernés se sont alors partagés entre deux tendances et affrontés dans des conflits pénibles et souvent confus. Les uns tiraient la conclusion qu'il fallait « soutenir » les pouvoirs en place en conflit avec l'impérialisme, quand bien même ce soutien devait rester « critique ». Moscou apportait de l'eau à leur moulin en inventant la thèse de la « voie non capitaliste ». Les autres conservaient l'essentiel de la thèse maoïste selon laquelle seul le front des

classes populaires indépendantes de la bourgeoisie pouvait mener à bien le combat contre l'impérialisme. Le conflit entre le parti communiste chinois et l'Union soviétique, visible dès 1957, affiché à partir de 1960, confortait bien entendu cette seconde tendance au sein des communistes asiatiques et africains.

Mais voilà qu'à son tour, le potentiel de Bandoeng s'épuise en une quinzaine d'années, rappelant, s'il le fallait, les limites des programmes anti-impérialistes des « bourgeoisies nationales ». Les conditions étaient alors créées pour permettre la contre-offensive de l'impérialisme, la re-compradorisation des économies du Sud, voire, pour les plus fragiles, leur recolonisation.

Mais, comme pour faire mentir ce retour imposé par les faits à la thèse de l'impotence définitive et absolue des bourgeoisies nationales – Bandoeng n'ayant été dans cette vision qu'une « parenthèse passagère » s'inscrivant dans la Guerre Froide –, voilà que certains pays du Sud parviennent, dans le cadre de cette nouvelle mondialisation dominée par l'impérialisme, à s'imposer comme « émergents ». Mais « émergents » dans quel sens : celui de marchés émergents ouverts à l'expansion du capital des oligopoles de la Triade impérialiste, ou celui de nations émergentes capables d'imposer une révision sérieuse des termes de la mondialisation en question, de réduire le pouvoir qu'y exercent les oligopoles et de recentrer l'accumulation sur leur propre développement national ? La question du contenu social des pouvoirs en place dans des pays émergents (et dans les autres pays de la périphérie), des perspectives que celui-ci ouvre ou ferme est donc à nouveau à l'ordre du jour du débat incontournable sur ce que sera – ou pourrait être – le monde « après la crise ».

La crise du capitalisme impérialiste tardif des oligopoles généralisés, financiarisés et mondialisés est ouverte. Mais avant même qu'elle n'entre dans la phase nouvelle inaugurée par l'effondrement financier de 2008, les peuples avaient amorcé la sortie de leur léthargie consécutive à l'épuisement de la première vague de leurs luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

L'Amérique latine, qui avait été absente dans l'ère de Bandoeng (en dépit des efforts de Cuba, avec la Tricontinentale), semble même cette fois avoir pris une longueur d'avance.

Dans des conditions certes nouvelles par beaucoup d'aspects importants, les mêmes questions que celles qui se posaient dans les années 1950 sont à nouveau à l'ordre du jour. Le Sud, comme on dit aujourd'hui (pays émergents et autres), sera-t-il capable de prendre des initiatives stratégiques indépendantes ? Les forces populaires seront-elles capables d'imposer les transformations dans les systèmes du pouvoir qui seules permettront des avancées conséquentes ? Des ponts pourront-ils être construits associant les luttes anti-impérialistes et populaires du Sud à des progrès de la conscience socialiste dans le Nord ?

Je me garderai de proposer ici des réponses rapides à ces questions difficiles que seul le développement des luttes tranchera. Sans sous-estimer l'importance des débats dans lesquels les intellectuels radicaux de notre époque ont le devoir de s'engager et des propositions qu'ils peuvent en dégager.

Les conclusions auxquelles les groupes de réflexion des années 1950 étaient parvenus à l'époque formulaient le défi dans des termes qui sont fondamentalement restés les mêmes depuis : les peuples des périphéries doivent s'engager dans des constructions nationales (soutenues aux plans régionaux et à celui du Sud pris dans son ensemble) autocentrées et déconnectées ; ils ne pourront avancer dans cette voie qu'en inscrivant leurs luttes dans une perspective socialiste ; il leur faut pour cela se débarrasser des illusions de la fausse alternative, celle du « rattrapage » dans le système capitaliste mondialisé. Bandoeng a donné corps à l'option indépendante, dans les limites que l'histoire de son déploiement a révélées.

Fera-t-on mieux dans le moment actuel, lorsque s'ouvre un « second éveil du Sud » ? Et surtout sera-t-il possible cette fois-ci de construire des convergences entre les luttes au Nord et au Sud ? Car celles-ci avaient cruellement fait défaut à l'époque de Bandoeng. Les peuples des Centres impérialistes étaient alors finalement demeurés alignés derrière leurs classes dirigeantes impérialistes.

Le projet social-démocrate de l'époque était lui-même difficile à imaginer sans la rente impérialiste dont bénéficiaient les sociétés opulentes du Nord. Bandoeng et le Non-Alignement n'ont été vus, dans ces conditions, que comme un épisode de la guerre froide peut-être même « manipulés » par Moscou. La dimension réelle de cette histoire de la première vague d'émancipation des pays d'Asie et d'Afrique, parvenue à convaincre Moscou de lui apporter son soutien, lui échappait.

Le défi – la construction d'un internationalisme anti-impérialiste des travailleurs et des peuples – reste entier.

